



Rapport annuel 2022 de la Police Fédérale

Home

Après la crise du coronavirus, l'année 2022 était censée marquer un retour au cours normal des choses. Or, nous avons été confrontés à une nouvelle crise internationale : la guerre en Ukraine. Ce conflit a également des répercussions sur le fonctionnement de notre organisation. Les sommets européens et de l'OTAN supplémentaires, par exemple, ont exigé un déploiement considérable au niveau du maintien de l'ordre, de la protection et de la sécurisation.



Après une période de restrictions liées au Covid, les visites de travail à l'étranger ont à nouveau été autorisées. Nous avons cette année encore pu conclure et mettre en application plusieurs accords de coopération. Ceux-ci permettent à de nombreux collègues de travailler, directement ou indirectement, plus efficacement sur le terrain. De plus, grâce à l'élection de Peter De Buysscher, directeur de la coopération policière internationale (CGI) de la Police Fédérale, à la vice-présidence d'Interpol, la police belge renforce sa position sur la carte du monde.

En 2022, la Police Fédérale peut se targuer d'avoir à nouveau enregistré de nombreux beaux résultats opérationnels, dans toutes les composantes de notre organisation et dans divers domaines, de la sécurité routière, la criminalité organisée, la sécurisation à la lutte contre la corruption.

L'année 2022 a été une année charnière sur le plan stratégique. La Police Intégrée s'est dotée d'un nouveau roadbook, à savoir le Plan national de sécurité (PNS) 2022-2025 Une Police Intégrée résiliente, au service de la société. Elle y définit les thèmes de sécurité qui feront l'objet d'une attention particulière de la part de tous les services de police au cours des quatre prochaines années. En outre, la Police Fédérale a été l'un des principaux acteurs des États-Généraux de la police. Au détour des nombreux événements organisés, ce sont plus de 1 000 personnes qui se sont rassemblées pour réfléchir, débattre et formuler des propositions.

Dans le contexte économique que nous connaissons, les ressources sont encore restées insuffisantes en 2022 pour pouvoir répondre à tous les besoins. Un ballon d'oxygène a néanmoins permis de maintenir et de renforcer les effectifs, et de garantir un fonctionnement minimal.

En 2022, notre grande famille de la police n'a pas été épargnée non plus par divers événements tragiques. Une fois de plus, l'immense solidarité, la main secourable, nous a fait chaud au cœur. Thomas restera à jamais dans nos mémoires.

La participation massive au Police for Solidarity annuel nous a donné ce même sentiment, tout comme la fierté partagée et sincère ressentie lors de la visite de Sa Majesté le Roi à l'occasion de la célébration des 50 ans de nos Unités spéciales.

Je tiens à remercier chaleureusement l'ensemble de mes collaborateurs, qu'ils travaillent dans l'ombre ou sur le devant de la scène, dans un contexte qui s'internationalise toujours plus. Leurs efforts quotidiens garantissent une société sûre. Nous pouvons en être fiers. Aujourd'hui et demain.

J'invite chacun à poursuivre dans cette voie de l'engagement et vous souhaite une agréable lecture.

PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER

Commissaire général de la Police Fédérale



[Sécurité](#)

Notre mission : contribuer à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société. Tous les jours, les membres du personnel s'engagent pour atteindre cet objectif. Voyez ici les chiffres de nos activités pour votre sécurité.

[Gestion de l'information](#)

L'information constitue la base de l'action policière. Sa gestion efficace est essentielle pour assurer la sécurité. Dans ce domaine, la transformation digitale est un défi que nous relevons progressivement.



[La Police Fédérale, une organisation](#)

Ressources humaines, financières, moyens logistiques et ICT sont indispensables à notre bon fonctionnement.

[La police comme employeur](#)

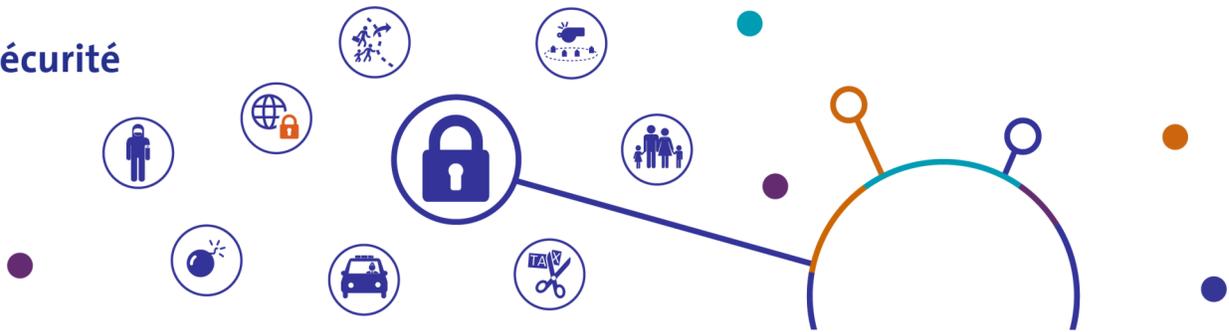
Recruter les bons profils, les bonnes personnes, les former au mieux et durablement reste un défi permanent. Voici un aperçu de nos actions dans ces domaines lors de l'année écoulée.



[Version PDF](#)

Vous préférez lire l'intégralité du rapport annuel 2022 de la Police Fédérale en une seule fois ? Téléchargez le fichier PDF !

Sécurité



[Home](#) / Sécurité

- En tant que composante de la Police Intégrée et maillon de la chaîne de sécurité, la Police Fédérale contribue à la sécurité et à la qualité de vie au sein de la société.
- Les membres de la Police Fédérale accomplissent leurs missions avec un professionnalisme remarquable dans divers domaines : la sécurité routière, l'ordre public, la lutte contre la violence, le terrorisme, les trafics illégaux, le trafic d'êtres humains, l'exploitation, la fraude...
- Pour mener à bien ces missions, ils accordent de l'importance au partenariat, à l'échange d'informations et à la coopération internationale.



[Trafic de drogues](#)



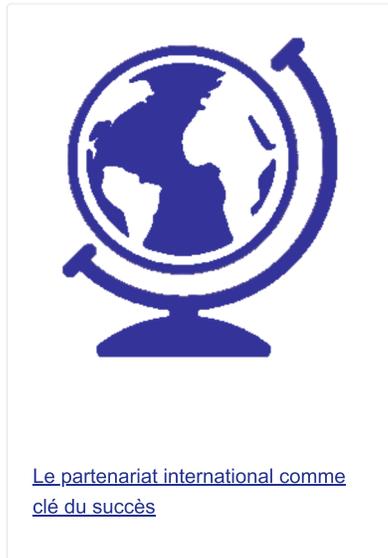
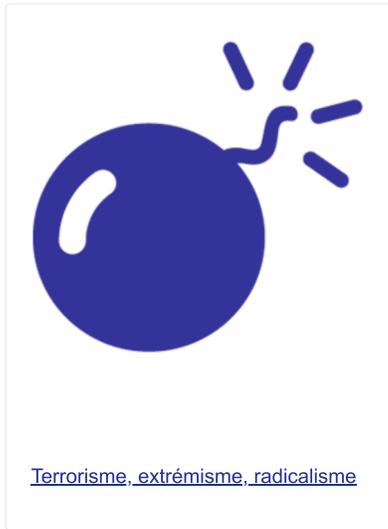
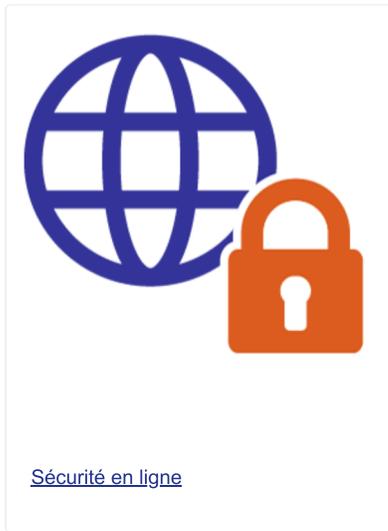
[Frontières, migration et trafic de personnes](#)



[Police et sécurité du citoyen](#)



[Sécurité routière](#)



Trafic de drogues

- De plus en plus de saisies de cocaïne.
- Installation de points de contact anonymes.
- Amélioration de l'expertise pour déjouer les modes opératoires.

Capacité d'enquête dans les dossiers "drogue"

Capacité d'enquête fédérale pour la lutte contre la drogue	2019	2020	2021	2022
Nombre d'heures prestées	428 756	521 722	641 162	722 952
Pourcentage par rapport à la capacité d'enquête fédérale totale	15,9%	17,6%	22%	26%

En 2022, l'accent a été mis sur la coopération policière internationale, dont l'importance est vitale pour lutter contre ce phénomène. La Police Fédérale participe à divers forums internationaux (programmes EMPACT d'Europol, Conférence mondiale d'Interpol sur les drogues, Groupe Pompidou du Conseil de l'Europe, réseaux bilatéraux avec les Pays-Bas, concertations Benelux et Hazeldonk, etc.) afin de combattre le trafic de drogue à la fois à l'échelle nationale et internationale.

“La Police Judiciaire Fédérale ne néglige aucun phénomène criminel”



“L'exploitation des messages décryptés dans SKY ECC continue et donne lieu à des opérations de lutte contre le trafic de stupéfiants, couronnées de succès dans tout le pays. Néanmoins, la Police Judiciaire Fédérale ne néglige aucun phénomène criminel. Pour preuve, le dossier de corruption présumée au sein du Parlement Européen. La récupération des avoirs criminels fut l'une de nos priorités : l'équivalent de 400 933 969 euros ont été saisis en 2022 par la Police Judiciaire Fédérale. Dans ce domaine, les efforts devront être poursuivis notamment en ce qui concerne les monnaies virtuelles.”

PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE ERIC SNOECK
Directeur général de la Police Judiciaire

Démantèlement de SKY ECC : la persévérance en 2022

La Police Judiciaire Fédérale a persévéré en 2022 dans un travail d'enquête intensif en vue d'identifier et de poursuivre les utilisateurs de la messagerie cryptée SKY ECC. Des moyens innovants d'exploitation des données ont été développés afin de soutenir le travail des enquêteurs. Grâce à cela, le travail de décryptage continue et ne cesse de donner des résultats. Pour l'année 2022, on compte 520 auditions Salduz IV (cette catégorie s'applique aux suspects privés de leur liberté et entendus pour des infractions pouvant faire l'objet de peines privatives de liberté) et un total de 30 296 109 euros de saisies. L'examen du contenu de la banque de données a permis l'ouverture de 110 nouveaux dossiers et l'enrichissement de 13 autres. Ce travail a nécessité l'équivalent de 362 temps plein.

Parallèlement au travail d'enquête, des analyses stratégiques et tactiques ont été entamées en vue de tirer les leçons de ce dossier d'exception et d'acquérir davantage de connaissances sur le milieu criminel.

Saisies maritimes : trafic de cocaïne

Quelque 260 saisies de cocaïne ont été réalisées par la seule voie maritime.

Saisies maritimes de cocaïne (kg)	2019	2020	2021	2022
à Anvers	61 796	65 443	90 750	107 223
vers Anvers	76 986	67 780	102 193	93 210
en Belgique, hormis Anvers	1 877	2 451	940	759
Total (kg)	140 660	135 675	193 883	201 192

Saisies maritimes : trafic de haschich

En 2022, deux actions menées au port d'Anvers ont conduit à la saisie d'une quantité totale de 2 822 kg de haschich.

Saisies maritimes : trafic d'héroïne

En 2022, 1 265 kg d'héroïne ont été saisis au port d'Anvers lors de quatre actions.



Des points de contact portuaires contre la criminalité

Les ports belges sont connus pour être un point d'entrée de la drogue en Europe, mais ils sont également le théâtre d'autres phénomènes criminels. La Police Fédérale, en particulier la Police Judiciaire Fédérale (PJF) et la Police de la Navigation (SPN), contribue de manière substantielle, en collaboration avec ses partenaires, à la lutte contre les diverses formes de criminalité portuaire.



Un port sans drogue à Anvers

Le port d'Anvers est la porte d'entrée pour l'importation et le transit de nombreuses marchandises en Europe. Hélas, les organisations criminelles profitent elles aussi de cette plaque tournante logistique, notamment pour se livrer au trafic de cocaïne. Les conséquences de ce phénomène sont déléteres, tant pour l'économie que pour la sécurité de la métropole et, par extension, de l'arrondissement. C'est pourquoi la communauté portuaire anversoise se mobilise contre la criminalité liée à la drogue, en veillant à impliquer les citoyens dans sa démarche. Comment ? Un point de contact anonyme – www.onzehavendrugsvrij.be – a été mis en place afin de signaler toute situation suspecte. Comme à Zeebruges, ce point de contact portuaire est une initiative de la Régie portuaire, qui s'est associée pour l'occasion à la Police Fédérale, un partenaire clé dans ce contexte.

Les nombreuses personnes qui travaillent au port sont au cœur de la démarche, car ce sont elles, entre autres, qui déterminent ce qui entre dans le site portuaire et ce qui en sort. Grâce au site Internet et au numéro de téléphone, elles peuvent ainsi signaler de manière anonyme toute situation suspecte. Les

entreprises peuvent également signaler des infractions (présumées) par ce biais. Grâce à ce dispositif, les services de police peuvent lutter plus activement et de façon plus ciblée contre le trafic de drogue.

Quelques chiffres pour 2022 : 128 signalements via le site Internet, 35 signalements par téléphone et 5 lettres anonymes faisant état de possibles infractions.

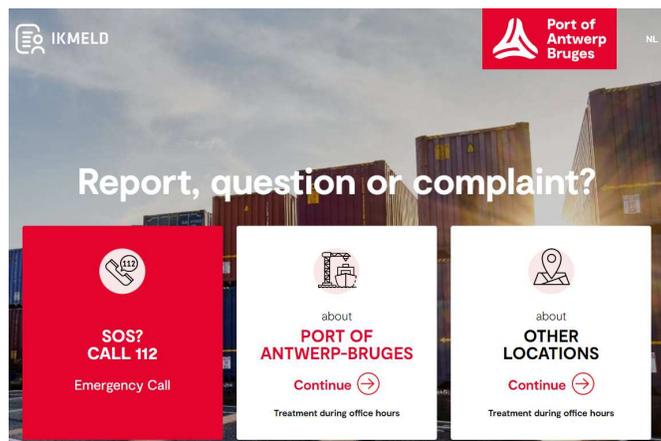


Point de contact digital pour Zeebruges

Le 31 mars 2022, le [point de contact digital pour la Flandre occidentale \(port de Zeebruges\)](#) a été présenté lors d'une conférence de presse au siège de la Maatschappij van de Brugse Zeehaven (Port of Antwerp-Bruges).

Ce point de contact permet de signaler des situations suspectes directement à la police. Il s'agit là d'une nouvelle source d'information, notamment sur la criminalité organisée. Dans les environs du port, des indices de trafic et traite des êtres humains, d'importation de drogue ou d'autres phénomènes criminels peuvent en effet attirer l'attention des riverains, des passants, des entrepreneurs ou des employés. Le site Internet du point de contact précise le type d'informations dont les enquêteurs ont besoin pour démarrer une enquête ou étoffer un dossier existant. Les signalements peuvent également être effectués de manière anonyme.

La Police Judiciaire Fédérale (PJF) procède à une première analyse des signalements. Les informations pertinentes sont encodées dans les banques de données et mises à la disposition de l'ensemble des services de police. La Police de la navigation (SPN) et les zones de Police Locale des environs du port sont des partenaires incontournables dans ce processus. En leur fournissant des oreilles et des yeux supplémentaires, ce point de contact représente une plus-value inestimable.



Le Havik à Gand

Dans le North Sea Port Ghent (zone portuaire de Gand), un groupe de projet présidé par le directeur judiciaire de Flandre orientale a élaboré un plan d'action dans l'optique de rendre le port plus sûr. Comme pour d'autres ports, l'une des mesures prises dans ce contexte est la mise en place d'un point de contact anonyme. Placé sous la supervision du Haven Informatiekruispunt, ou Havik

(lequel fait partie du carrefour d'information d'arrondissement [CIA] du SICAD), ce point de contact constitue un premier pas vers le renforcement non seulement de la position d'information, mais aussi de la confiance entre les différents partenaires en général et les travailleurs du port en particulier. En effet, celles et ceux qui travaillent dans le port voient et entendent beaucoup de choses. En plus des entreprises et de leurs collaborateurs, toutes les personnes qui travaillent dans le port doivent être investies d'un sentiment de responsabilité afin de faire du port un endroit sûr et résilient.

Chaque signalement est traité dans la plus stricte confidentialité et peut rester entièrement anonyme si son auteur le souhaite. Le point de contact HavIK n'est pas une centrale d'alarme ; dans toute situation d'urgence, le 112 reste le seul numéro à contacter.

Cette initiative a été lancée à la mi-novembre 2022 ; les efforts de sensibilisation visant à la faire connaître et à en expliquer les modalités d'utilisation sont toujours en cours.

Approche administrative de la criminalité liée à la drogue

Dans la lutte contre la criminalité organisée et les phénomènes de sécurité, une approche administrative proactive existe aux côtés de l'approche pénale réactive. Trois centres d'information et d'expertise d'arrondissement (CIEAR) – Anvers, Limbourg et Namur – travaillent sur la base de cette approche.

En 2022, le CIEAR d'Anvers a consacré des efforts supplémentaires à la lutte administrative contre la drogue. Diverses séances d'information ont ainsi été organisées à l'intention des autorités locales et des zones de police, sur le thème notamment de la prévention de la toxicomanie en collaboration avec le Centre de santé mental d'Anvers. La feuille de route *Lachgas* (gaz hilarant) a par ailleurs été remaniée, et une nouvelle feuille de route *Drugslabo's en dumping* (Laboratoires de production de drogues et dépôts clandestins) a été rédigée et présentée officiellement.

Le CIEAR d'Anvers s'est associé à diverses entités, à la Police Fédérale et au ministère public pour rédiger une brochure d'information intitulée *Veilig verhuur* (Louer en toute sécurité). Celle-ci a été diffusée au début de juin 2022 sur diverses plateformes afin d'aider les bailleurs à éviter que leur habitation ou leurs locaux commerciaux ne soient utilisés à des fins illégales (consommation, vente et production de drogue). On y trouve, d'une part, des informations sur les risques et responsabilités liés au fait de louer des biens abritant des activités illégales et, d'autre part, des conseils pour se protéger des locataires malhonnêtes. La brochure contient par ailleurs une liste d'indicateurs pouvant être utiles pour déterminer la présence d'activités illégales dans un bâtiment : odeurs de produits chimiques ou laboratoires de production de drogues, consommation d'énergie excessive, etc.

Cette publication peut être consultée sur le site <https://www.drugsplantageontdekt.be/>



Le réseautage et les formations sur les caches aménagées portent leurs fruits

Le 7 octobre 2022 a eu lieu à Bruxelles la troisième édition des CPL Awards, décernés par le Circle of Police Leadership (CPL). Cette récompense a été créée pour mettre en lumière des projets remarquables au niveau de la police belge. [Grâce au projet international sur les caches aménagées, la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée \(DJSOC\) a été récompensée dans la catégorie "coopération policière internationale".](#)

Grâce à la mise en commun et à l'échange de connaissances et d'expériences en Belgique et à l'étranger, les caches aménagées sont désormais plus faciles à repérer et à détecter. Plus de 2 000 policiers belges et une centaine de collègues étrangers ont suivi la formation dédiée à cette problématique. Cette initiative, de même que la sensibilisation dans ce domaine, portent leurs fruits.



En 2022, quelque 95 caches aménagées ont été découvertes dans des véhicules en Belgique. Bilan des saisies réalisées dans ce cadre :

- 1 713 710 euro
- 1 785 kg de cocaïne
- 4 kg d'héroïne
- 8 kg de marijuana
- 95 kg de haschisch
- armes diverses
- téléphones portables et montres de luxe

À l'étranger, les services compétents ont intercepté 43 véhicules – immatriculés en Belgique – dans lesquels une cache avait été aménagée de façon professionnelle. Ces opérations ont permis la saisie de 1 136 880 euros, 507 kg de cocaïne, 36 kg d'héroïne, 298 kg de haschisch, 2 kg de kétamine, 110 pilules d'ecstasy et diverses armes.

Les caches aménagées sont souvent utilisées pour abriter des biens illégaux ; c'est précisément pour cette raison qu'une proposition de loi a été déposée, à l'initiative de la Police Fédérale (DJSOC), afin d'interdire à l'avenir la possession ou l'aménagement de ces caches.

Actions Étoile dans le cadre de la coopération Hazeldonk

La coopération Hazeldonk entre la Belgique, les Pays-Bas, la France et le Grand-Duché de Luxembourg a pour objectif de mettre en place une lutte transfrontalière contre les réseaux organisés de distribution de drogue. Si elle existe depuis 2006, l'initiative a bénéficié d'un nouvel élan fin 2021 grâce à la mise en œuvre d'un nouveau plan d'action reposant sur trois axes : actions de contrôle communes, échange d'informations et d'expertise, lutte contre la distribution de drogue.

Issues d'une collaboration entre la Police Fédérale, la Police Locale, l'Administration générale des douanes et accises, ainsi que leurs collègues du Benelux et de la France, les actions Étoile sont organisées cinq fois par an et se sont avérées un grand succès. Au total (Benelux et France), elles ont permis de mettre la main sur 48 kg de marijuana, 70 kg de haschisch, 73 kg de cocaïne, 79 000 pilules d'ecstasy et près de 264 000 euros en espèces.

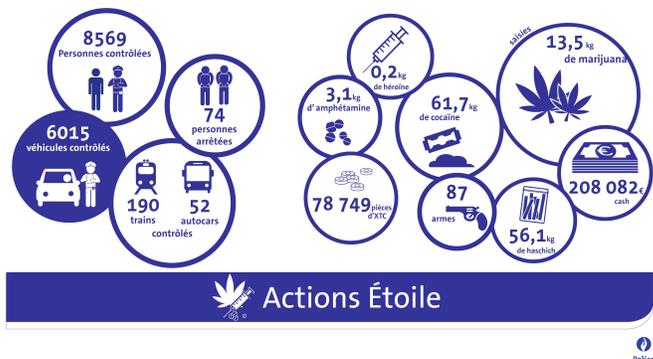
Hormis les saisies proprement dites, ces actions ont également permis d'améliorer l'image policière de la problématique de la drogue et de renforcer l'échange d'expertise entre les différents pays. Ainsi, en février, une action Étoile a conduit à la découverte d'un laboratoire de production de drogue synthétique et au démantèlement d'une organisation criminelle.

Outre les actions Étoile, des actions Dope Runner, plus brèves mais plus musclées, ont également été organisées. Ces contrôles visent en particulier les passeurs de drogue et les réseaux de distribution qui empruntent les autoroutes. En 2022, cette approche fructueuse a permis de saisir un total de 60 kg de cocaïne, 35 kg d'héroïne, 20 kg de marijuana, 20 kg de speed, 360 000 pilules d'ecstasy, 3 litres de GHB et 700 000 euros en espèces. L'échange

d'informations et la coopération avec d'autres pays sont également deux de ses atouts. Ainsi, une course-poursuite aux Pays-Bas visant un conducteur qui s'était rendu coupable d'une tentative de meurtre a pris fin en Belgique, où l'individu a pu être arrêté en possession de 40 kg d'ecstasy.

Des efforts seront menés dans le futur afin d'impliquer encore davantage et plus rapidement la justice dans la coopération Hazeldonk. Lorsqu'il aura été ratifié par les Pays-Bas, le nouveau traité Benelux offrira également de nouvelles possibilités en matière de lutte contre les réseaux de distribution de drogue.

En 2022, les services de police et de douane belges ont enregistré les résultats suivants, au cours de cinq périodes d'actions :



Drogues saisies dans le cadre des actions Étoile :

Quantité	2018	2019	2020	2021	2022
Marijuana	12,5 kg	39,5 kg	14 kg	39,5 kg	13,5 kg
Haschisch	8 kg	1 kg	1 kg	7 kg	56,1 kg
Héroïne	5 kg	0,2 kg	3 kg	8,8 kg	0,2 kg
Cocaïne	2,5 kg	4,8 kg	11,4 kg	9,5 kg	61,7 kg
Amphétamines	1,5 kg	0,4 kg	0,15 kg	6,3 kg	3,1 kg
XTC	2 019 pilules	1 168 pilules	2 571 pilules	1 275 pilules	78 749 pilules

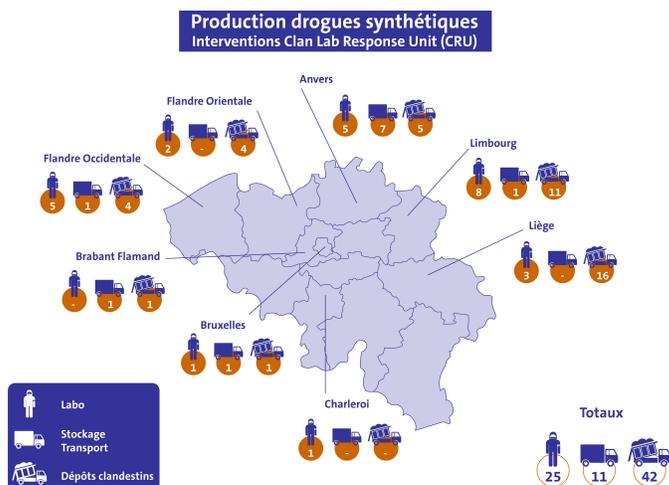
Production de drogues de synthèse

En 2022, le Clan Lab Response Unit (CRU) a effectué un total de 83 interventions. Le CRU est une équipe multidisciplinaire composée de membres de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC/Drogue), d'officiers spécialisés des services d'incendie et d'enquêteurs forensiques de la section Drogues de l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC).



Dans 42 cas, ces interventions avaient pour but de démanteler un "dumping" (dépôt clandestin de déchets chimiques issus de la production de drogue). Le CRU est également intervenu dans 25 dossiers liés à des laboratoires de production de drogues et dans 11 dossiers liés au transport ou au lieu de stockage de drogues.

Cinq interventions se sont avérées sans lien avec la drogue. Fait remarquable : on a découvert moins de sites de production de méthamphétamines, et plus de sites de production de MDMA et d'amphétamines.



Formation sur les drogues de synthèse

En 2022, la formation agréée (*awareness*) sur la production des drogues de synthèse a été dispensée au cours de 13 séances à 223 membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale.

Par ailleurs, la Police Fédérale a organisé, sous la houlette de l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL Belgique), la formation "*Illicit Laboratory Dismantling*", afin d'enseigner aux candidats des techniques d'identification et de démantèlement des laboratoires de production de drogues. Au total, 21 personnes, issues de 17 États membres de l'Union européenne et d'Islande, ont participé à l'initiative.



Success Story

Quand l'identification d'un dépôt clandestin conduit à la découverte d'un laboratoire de drogues de synthèse

Depuis la fin août 2022, les provinces de Flandre occidentale et de Flandre orientale étaient confrontées en divers endroits à des dépôts illégaux de déchets issus d'un laboratoire de production de drogues de synthèse. En Flandre occidentale, des déchets ont notamment été rejetés dans l'Yser à Dixmude. Grâce à des enquêtes basées sur des images de caméras et des données ANPR, la Police Locale a pu relier ces dépôts sauvages à un véhicule. Le Clan Lab Response Unit (CRU) de la Police Fédérale est quant à lui descendu sur les lieux des faits et a pu établir des liens entre les dépôts.

De son côté, la Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Flandre occidentale a ouvert un dossier afin de rechercher le laboratoire. Les observations effectuées par les Unités spéciales ont ensuite orienté l'enquête vers un suspect dans une ferme de Kortemak, qui, selon des informations policières, était susceptible de servir de laboratoire de production de drogues de synthèse. Le 28 octobre 2022, une perquisition a été menée sur le site, dont il s'est avéré qu'il abritait un laboratoire d'une capacité de production hebdomadaire de 500 kg de MDMA. L'opération a également conduit à la découverte de déchets qui, selon l'Institut national de criminalistique et de criminologie (INCC), pourraient être à l'origine de la production d'au moins 3 000 kg de MDMA. Par ailleurs, une perquisition menée dans l'habitation d'un suspect a permis de mettre la main sur 40 kg de MDMA, de l'argent liquide, des biens achetés avec les avoirs criminels des suspects ainsi que des armes à feu. Quatre personnes ont été interpellées et placées en état d'arrestation dans le cadre de ce dossier. L'enquête subséquente a, quant à elle, permis l'arrestation d'une cinquième personne.

Formation et échange d'expertise

Formation sur la culture illégale de cannabis

Chaque année, la Direction centrale de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) organise dans les écoles de police de tout le pays des formations sur le thème de la culture illégale du cannabis. Destinées notamment aux enquêteurs, inspecteurs de quartier, aspirants inspecteurs principaux ainsi qu'au personnel des laboratoires de police scientifique, ces formations abordent les tendances, les évolutions, les risques et les dangers de la culture illégale de cannabis. En 2022, 20 sessions ont été organisées pour un total de 407 participants.

Le CEPOL a également pris une initiative dans ce domaine. À l'automne 2022, 24 candidats de 18 pays de l'UE ont participé à une formation intitulée "Dismantling of Cannabis Production and Trafficking" sur le Campus Veste à Emblem. Au programme de celle-ci figuraient les nouvelles méthodes de travail des criminels ainsi que le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement du cannabis.

Formation *Drugs trafficking by post and courier services*

La semaine du 26 octobre 2022, l'Agence de l'Union européenne pour la formation des services répressifs (CEPOL), dont la vocation est de promouvoir la coopération policière européenne et internationale à travers des formations, a organisé, en partenariat avec la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSCO/Drogue) et les services de police et de douane allemands, une formation internationale sur le trafic de drogue par l'intermédiaire des services postaux et de courrier rapide. Le projet "Postkoets" ([Voir Success Story ci-après](#)) est illustratif de l'expertise belge dans ce domaine. Cette formation, qui avait lieu à Leipzig, a été l'occasion pour de nombreux experts internationaux de donner des exposés sur cette thématique. L'événement a attiré 30 participants (douane, Justice, police) de 24 pays différents.

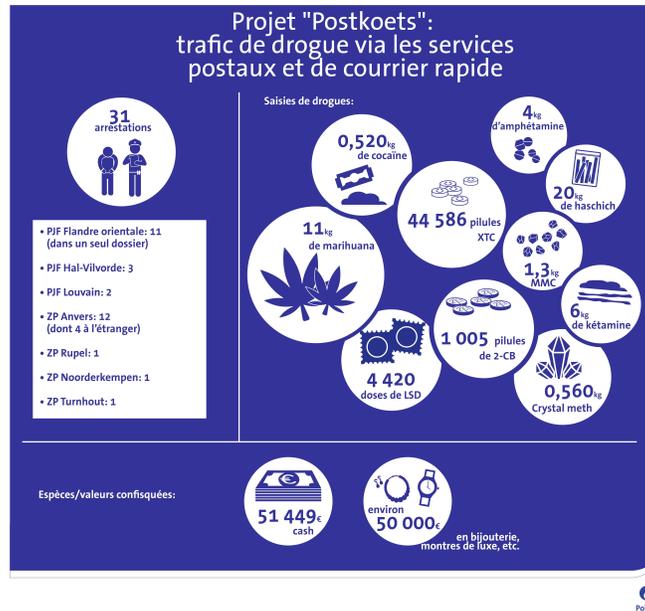


Projet "Postkoets" : trafic de drogue via les services postaux et de courrier rapide

Chaque année, la douane saisit des centaines de kilos de drogue (dont des centaines de milliers de pilules d'ecstasy) transportée par l'intermédiaire de services postaux et de courrier rapide. À la suite de ces saisies, certains

dossiers font l'objet d'enquêtes subséquentes dans le cadre d'une collaboration entre un grand nombre de services de police locaux et fédéraux.

En 2022, dans le cadre de ce projet, baptisé "Postkoets" (littéralement : "diligence" en français), la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC/Drogue) a traité et coordonné au total 208 signalements, transmis par les services de douane, concernant des saisies internationales d'importantes quantités de drogue, principalement des drogues de synthèse comme la kétamine et le MDMA.



Les 11 arrestations à l'actif de la Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Flandre orientale ont été effectuées dans le cadre d'un seul dossier. À la suite d'une série d'interceptions dans le cadre du projet "Postkoets", la PJF de Flandre orientale a ouvert une enquête sur une bande qui importait à grande échelle de la drogue depuis l'Espagne vers la Belgique. Le 7 décembre 2022, dix perquisitions ont conduit à la saisie de 11 kg de marijuana, 20 kg de haschisch, 40 000 euros en espèces, ainsi que de montres de luxe et de deux voitures. Les suspects appréhendés dans ce dossier sont au nombre de neuf en Belgique et de deux en Tchéquie. La bande est soupçonnée d'avoir importé plus de 400 colis, représentant au total plus de 4 tonnes de drogue.

Frontières, migration et trafic de personnes

- Trafic et traite des êtres humains, des enquêtes difficiles avec une dimension internationale.
- Les 'Small boats', un défi de taille.
- Bordertask, une application innovante.

Enquête sur la traite et le trafic d'êtres humains

En 2022, dans le cadre de la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains, les enquêteurs de la Police Judiciaire Fédérale (PJF) ont presté 181 176 heures, soit 6,52 % de la capacité d'enquête fédérale (total = 2 799 285 heures), ce qui correspond plus ou moins à la situation de l'année précédente. 242 dossiers ont été ouverts.

Capacité d'enquête fédérale pour la lutte contre le trafic et la traite des êtres humains	2019	2020	2021	2022
Nombre d'heures prestées	191 364	202 461	186 810	181 176
Pourcentage par rapport à la capacité d'enquête fédérale totale	7%	7%	6,45%	6,52%

Nombre de dossiers d'enquête ouverts par la Police Judiciaire Fédérale

	2019	2020	2021	2022
Trafic d'êtres humains	232	169	132	98
Exploitation sexuelle	128	130	101	74
Exploitation économique	51	59	46	32

Les chiffres repris dans ce tableau portent sur les nouveaux dossiers ouverts. Une nouvelle méthode d'enregistrement est utilisée depuis 2021.

La diminution de faits de trafic d'êtres humains s'explique par la multiplication du nombre d'enquêtes liées aux activités d'organisations criminelles actives au niveau international. La complexité de ces enquêtes et la nécessité de développer une approche coordonnée internationale demande de consacrer plus de temps et de moyens aux enquêtes, ce qui a pour effet d'en diminuer le nombre.

La nouvelle loi pénale sexuelle a induit un changement, une adaptation de l'approche policière par rapport au contrôle du milieu de la prostitution. À cela, il faut également ajouter la digitalisation galopante des activités criminelles, notamment pour ce qui concerne l'exploitation sexuelle, ce qui rend les victimes et ceux qui les exploitent plus difficiles à détecter, identifier et localiser.

En ce qui concerne les faits d'exploitation économique, la plupart des enquêtes sont menées par les inspecteurs de l'Office national de la sécurité sociale (ONSS) et du Contrôle des lois sociales (CLS). Ces deux services ont des compétences de police restreintes en matière de constat et d'investigation dans leur domaine d'action. La police agit souvent en appui de ces services. Seules les enquêtes plus complexes et souvent relatives à de la criminalité organisée sont véritablement traitées par les services de police.

Une tendance inquiétante, née de la crise du Covid-19, s'est confirmée en 2022 à propos de l'exploitation de mineurs d'âge sous toutes ses formes : 81 cas d'exploitation sexuelle de mineurs et 23 cas de traite des êtres humains à caractère sexuel avec la circonstance aggravante que les victimes sont mineures. Des cas de criminalités forcées ont également été investigués, notamment dans les milieux des jeunes mineurs étrangers non accompagnés (MENA)

nord-africains et afghans. Des cas d'abus sexuel et de consommation de substances psychotropes ont été relevés. Ceci dans le but de rendre ces MENA plus dociles par ceux qui les exploitent, qui sont exclusivement de la même nationalité que leurs victimes.



Les dangereuses embarcations des trafiquants d'êtres humains dans la ligne de mire des autorités policières et judiciaires

En 2021, la tendance consistant à utiliser un *small boat* ("petite embarcation") plutôt que de se dissimuler dans le chargement d'un camion pour rejoindre le Royaume-Uni principalement depuis le nord de la France n'a fait que se renforcer. Cela a poussé la Police Fédérale à tisser des liens de coopération intenses et permanents aux niveaux national, international, interne et externe. Ce travail s'est poursuivi en 2022.

La Belgique est, à l'échelle européenne, un petit territoire de transit tant pour les organisations criminelles actives dans le trafic d'êtres humains que pour les migrants souhaitant se rendre au Royaume-Uni par leurs propres moyens.

29 enquêtes "trafic d'êtres humains" dans le cadre du phénomène des "small boats" ont été initiées en Belgique en 2022. La plupart des arrondissements judiciaires ont été confrontés à ce type d'enquête même si la province de Flandre occidentale, étant donné sa situation géographique, est la plus impactée.

Le changement d'approche par le développement d'une stratégie d'enquêtes coordonnées, tant au niveau national qu'international, a permis de démanteler plusieurs sous-groupes criminels tous liés à une seule et même organisation dont les principaux dirigeants étaient domiciliés en Allemagne ou au Royaume-Uni.

En juillet 2022, une vaste organisation criminelle a été démantelée au niveau européen (Belgique/France/Allemagne/Pays-Bas/Royaume-Uni). 18 membres importants de cette organisation ont été arrêtés dans le cadre d'une enquête belge, alors qu'aucun d'entre eux n'avait d'attache sur notre territoire national. Notre cadre législatif et la politique de poursuite des parquets locaux et du parquet fédéral ont permis à nos services de cibler une organisation criminelle structurée, basée à l'étranger, mais utilisant notre pays comme territoire de transit.



Success Story

Une opération de police internationale met fin à un trafic d'êtres humains à l'aide d'avions privés

Le 13 septembre 2022, une opération de police internationale a mis un terme à une organisation spécialisée dans le trafic d'êtres humains. L'action, à laquelle ont participé les services de police de Belgique, d'Italie, d'Allemagne, de France, d'Autriche et des États-Unis, a été dirigée depuis le parquet fédéral par un juge

d'instruction de Bruxelles. La Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Bruxelles, assistée entre autres par la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) de la Police Judiciaire Fédérale, a également bénéficié du soutien d'Europol dans cette enquête.

Le trafic d'êtres humains auquel s'adonnait cette organisation suivait un mode opératoire bien établi. Les passagers, principalement des personnes d'origine kurde, embarquaient dans un jet privé en Turquie avec de faux passeports diplomatiques. Cependant, la destination officielle du voyage – généralement les Caraïbes – n'était jamais atteinte. Lors d'une escale dans un aéroport européen, les migrants sortaient de l'avion, détruisaient leurs faux passeports et demandaient systématiquement l'asile.

Outre le trafic de personnes et les faux documents, l'organisation s'est également livrée à l'émission de faux chèques et a escroqué des compagnies aériennes dans le but de constituer sa propre flotte. Les hôtels ont également été victimes d'escroqueries au travers de factures impayées. Des sommes exorbitantes allant jusqu'à 20 000 dollars étaient perçues par l'organisation pour chaque voyageur clandestin.

Grâce aux investigations intensives des enquêteurs belges et à l'étroite collaboration avec d'autres services de police européens et américains, il a été possible d'établir que la base de l'organisation se trouvait en Belgique.

L'intervention du mardi 13 septembre 2022 au matin, coordonnée par Europol et Eurojust, a visé, en plus de la Belgique, l'Italie et la France. Cette action a conduit à l'arrestation de cinq personnes, dont deux en Belgique. Elles sont soupçonnées de trafic d'êtres humains, de blanchiment d'argent, de participation à une organisation criminelle et de faux en écriture.

En outre, une importante somme d'argent et deux avions notamment ont également été saisis au cours de l'opération. Par ailleurs, la conception en Belgique de faux documents par l'organisation a été confirmée au cours de l'action par la découverte de matériel de fabrication.



La Justice lance un point de contact pour retrouver des victimes de la traite des êtres humains

Les victimes de traite des êtres humains ont encore trop souvent peur de porter plainte. C'est pourquoi le Service public fédérale (SPF) Justice a mis en place un point de contact : www.stoptraite.be.

Dans une première phase, le site web sert à fournir des informations sur la traite des êtres humains et permet aux victimes ou aux témoins de ce phénomène de chercher de l'aide ou de signaler des faits via un formulaire en ligne.

Le travail au sein du point de contact pour les victimes de la traite des êtres humains sera assuré par du personnel des différents centres d'accueil (Pag-Asa à Bruxelles, Payoke à Anvers et Sÿrya à Liège). Il s'agira là d'un premier filtre pour évaluer l'urgence, c'est-à-dire le degré de danger pour l'intégrité physique de la victime potentielle, et pour localiser les faits signalés. En fonction de l'urgence, on peut alors éventuellement envisager une demande d'intervention de la police ou au moins une vérification par un service de police ou d'inspection sociale. Dans les cas moins urgents, les centres eux-mêmes peuvent d'abord procéder à la prise en charge de la victime avant qu'une plainte ne soit déposée auprès de la police.

La politique et l'approche en matière de lutte contre la traite et le trafic d'êtres humains s'effectuent de manière multidisciplinaire. La police est un élément essentiel de cette collaboration, tant pour les constatations effectuées par les services de première ligne (dont la Police Fédérale de la Route), que pour les enquêtes réalisées par la Police Judiciaire Fédérale et les services de recherche locaux.

LIGNE D'ASSISTANCE BELGE POUR LES VICTIMES DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

En cas de danger immédiat, appelez le 101

Trouvez de l'aide près de chez vous

Qu'est-ce que la traite des êtres humains?

La traite des êtres humains est une forme d'esclavage moderne. Il s'agit du crime d'une personne qui exploite une autre pour en tirer un profit pour son bénéfice personnel. Les trafiquants d'êtres humains profitent de la situation de vulnérabilité de leurs victimes pour prendre le contrôle de celles-ci. Souvent, ils utilisent la violence physique ou psychologique pour empêcher la liberté des victimes. Ils peuvent aussi concevoir leurs victimes dans une situation de dépendance économique (via leur logement, nourriture, ou passeport) et/ou simplement abuser d'une position de vulnérabilité. Les trafiquants peuvent opérer au sein d'un réseau criminel, mais peuvent aussi agir seuls.

La traite des êtres humains peut toucher n'importe qui : adultes et enfants ; hommes, femmes et personnes transgenres ; de toutes nationalités (Belges, UE et hors UE). Vous pouvez aussi être ou devenir une victime !

La traite des êtres humains peut prendre différentes formes

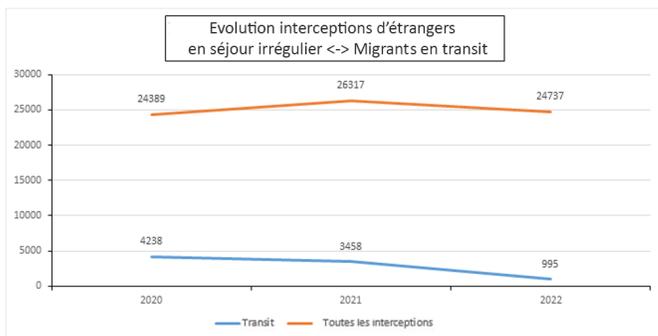
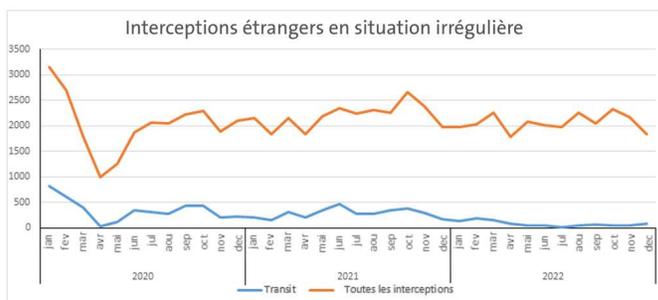
- Exploitation sexuelle**
Les victimes d'exploitation sexuelle doivent fournir des services sexuels pour que l'exploiteur puisse en tirer des bénéfices. C
- Exploitation par le travail**
Obtenir de l'aide. C'est gratuit et confidentiel
Je suis une victime
- Criminalité forcée**
Ils sont obligés de commettre des délits contre leur gré, au bénéfice d'une autre personne. Les exploitateurs contrôlent
Je connais une victime potentielle

Interceptions d'étrangers en séjour irrégulier

Les services de police interceptent régulièrement des personnes en séjour irrégulier en Belgique. Il s'agit de personnes que l'on soupçonne, lors d'un contrôle, de ne pas satisfaire aux conditions nécessaires pour séjourner ou se déplacer légalement sur le territoire belge.

L'Office des étrangers détermine, en fonction de différents critères, si un étranger en séjour irrégulier est également un "migrant en transit".

Depuis 2016, un service spécifique de la Direction des opérations de police administrative (DAO/Migration) suit ce phénomène.



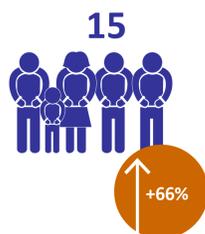
Depuis la chute brutale du nombre d'interceptions durant le premier confinement en 2020, les interceptions ont de nouveau augmenté pour se stabiliser. Cette stabilisation est toujours observable en 2022.

Par contre, le nombre de migrants en transit a fortement chuté en 2022, même si le phénomène n'a pas totalement disparu. De nombreux migrants transitent par la Belgique pour rejoindre les camps installés dans le nord de la France, avant de monter dans de petites embarcations (*small boats*) pour tenter de traverser la Manche jusqu'aux côtes de l'Angleterre.

Le matériel nautique, principalement transporté dans des monospaces ou des camionnettes, passe également toujours plus par la Belgique. Des opérations ciblées sont organisées afin de maintenir ce phénomène sous contrôle. Ces actions sont, de manière générale, guidées par l'information. La Police Fédérale se concentre sur le plan d'action *Supply Chain*, à savoir le transport et la fourniture de matériel nautique sur les routes belges. Dans ce contexte, des entités fédérales tout comme des zones de la Police Locale sont appelées chaque semaine à contrôler des véhicules susceptibles d'être employés dans la chaîne logistique des *small boats*. Des actions intégrées contre ce phénomène sont régulièrement mises en place en collaboration avec les zones de police et avec l'engagement de la Réserve fédérale (FERES) et les Corps d'intervention (CIK).

Dans les autres provinces plus éloignées de la Côte, l'attention des actions de contrôle est portée sur l'interception de véhicules suspects transportant du matériel nautique.

Migration illégale – contribution de la Police Aéronautique (LPA)



Arrestations

Arrestations dans le cadre du trafic d'êtres humains

- 2018 : 23
- 2019 : 34
- 2020 : 11
- 2021 : 9

Éloignements

En raison de l'offre de vols réduite et des restrictions en matière de déplacement résultant de la pandémie de Covid-19, certains éloignements n'ont pas pu avoir lieu.

Éloignements	2018	2019	2020	2021	2022
Refoulements*	2 399	2 377	848	1 206	1 791
Rapatriements**	3 509	3 119	1 615	1 451	2 283

* Refoulement : lorsqu'une personne se présente aux frontières mais n'est pas en ordre au niveau de ses papiers, elle ne peut pas passer la frontière et doit être "refoulée" vers le pays d'où elle vient.

** Rapatriement : lorsqu'une personne est trouvée en situation illégale sur le territoire, elle est à "rapatrier" vers son pays d'origine ou le dernier pays par lequel elle est passée.



Success Story

Éloignement d'un pirate somalien : une mission difficile et complexe, mais réussie

En novembre 2022, un ressortissant somalien, un "migrant en séjour irrégulier" atypique, a été renvoyé avec succès vers son pays natal. En soi, ce type de mission d'éloignement fait partie du fonctionnement quotidien du service Éloignements de la Police Aéronautique de Zaventem (LPA BruNat). Ce dossier s'avérait toutefois spécial en raison de la sensibilité (médiatique), des accords particuliers avec des partenaires externes et du niveau de difficulté.

Le "roi des pirates", qui a pu être arrêté grâce à une opération d'infiltration menée par les unités spéciales de la Police Fédérale (DSU), séjournait depuis 2012 dans plusieurs prisons de notre Royaume à la suite d'une condamnation pour la prise en otage, pendant une septantaine de jours, du personnel du navire belge Pompei en 2009.

Le preneur d'otages condamné est resté enfermé jusqu'en mai 2021 avant d'être transféré dans un centre fermé en vue de l'éloigner vers son pays natal. Il aurait normalement dû être accompagné jusqu'à Mogadiscio par le service d'éloignement de la LPA BruNat, mais en raison de la situation instable et dangereuse que traverse la Somalie, cette escorte jusqu'à la capitale somalienne n'a pu être effectuée. Des accords ont été conclus avec l'Office des étrangers (OE) et plusieurs compagnies aériennes afin de débloquer ce dossier.

Deux tentatives ont dû être avortées en raison de l'opposition farouche de l'individu à bord de l'avion, mais la troisième fut la bonne. L'intéressé a été escorté par la Police Fédérale jusqu'à Addis-Abeba, en Éthiopie. Il a ensuite été accompagné jusqu'à Mogadiscio par le propre personnel de sécurité de la compagnie aérienne.

Cette tentative d'éloignement réussie fut le résultat d'une bonne collaboration entre la Police Fédérale, l'Office des étrangers et la compagnie aérienne, qui a permis de clôturer un dossier qui traînait depuis dix-huit mois.

Migration illégale – contribution de la Police des Chemins de Fer (SPC) à Bruxelles-Midi (Eurostar)

Personnes interceptées en séjour irrégulier

- 2018 : 186
- 2019 : 130
- 2020 : 102
- 2021 : 85
- 2022 : 51

Ces dernières années, on a constaté une diminution du nombre d'interceptions à la frontière extérieure de l'espace Schengen à Bruxelles-Midi. Cette baisse s'explique en partie par deux raisons évidentes : d'une part, une réduction du nombre de voyageurs durant la période du coronavirus (2020-2021), avec une première moitié de 2022 également marquée par des interceptions en plus petit nombre. D'autre part, depuis le Brexit, tous les voyageurs doivent être munis d'un passeport pour se rendre au Royaume-Uni. Ce document est plus difficile à falsifier ou à contrefaire. Le Royaume-Uni a aussi sensiblement renforcé sa loi en matière de migration. Dès lors, les personnes dépourvues de papiers adéquats ou valables sont moins enclines à s'y rendre en traversant les frontières nationales régulières. Pour ce faire, ils empruntent davantage des routes et moyens alternatifs, comme la traversée de la Manche en *small boats*.

Migration illégale – contribution de la Police de la Navigation (SPN)

La forte diminution du nombre de personnes interceptées par la Police de la Navigation est due au changement de leur mode opératoire mis en place pour rejoindre le Royaume-Uni, avec le phénomène des *small boats*. La baisse du nombre de migrants en transit interceptés est particulièrement marquante durant les mois estivaux.

	2018	2019	2020	2021	2022
Personnes en séjour irrégulier interceptées par la SPN (total fonctionnement régulier et actions ciblées)	4 256	2 951	2 612	2 359	451
- o au moyen du détecteur CO2	901	573	3*	18*	0
- o grâce aux chiens déployés pour les contrôles immigration	1 457	1 497	908**	830**	235
Arrestations judiciaires (confirmées par le magistrat) dans le cadre de la migration illégale (trafic d'êtres humains et migration de transit)	3	15	3	10	9
Actions ciblées	216	215	327	326	198

* La baisse des chiffres concernant les interceptions à l'aide du détecteur de CO2 s'explique par le fait que cette tâche a été reprise par une société de gardiennage privée.

** La baisse des chiffres concernant les interceptions à l'aide de chiens s'explique par le fait que cette tâche est répartie entre l'Appui canin de la Police Fédérale et des sociétés de gardiennage privées.

Gestion des frontières

Le Plan national de sécurité (PNS) 2022-2025 *Une Police Intégrée résiliente, au service de la société* compte quatre thèmes transversaux qui requièrent une approche policière innovante afin de pouvoir continuer à lutter efficacement contre le large éventail de phénomènes de sécurité ayant connu des évolutions récentes. La gestion intégrée des frontières en fait partie.

Beaucoup de choses nous attendent dans un avenir proche : l'internationalisation croissante de la société, l'Union européenne qui fait peser une charge réglementaire de plus en plus lourde sur la gestion des frontières, les défis technologiques auxquels nous devons faire face en matière de biométrie, etc.

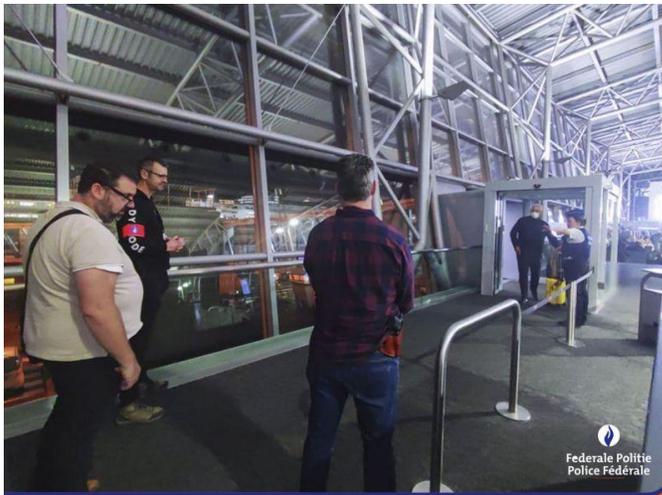
La frontière en tant que "facteur d'impact" joue un rôle dans de nombreux domaines de sécurité, du terrorisme au trafic de drogue en passant par les vols. En intégrant cette dimension dans le PNS, nous mettons l'accent sur l'importance de la gestion des frontières dans tous ces domaines.

En ce qui concerne les contrôles aux frontières, nous observons une augmentation globale des chiffres, ce qui était à prévoir étant donné la reprise du trafic transfrontalier après les années 2020 et 2021 marquées par la pandémie de Covid-19.

Contrôles aux frontières par la Police Aéronautique (LPA) dans les aéroports

Les passagers en provenance d'un pays situé en dehors de la zone Schengen sont soumis à un contrôle frontalier. Si un problème survient au poste de contrôle frontalier (les conditions d'entrée ne sont pas remplies, le passager fait l'objet d'un signalement, une vérification supplémentaire d'un document est requise...), le passager est alors dirigé vers la deuxième ligne pour un contrôle plus approfondi. De cette manière, le flux de passagers au poste de contrôle n'est ni interrompu, ni retardé.

Si un passager ne remplit pas les conditions d'entrée, il faut alors contacter l'Office des étrangers (OE), qui prendra une décision. Cela peut aller de la délivrance d'un visa, d'un permis de passage spécial... à un refus. Dans ce dernier cas, le passager doit retourner à l'aéroport d'origine.



	2018	2019	2020	2021	2022
Passagers contrôlés en 2e ligne	39 185	41 939	16 820	21 709	25 382
Rapports à l'Office des étrangers	7 054	7 560	3 795	4 213	4 996
Refus	2 940	3 026	1 132	1 553	2 223

Un **dossier** est établi chaque fois qu'un document faux, falsifié, faisant l'objet d'un signalement ou utilisé frauduleusement est découvert, ou encore en cas d'imposture. Plusieurs documents peuvent être saisis par dossier (par exemple, un faux passeport, un faux permis de conduire, une fausse carte d'identité...).

Documents d'identité faux et falsifiés	2018	2019	2020	2021	2022
Dossiers	3 648	3 645	1 280	2 261	2 622
Documents saisis	1 637	2 002	1 422	1 613	2 788
Imposteurs*	249	465	191	254	281
Faux documents**	620	863	561	989	1 108
Documents falsifiés***	768	667	276	458	395

* Un imposteur utilise un document authentique et valable à des fins frauduleuses (généralement sur base de son apparence).

** Un faux document est un document totalement contrefait.

*** Un document falsifié est un document original auquel on a apporté des modifications. Par exemple, une photo sur un document d'identité, une date sur un visa, une nouvelle page d'identité dans un passeport existant.

À Brussels Airport, les citoyens de l'Union européenne voyageant à destination/en provenance d'un pays non-Schengen peuvent faire l'objet d'un contrôle numérique de leur identité au niveau des postes de contrôle frontalier automatisé (**e-gates**). On dénombre 24 **e-gates** à Brussels Airport.

	2018	2019	2020	2021	2022
Contrôles	3 142 108	3 047 019	470 639*	116 717*	1 525 761

* Les e-gates ont été beaucoup moins utilisées dès lors qu'elles n'ont pas pu être mises en œuvre aux fins du contrôle du Passenger Locator Form (PLF). Le formulaire PLF est une mesure visant à limiter le risque de propagation du coronavirus dans le cadre des déplacements internationaux.

Contrôles dans les trains internationaux (Paris, Amsterdam...) par la Police des Chemins de Fer (SPC)

	2018	2019	2020	2021	2022
Trains contrôlés	374	250	191	218	140
Procès-verbaux	143	89	23	25	109
Arrestations judiciaires	79	30	6	0	9
Mises à disposition (judiciaires)	4	2	1	0	0
Arrestations administratives	63	58	11	22	23

Contrôles frontières par la Police de la Navigation (SPN) dans les ports maritimes

	2018	2019	2020	2021	2022
Membres d'équipages contrôlés administrativement	634 178	651 341	487 850	511 503	633 981
Passagers contrôlés physiquement	457 111	522 617	86 263	84 114	315 428*
Visas individuels octroyés	4 347	4 953	4 817	5 721	5425
Clandestins découverts	28	71	116	136	139**

* L'augmentation est due à la reprise en force du trafic des bateaux de croisière après les années marquées par le coronavirus.

** Sur les 136 passagers clandestins en 2021, 14 étaient des clandestins confirmés et 122 étaient considérés comme potentiels. Sur les 139 passagers clandestins en 2022, 26 étaient des clandestins confirmés et 113 étaient considérés comme potentiels. Un passager clandestin potentiel est une personne retrouvée à bord d'un navire avant que celui-ci n'ait quitté le port. Un passager clandestin est une personne découverte durant le voyage ou à l'arrivée du navire dans un autre port.



Nouvelle formation pour nos contrôleurs aux frontières

La Police Fédérale se prépare à l'entrée en vigueur du nouvel *Entry/Exit System* européen.

Il s'agit d'un système informatique qui entrera en vigueur dans le courant de l'année 2023 et qui permet l'enregistrement des voyageurs provenant de l'extérieur des frontières de l'Union européenne.

En 2022, la police a mis au point en interne une formation spécifique destinée à nos contrôleurs aux frontières, conforme à la formation en ligne de Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. L'année dernière, 20 séances de cette formation ont déjà été dispensées.

Des outils pour plus de sécurité aux frontières

Belvis

L'application **Belvis** (**B**elgian **V**isa **I**nformation **S**ystem) est destinée au contrôle des visas dans C-VIS (*Central Visa Information System*), dans le but de lutter contre les abus en la matière. Via Belvis, le Schengen Information System (SIS) est relié à la base de données des empreintes digitales (AFIS). De ce fait, il est possible de transmettre au SIS des empreintes digitales prélevées dans le cadre de contrôles de titulaires de visas.

Les contrôles opérés via Belvis s'ajoutent à ceux effectués dans la Banque de données nationale générale (BNG), le SIS et les bases de données ASF Nominals et SLTD (*Stolen and Lost Travel Document*) d'Interpol.

	2019	2020*	2021*	2022
Nombre d'utilisateurs	510	510	510	510
Nombre de contrôles	164 366	31 636	26 008	100 582
Nombre de contrôles d'empreintes digitales dans AFIS via Belvis	118 465	6 294	12 354	90 515

* En raison des mesures de lutte contre le coronavirus, des restrictions importantes ont été imposées en 2020 et 2021 en matière de voyages internationaux, ce qui a entraîné une diminution des déplacements transfrontaliers, et donc des contrôles.

Raavis, la connexion électronique avec l'Office des étrangers

L'application **Raavis** (Rapport Administratif – Administratief Verslag Informatie Systeem) permet aux fonctionnaires de police de prendre directement contact avec l'Office des étrangers au sujet de la décision à prendre après l'interception, sur le territoire ou à la frontière, d'une personne ne disposant pas des autorisations de séjour requises. L'application compte quelque 7 200 utilisateurs.

	2019	2020	2021	2022
Nombre de rapports créés	28 826	21 264	23 706	24 762

Aquatask et Aerotask pour le contrôle de l'ensemble du trafic maritime et aérien

Aquatask et **Aerotask** sont des applications utilisées respectivement par la Police de la Navigation (SPN) et la Police Aéronautique (LPA) pour le contrôle administratif de tout trafic maritime et aérien (General Aviation) traversant les frontières extérieures de Schengen. Utilisées 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, elles permettent de contrôler les équipages et les passagers dans la Banque de données nationale générale (BNG), le Schengen Information System (SIS) et les bases de données d'Interpol.

Aquatask	2019	2020	2021	2022
Nombre d'utilisateurs	296	296	348	243*
Nombre de contrôles de passagers et de membres d'équipage	1 968 896	565 722**	599 384**	954 036***

* La diminution du nombre d'utilisateurs d'Aquatask est due au fait que la liste des utilisateurs a été revue en profondeur au niveau de DRI. Plusieurs personnes ont été retirées de cette liste, car elles ne travaillent plus à la SPN ou à DRI. Cette mise à jour n'est pas liée à une procédure automatique et a été réalisée pour la première fois en 2022.

** Il s'agit ici uniquement du nombre de contrôles administratifs de passagers et de membres d'équipage. Le nombre porte sur les contrôles effectués sur des personnes uniques figurant sur les listes actives de membres d'équipage et passagers d'un séjour, et ce tant à l'arrivée qu'au départ. La grande différence par rapport à avant 2020 s'explique par l'arrêt des activités du ferry Zeebruges-Hull et l'interdiction des voyages de croisière depuis mars 2020, toujours d'actualité en 2021. Un bateau de croisière nécessite 8 000 à 10 000 contrôles par jour de visite.

*** L'augmentation constatée en 2022 est dès lors due à la reprise en force du trafic des bateaux de croisière.

Les contrôles dans Aerotask s'effectuent sur la base des General Declarations, pour les vols non

commerciaux. Les sociétés belges d'aviation privée, dont Luxaviation, ASL et FlyingGroup, ont connu une année record en 2022. Le nombre de passagers est passé de 70 000 personnes en 2021 à 114 000 l'année passée. Le nombre de General Declarations a par conséquent augmenté comparablement.

Aerotask	2020	2021	2022
Nombre de contrôles de General Declarations	1 925	2 283	4 435



Bordertask Web : le contrôle des frontières du 21e siècle

Bordertask est le programme utilisé pour le contrôle intégré des frontières extérieures de l'espace Schengen. La nouveauté de l'année 2022, c'est l'application web Bordertask, qui est connectée à d'autres programmes similaires, tels que Aquatask pour les frontières maritimes et Aerotask pour les frontières aériennes. Grâce à cet ensemble, Bordertask contient toutes les informations utiles sur les différents types de frontières.

Bordertask Web a été déployé en mai 2022 dans l'ensemble des postes-frontières. Durant les mois estivaux, 3 millions de passagers ont déjà été contrôlés au moyen de la nouvelle application. Ceci représente le premier grand pas opérationnel vers l'instauration de l'Entry/Exit System (EES) européen. Avec ce système européen central, les timbres disparaîtront des passeports des non-européens et ces personnes et leurs documents de voyage devront être contrôlés électroniquement.

Bordertask a par ailleurs été utilisé pour le traitement du flux de réfugiés ukrainiens. Le 14 mars 2022, un centre d'enregistrement temporaire a été ouvert au Brussels Expo. La Police Fédérale y a installé 42 scanners de passeports. L'ensemble du projet a été réalisé en quatre jours grâce à la bonne collaboration entre l'Office des étrangers, Fedasil, la Croix-Rouge et la Police Fédérale.



Contributions aux missions Frontex

Les missions Frontex sont des missions de contrôle (identité, documents, etc.) aux frontières extérieures de l'Union européenne.

En 2022, la Police Fédérale a organisé le détachement obligatoire de membres du personnel (policier) vers Frontex, l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes. Concrètement, il s'agissait de dix personnes pour des missions de longue durée, dont neuf membres de la Police Fédérale et un membre de l'Office des étrangers. La Police Intégrée a, par ailleurs, effectué 88 missions de courte durée, dont 59 par la Police Fédérale et 29 par la Police Locale, l'OE et l'Administration générale des Douanes et Accises (AGD&A). La nature des missions et la complexité des circonstances nécessitent un suivi structurel permanent.

Le tableau ci-dessous indique la contribution des unités aux missions Frontex (notamment les *joint operations* au niveau international) en termes d'heures prestées.



Gepresteerde uren

	2018	2019	2020	2021	2022
Police des Chemins de Fer	575	1 175	204	546	840
Police de la Navigation	5 031	5 955	1 566	2 342	2 850

	2018	2019	2020	2021	2022
Police Aéronautique	8 505	10 967	4 827	6 077	7 007
Police de la Route	280	1 108	244	523	670
Direction des opérations de police administrative	2 027	1 886	349	598	827
Direction de la sécurisation*	-	-	202	0	200
Directions de coordination et d'appui déconcentrées*	-	-	556	413	0
Direction des opérations de police judiciaire*	-	-	377	224	0
Police Judiciaire Fédérale*	-	-	866	403	203
Direction de la coopération policière internationale – Commissariat général	-	-	-	363	0
Police Locale*	-	-	423	866	420
Total	16 418	21 091 (+ 28%)	9 614 (-54,42%)	12 355 (+28,51%)	13 017 (+5,35%)

* Comptage à partir de 2020.

Police et sécurité du citoyen

- La lutte anticorruption au centre de l'attention.
- Le Bulletin de recherche et d'information, un outil indispensable sur le terrain.
- Sécurisation des infrastructures critiques, la police prend le relais.

Lutte contre les phénomènes de criminalité

En 2022, les efforts déployés dans la lutte contre le trafic de drogue ont conduit à une hausse significative du nombre d'arrestations.

Capacité d'enquête ventilée par phénomène

Phénomènes	2018	2019	2020	2021	2022
Criminalité économique et financière	13,5%	23%	21,5%	21,5%	20%
Drogue	12%	17%	17,5%	22%	26%
Violence (assassinats, meurtres...)	10%	16%	15%	14%	14%
Vol	5,5%	14%	12%	9%	7%
Terrorisme	9%	10%	7%	7%	6%
Traite/trafic des êtres humains	7%	8%	7%	6,5%	6,5%
Autres	43%	12%	20%	20%	20,5%
Total	100%	100%	100%	100%	100%

Arrestations*

Phénomènes	2018	2019	2020	2021	2022
Drogue	751	906	881	1 036	1 201
Vols	418	772	624	381	306
Ecofin	235	387	352	437	407
Violence – assassinats et meurtres	223	451	441	437	443
Traite/trafic des êtres humains	171	265	235	262	257
Inconnu (arrestations non liées à un phénomène)	1 497	176	236	137	62
Terrorisme	112	98	62	86	98
Faux	/	82	41	53	20
Affaires spéciales	/	21	19	40**	17
Environnement	/	10	/	35	5
Fraude aux médicaments (et compléments alimentaires)	/	8	/	4	6
ICT	/	/	26	51	57

Phénomènes	2018	2019	2020	2021	2022
Autres phénomènes	/	88	60	89	36
Total	3 407	3 264	3 108	3 048	2 982

* Par "arrestation", il convient de comprendre ici la privation de liberté judiciaire de toute personne identifiée comme suspecte, conformément à la loi Salduz (catégorie IV).

** Cette augmentation significative concerne la hausse marquante des cas de non-respect du secret professionnel, assimilables pour la plupart à des cas de corruption.

Importance croissante des cryptomonnaies dans les dossiers de blanchiment

Le milieu criminel recourt à l'argent liquide et aux cryptomonnaies pour blanchir ses profits ; il est fréquent qu'il transfère des fonds via des pays comme Dubaï. Dans le cadre d'une enquête sur une affaire de blanchiment d'argent dirigée par le juge d'instruction d'Audenarde, la Police Judiciaire Fédérale (PJF) de Flandre orientale a démantelé, en mai 2022, une société qui faisait le commerce de cryptomonnaie et blanchissait les commissions qu'elle percevait. Outre une grande quantité de pièces d'argent et d'or d'une valeur de 346 000 euros, des cryptomonnaies et des NFT d'une valeur respective de 175 000 euros et 26 000 euros ont également été saisis et transférés à l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC).

NFT est l'acronyme de "Non-Fungible Token", soit "jeton non fongible" en français, ce qui signifie que celui-ci ne peut être remplacé par un autre de même nature. Un objet numérique (par exemple une photo, une image, un extrait audio, etc.) peut être enregistré comme NFT sur une chaîne de blocs (*blockchain*) afin que l'acheteur puisse en revendiquer la propriété. À titre d'exemple, le tout premier tweet du fondateur de Twitter, Jack Dorsey, a été vendu comme NFT pour plus de 2,9 millions de dollars.

C'était la première fois que des NFT étaient saisis en Belgique. À l'heure actuelle, cette pratique est largement répandue dans le monde de l'art numérique et des objets de collection ; la valeur des NFT fait également l'objet de spéculations. Les acheteurs peuvent en effet revendre le titre de propriété qu'ils possèdent sur un objet d'art numérique.

Ce marché n'est toutefois pas réglementé et est dès lors très risqué ; il n'est donc pas comparable aux pratiques traditionnellement en vigueur en matière de propriété d'œuvres d'art.

Parallèlement à l'essor des NFT, le milieu criminel investit également de plus en plus dans les cryptomonnaies. La Police Judiciaire Fédérale (PJF) du Luxembourg, et en particulier deux enquêteurs de sa division EcoFin, sont connus et reconnus pour leur expertise en matière de cryptomonnaies.

Ils collaborent avec les zones de Police Locale de leur arrondissement lorsqu'il faut réaliser un "signalement urgent" sur des plateformes d'analyse de *blockchain*.

Au total, 50 chercheurs de la Police Judiciaire Fédérale ont suivi la formation "Chainalysis". Ce dernier est un logiciel permettant de retracer les cryptos et d'effectuer une analyse en profondeur de la *blockchain*.



	2019	2020	2021	2022
Nouvelles enquêtes sur des pratiques de blanchiment	436	362	455	425

Des dossiers de corruption retentissants

L'Office central pour la répression de la corruption (OCRC) participe à une série d'enquêtes judiciaires retentissantes. À la demande du parquet fédéral, le service a enquêté l'année dernière sur diverses affaires de corruption en lien avec les données cryptées de la plateforme SKY ECC. Une trentaine d'enquêtes ont ainsi été ouvertes sur des fonctionnaires (de la police, de la douane, des services publics fédéraux et des administrations locales) soupçonnés de corruption. La majeure partie de ces enquêtes sont toujours en cours.

Dans un premier dossier lié à SKY ECC, le tribunal correctionnel d'Anvers a rendu un jugement condamnant un ancien fonctionnaire de police à une peine de quatre ans et à une confiscation de 75 000 euros pour des faits de corruption.

Un autre gros dossier en cours et dont la presse assure un suivi particulier est celui concernant l'affaire de corruption au sein du Parlement Européen, également appelée "Qatargate".

L'OCRC appréhende ce type de dossiers comme tout autre dossier touchant à la criminalité organisée. En l'espèce, en ayant recours à de nombreuses méthodes particulières de recherche.

Le fait que le ministère public confie davantage d'enquêtes pour corruption à grande échelle à l'Office central pour la répression de la corruption a également un impact sur le nombre d'arrestations effectuées par le service : 12 arrestations en 2020, 26 en 2021 et 18 en 2022.



Les multiples facettes de la lutte contre la corruption

La soixantaine d'enquêteurs que compte [l'Office central pour la répression de la corruption \(OCRC\)](#) mènent des enquêtes pour corruption au sens le plus large du terme : corruption active (offrir quelque chose), corruption passive (accepter un cadeau ou un avantage), fraude aux subsides, fraude aux marchés publics et violation du secret professionnel. Ces dernières années, l'OCRC a accordé une attention toute spéciale à la fraude dans le sport (matches truqués, transferts frauduleux, etc.).

La corruption est un délit difficile à prouver. C'est une matière complexe, nécessitant une expertise pointue, notamment dans le domaine de la fiscalité, mais pas seulement... Les enquêtes pour corruption sont un travail d'équipe. Le fait de pouvoir mener une enquête financière est un plus, mais tous les enquêteurs n'ont pas besoin pour autant de maîtriser parfaitement toutes les compétences spécifiques dans ce domaine. Au sein de l'OCRC, le profil type est celui d'un enquêteur judiciaire motivé, rompu aux interrogatoires, aux écoutes téléphoniques et à toute autre technique d'enquête.

Les enquêteurs de ce service sont compétents pour enquêter au niveau national et collaborent étroitement avec des services d'audit, les parquets locaux, le parquet fédéral, etc.



Recherches et signalement

Avis de recherche dans les médias : une plus-value

Le service Avis de recherche de la Direction des opérations de police judiciaire (DJO/OAR) a diffusé 361 avis dans les médias en 2022, dont un peu moins de la moitié (56 %) se rapportent à des faits judiciaires (les autres 44 % étant consécutifs à des disparitions). Et les résultats restent très positifs, puisqu'un tiers de ces avis ont contribué à la résolution d'une enquête en cours. Ce sont les vols avec violence et les homicides qui sont le plus souvent diffusés.



Avis de recherche dans les médias

	2018	2019	2020	2021	2022
Nombre d'avis de recherche	418	444	396	392	361
Taux d'élucidation	60%	69%	72%	71%	70%*

* Le taux d'élucidation des affaires de disparition s'élève à 97 % ; il est de 39 % pour les faits judiciaires.

En 2022, le déclenchement de [l'opération Cimetière](#) dans l'arrondissement judiciaire de Bruges a fait augmenter le nombre de publications concernant des personnes à identifier. Le but étant de mettre un nom sur des *cold cases* en lien avec des corps ou des parties de corps non identifiés. Cette opération va s'étendre les prochaines années aux autres arrondissements.

Si un dossier de l'an passé est à mettre en évidence, c'est l'affaire du viol d'une jeune fille mineure à Deinze (Zulte), pour laquelle les enquêteurs ne disposaient que de très peu d'éléments. Une reconstitution, mêlée à des images de vidéosurveillance, a été réalisée et diffusée dans l'émission FAROEK online. Rapidement, deux témoignages cruciaux ont permis l'identification de l'auteur, qui a été mis hors d'état de nuire.



Identifier des auteurs grâce au Bulletin de recherche et d'information

Le service Avis de recherche de la Direction des opérations de police judiciaire (DJO/OAR) édite le Bulletin de recherche et d'information (BRI) au profit de la Police Intégrée. Avec la publication de près de 6 300 dossiers en 2022 (un record !), le BRI montre encore une fois qu'il répond à un besoin des policiers de terrain. Et là aussi, les résultats suivent, puisque cela a permis l'identification de plus de 830 auteurs (3e meilleur résultat depuis 2017). Disponible sur SharePoint, le BRI est plus que jamais indispensable grâce à la diffusion rapide des demandes au sein de la Police Intégrée et aux feedback envoyés par les collègues. Que ce soit à l'aide de photos ou de vidéos, le BRI est avant tout un outil visuel, consultable par les policiers sur n'importe quel support électronique.

Bulletin de recherche et d'information	2020	2021	2022
Visiteurs uniques	19 000	14 200	40 000
Auteurs identifiés	900	622	830



Un coupable confondu grâce à des tests ADN

La persévérance paie. Plus de deux ans après le décès subit de l'institutrice Mieke en novembre 2020, l'enquête de la police et du parquet, les appels à témoins et des tests ADN à grande échelle ont permis un dénouement de l'affaire.

À l'époque des faits, les services de police disposaient initialement de deux éléments d'enquête concrets concernant l'auteur : un profil ADN masculin et une empreinte de chaussure très spécifique, d'une marque précise. Compte tenu du caractère violent du meurtre, les enquêteurs émirent l'hypothèse que l'auteur était une personne qui éprouvait de la haine à l'égard de l'institutrice. Ils commencèrent par prélever des échantillons d'ADN sur la famille et des amis de la victime, ainsi que sur une série de clients masculins qui avaient acheté la marque de chaussures en question dans la région de Noordervijk. Mais leurs efforts restèrent vains. L'enquête s'orienta ensuite vers des individus connus dans la Banque de données nationale générale (BNG) pour des faits d'agression. Une fois encore, la piste ne mena à rien.

Par la suite, des échantillons d'ADN furent prélevés sur tous les collègues masculins de Mieke, des pères d'élèves et tous les anciens élèves de la victime. En 2022, l'initiative mena à des aveux et à une correspondance dans la banque de données : l'auteur était un ancien élève de l'institutrice.

Personnes disparues

Le nombre de disparitions inquiétantes comptabilisées en 2022 s'élève à 809, soit une baisse de 6 % par rapport à 2021. Au total, quelque 769 dossiers ont été clôturés (95 %), dont 674 personnes disparues retrouvées vivantes.

Par ailleurs, la cellule Personnes disparues est intervenue 46 fois à la suite de la découverte de corps ou de restes humains non identifiés, dont 37 ont finalement pu être identifiés.

44 opérations de recherches ont été menées dans l'eau et ont permis de localiser des *spots* intéressants. Après des recherches plus poussées, 77 véhicules signalés et 7 corps de personnes disparues ont finalement été retrouvés à ces endroits.

[L'opération Cimetière](#) s'est également poursuivie. Dans le cadre de celle-ci, la cellule Personnes disparues tente, à l'aide de la banque de données ADN, d'établir des liens entre des échantillons d'ADN provenant de 250 tombes anonymes et 759 disparitions non élucidées.

Deux dossiers remarquables en 2022

Le 12 janvier, Dean, quatre ans, a disparu à Sint-Gillis-Waas. Après une enquête très active menée en étroite collaboration avec la police néerlandaise, le corps de l'enfant a été retrouvé cinq jours plus tard en Zélande. Le suspect a été arrêté peu de temps après.

Toujours en janvier, Natacha, 28 ans, a disparu lors d'un voyage au Pérou. Une équipe d'enquêteurs belges de la Police Fédérale s'est rendue sur place pour aider leurs collègues péruviens. Le corps de Natacha a été retrouvé fin septembre et a pu être formellement identifié grâce à des tests ADN.

	2020	2021	2022
Disparitions inquiétantes	785	863	809
Dossiers clôturés	745	808	769
<i>Personnes retrouvées vivantes</i>	658	680	674
Opérations de recherche en milieu aquatique	38	57	44
<i>Véhicules retrouvés</i>	69	80	77
<i>Corps humains retrouvés</i>	10	20	7



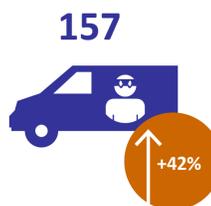
Missions de protection

La Direction de la protection (DAP) assure principalement les missions de protection des personnalités menacées. Il s'agit aussi bien de personnalités belges que de personnalités étrangères en visite sur le territoire belge et nécessitant une protection rapprochée. DAP se charge également de la protection de certains transports de valeurs et de la protection des transferts de détenus dangereux.

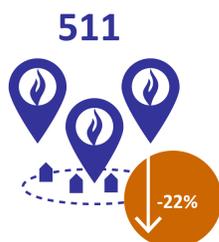
La Direction des opérations de police judiciaire (DJO/Witness Protection) analyse les menaces criminelles visant des personnes et coordonne la protection (de témoins). À la demande du Centre de crise national, DJO/Witness a procédé en 2022 à 172 évaluations de ces menaces. Dans 67 cas, un dossier de protection a été ouvert, notamment pour des fonctionnaires de police (22), des personnalités politiques (15) et des magistrats (17). Le dossier le plus retentissant est sans nul doute celui du ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne.



Missions VIP (1 mission = protection d'un VIP par jour)



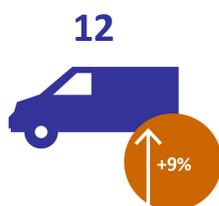
Transferts de détenus dangereux



Escortes de transport de fonds inter/intracityn



Escortes Banque nationale (BNB)



Autres transports (diamants, art et nucléaire)

	2018	2019	2020	2021	2022
Missions VIP (1 mission = protection d'un VIP par jour)	3 428	3 133	2 480	2 361	3 123
À l'étranger	105	282	83	194	66
Transferts de détenus dangereux (1 mission = transfert d'un détenu par jour)	388	346	151	110	157
Escortes de transport de fonds inter/intracityn (1 escorte = protection d'un fourgon par jour)	923	869	708	659	511
Escortes Banque nationale (BNB)	62	41	15	42	24
Autres transports (diamants, art et nucléaire)	31	11	15	11	12



La Direction de la sécurisation poursuit ses efforts en matière de recrutement

La Direction de la sécurisation (DAB), qui comptait 1 233 membres du personnel en 2021, a vu son effectif passer à 1 349 personnes fin 2022.

Cette augmentation de l'effectif a permis d'absorber en partie l'exécution de missions supplémentaires et de permettre ainsi à ses collaborateurs d'acquérir de nouvelles compétences :

- la sécurisation des intérêts diplomatiques de la Russie (p. ex. l'ambassade de Russie a fait l'objet d'actions de protestation en raison de la situation en Ukraine) ;
- la formation des membres du personnel au transfert des détenus de niveau 3, en vue du procès historique des attentats de Bruxelles et Zaventem.

Le procès des attentats, qui devait commencer en octobre, aura finalement débuté en décembre 2022.

L'année 2022 s'est clôturée de manière symbolique par la remise-reprise avec la Défense des missions de sécurisation des sites et centrales nucléaires de Doel et de Mol/Dessel/Geel.

En 2022, DAB a par ailleurs effectué 82 171 missions de police des cours et tribunaux et de transfert des détenus. Représentation en quelques chiffres :

- 4 946 transferts nationaux (transferts de détenus entre prisons) ;
- 9 923 transferts médicaux (présentation de détenus dans le cadre de transferts médicaux urgents et non urgents) ;
- 1 588 transferts mineurs (transferts de, vers et entre les institutions communautaires et également les différents tribunaux de la jeunesse) ;
- 65 061 transferts palais de justice (présentation dans le cadre des audiences qui se tiennent dans les palais de justice) ;
- 514 transferts frontaliers (reprise-remise de détenus dans le cadre de transferts interétatiques) ;
- 139 transferts humanitaires (transferts [accompagnement] de détenus à des fins sociales, familiales et humanitaires [ex. : défunt]).



Le phénomène d'intrusion sur les voies

Le phénomène d'intrusion sur les voies (autrefois dénommé "trespassing") consiste à traverser illégalement des voies de chemin de fer.

Les chiffres ci-dessous englobent tant les infractions de circulation commises au niveau des gares et des voies (par exemple, intrusion sur les voies) que les infractions commises aux passages à niveau lorsque des usagers de la route (piétons, cyclistes, automobilistes, etc.) traversent les voies alors que la signalisation ne le permet plus.



*Procès-verbaux
dressés par la
Police des Chemins
de Fer*

	2018	2019	2020	2021	2022
Procès-verbaux dressés par la Police des Chemins de Fer	137	226	96	258*	124

* Cette augmentation s'explique par une définition plus large du phénomène que lors des années précédentes. À partir de 2021, ce chiffre inclut tant les infractions en matière de circulation dans les gares et sur les voies que celles aux passages à niveau, commises par les usagers de la route alors que la signalisation ne le permet plus.



Lutte contre la criminalité environnementale

Créé voici deux ans, le service FUPHEC (Federal Unit Public Health and Environmental Crime) n'est pas resté inactif en 2022.

À titre d'exemple, il a participé à l'opération SHIELD III avec les douanes, l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) et l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). Coordonnée par Europol, cette opération visait tout particulièrement le commerce illégal de produits dopants et de stimulants érectiles.

Elle a conduit à la saisie en Belgique de 118 259 comprimés, 1 815 ampoules, 3 361 bouteilles, 18 445 sacs en aluminium, 744 emballages et 5 sprays.

Une application Power Apps "anabolisants" a par ailleurs été lancée l'année dernière afin d'aider les membres de la Police Intégrée à identifier les produits dopants. Cette app répertorie les drogues interdites et renvoie également vers la législation pertinente.

Une collaboration avec la gendarmerie française, la Police Fédérale de la Route et l'inspection wallonne de l'environnement a également été mise en place afin de contrôler le transport transfrontalier de divers types de déchets. Cette collaboration se poursuivra certainement en 2023.

Fait intéressant : en 2022, la FUPHEC a également prêté son appui à une zone de la Police Locale dans le cadre d'un dossier affaire d'importation et de trafic de tortues protégées.

Sécurité routière

- Les centres régionaux de traitement en vitesse de croisière.
- Journée d'action nationale contre la distraction au volant.
- Sécurité et recrutement au cœur des courses cyclistes.



La Police Fédérale et Belgian Cycling collaborent en matière de recrutement et de sécurité

La Police Fédérale et Belgian Cycling (anciennement appelée la Royale Ligue Vélocipédique Belge) ont lancé une collaboration axée sur le [recrutement](#) et la sécurité lors des courses cyclistes. Cet accord a été présenté le 21 février 2022 en présence de la ministre de l'Intérieur, Annelies Verlinden.

La Police Fédérale et Belgian Cycling vont informer les cyclistes des différentes opportunités d'emploi à la police, en uniforme ou non. Ces informations seront destinées aux jeunes cyclistes, mais aussi à tous ceux qui souhaitent entamer une nouvelle carrière et à tous les autres acteurs du monde du cyclisme.

Le deuxième grand volet de cette collaboration concerne la concertation nationale de sécurité relative aux courses cyclistes. Chaque année, Belgian Cycling et la Police Fédérale évalueront la sécurité autour des compétitions cyclistes, en collaboration avec des représentants des organisateurs et d'autres parties prenantes du monde du vélo. L'objectif est de travailler ensemble à une application adéquate et uniforme des règles en matière de courses cyclistes.

Infractions liées à la vitesse constatées au moyen de radars et caméras automatiques

Les sections techniques de la Police Fédérale de la Route (DAH) sont compétentes pour effectuer des contrôles de vitesse (via l'utilisation d'appareillages fixes ou mobiles) et pour traiter les procès-verbaux issus de cette utilisation. Les Centres régionaux de traitement (CTR) traitent les infractions routières constatées de manière automatique (radars, radars tronçons...).

4 880 603



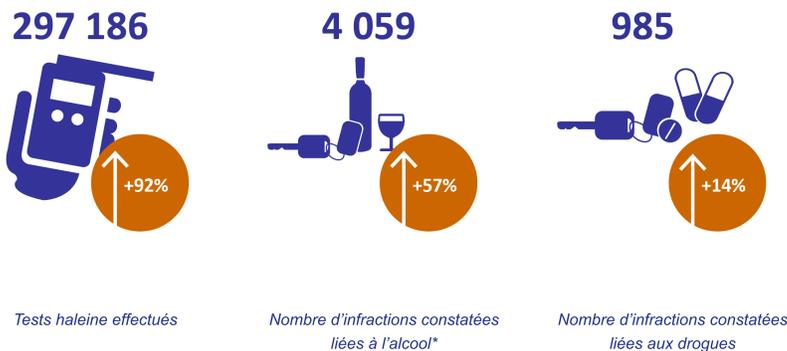
Nombre total des infractions

Nombre total des infractions constatées liées à la vitesse, traitées par les CTR et les sections techniques de DAH :

- 2018 : 2 108 858
- 2019 : 2 479 444
- 2020 : 2 710 357
- 2021 : 3 461 413

Conduite sous influence d'alcool et de drogues

Vu le processus d'enregistrement des procès-verbaux, les chiffres des années précédentes peuvent encore être mis à jour. Les chiffres des années précédentes ont été mis à jour en fonction de la date de clôture la plus récente de la base de données (06-03-2023).



Tests haleine effectués:

- 2018 : 247 170
- 2019 : 247 561
- 2020 : 108 97
- 2021 : 154 387
- 2022 : 297 186

Nombre d'infractions constatées liées à l'alcool*:

- 2018 : 3 727
- 2019 : 3 978
- 2020 : 1 665
- 2021 : 2 582
- 2022 : 4 059

* Alerte + positif + refus + éventuellement tests sanguins

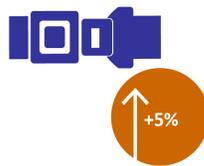
Nombre d'infractions constatées liées aux drogues : outre la simplification du dépistage (analyse salivaire plutôt que prélèvement sanguin), la forte augmentation du nombre d'infractions constatées depuis 2020 est probablement liée à une imposition plus systématique par les parquets d'un test salivaire lors d'un accident, et par la mise à disposition et l'utilisation d'un plus grand nombre de tests salivaires.

- 2018 : 287
- 2019 : 384
- 2020 : 466
- 2021 : 858
- 2022 : 985



Ceinture et siège-enfants

5 164



Infractions

Nombre d'infractions constatées liées au port de la ceinture et à l'utilisation du siège-enfants :

- 2018 : 5 595
- 2019 : 5 684
- 2020 : 5 312
- 2021 : 4 913
- 2022 : 5 164



Un câlin qui embellit le monde des bambins

Plusieurs services de la Police Fédérale travaillent avec de petits ours en peluche. La Police Fédérale de la Route (DAH) et les directions de coordination et d'appui (DCA) au niveau des provinces utilisent des peluches pour apaiser le chagrin des enfants, par exemple en cas d'accident de la circulation. C'est un outil permettant de leur montrer que la police leur prête une attention particulière. La peluche aide à briser la glace ou à les réconforter sur le moment même.

En 2022, la Police Fédérale de la Route (DAH) a de nouveau commandé 500 peluches. Les deux dernières années, la Police de la Route (WPR) de Flandre occidentale, ainsi que les WPR de Namur, du Limbourg, du Brabant, de Flandre orientale, du Luxembourg et d'Anvers ont offert quelque 170 peluches. L'initiative prouve bien son utilité.



Utilisation du GSM au volant



Infractions

Nombre d'infractions constatées liées à l'utilisation du GSM au volant :

- 2018 : 10 585
- 2019 : 11 840
- 2020 : 12 568
- 2021 : 14 964
- 2022 : 13 498



Journée d'action "Distraction au volant"

Le mardi 17 et le mercredi 18 mai 2022, la Police Fédérale de la Route et 110 zones de la Police Locale des quatre coins du pays ont organisé des contrôles ciblant la distraction au volant. L'utilisation du GSM et d'autres formes de distraction constituent en effet un grand danger dans la circulation.

Au total, 2 445 infractions ont été constatées. 2 331 d'entre elles concernaient l'usage du GSM au volant et 114 d'autres formes de distraction. Dans plusieurs arrondissements, le parquet a ordonné le retrait immédiat du permis des contrevenants : 503 conducteurs ont été concernés par cette mesure.



Poids lourds

Nombre d'infractions constatées liées à la fraude au tachygraphe : l'augmentation constante depuis 2018 s'explique par le renforcement des contrôles, l'acquisition du programme de contrôle Tachoscan et la charge de travail plus importante des transporteurs suite aux restrictions Covid.

- 2018 : 1 375
- 2019 : 2 034
- 2020 : 2 451
- 2021 : 3 138
- 2022 : 2 816



Nombre d'infractions constatées liées à la fraude au tachygraphe



Nombre d'infractions constatées liées aux temps de conduite et de repos

Nombre d'infractions constatées liées aux temps de conduite et de repos :

- 2018 : 1 207
- 2019 : 938
- 2020 : 1 261
- 2021 : 1 860
- 2022 : 1 556



Nombre de tués et d'accidents avec lésions corporelles constatés par la Police Fédérale de la Route sur les autoroutes et voies assimilées

Le nombre d'accidents avec lésions corporelles constatés sur le terrain d'action prioritaire de la Police Fédérale de la Route a augmenté de 6 % de 2021 à 2022 (nombre de tués sur place : +3 % par rapport à 2021). L'année 2021 n'est toutefois pas une base de comparaison optimale, dans le sens où les mesures de restriction prises en matière de déplacements et d'organisation du travail (obligation du télétravail) ont provoqué une baisse du nombre d'accidents et de victimes. Il n'est donc pas étonnant que les chiffres de 2022 affichent une hausse par rapport à l'année 2021. Une comparaison avec l'année 2019 donne une tout autre image, mettant en évidence une baisse de 10 % du nombre d'accidents avec lésions corporelles, et de 22 % du nombre de tués sur place.

	2018	2019	2020	2021	2022
Accidents avec lésions corporelles*	3 102	3 096	2 186	2 662	2 816
Accidents mortels*	94	113	81	82	84
Tués**	93	104	79	79	81
Blessés graves	363	378	240	276	280
Blessés légers	4 400	4 169	2 839	3 563	3 825

* Un accident avec lésions corporelles peut engendrer plusieurs blessés (graves ou légers). Idem pour les accidents mortels.

** Nombre de tués sur place. Les victimes qui ne sont pas tuées sur place et qui décèdent dans un délai de 30 jours ne sont pas reprises ici.

Escortes VIP et sommets européens

La Police Fédérale contribue au maintien de l'ordre et à la sécurité lors des sommets européens et d'autres événements, notamment à Bruxelles en partenariat avec la zone de police Bruxelles CAPITALE Ixelles. Outre l'implication de plusieurs entités et directions, dont la Direction de la protection (DAP), la Police Fédérale de la Route assure des escortes pour les chefs d'État, les chefs de gouvernement ou encore d'autres VIP.

L'année 2022 a connu six sommets européens en présentiel (dont deux sommets extraordinaires le 24 février et les 30-31 mai), un événement au Heysel les 21 et 22 juin avec neuf chefs d'État africains (Journées européennes du développement) et un sommet UE/OTAN/G7 réunissant plusieurs chefs d'État et de gouvernement (24 et 25 mars). Ces événements ont nécessité l'engagement de forces considérables et des efforts conséquents en matière d'organisation et de coordination.

Outre ces événements de grande ampleur impliquant la présence de nombreux VIP et nécessitant la mobilisation de plusieurs escortes, 142 visites de VIP ont bénéficié de la protection d'escortes fournies par la Police Fédérale de la Route. D'une durée moyenne de deux jours, ces escortes VIP représentent un total de 243 jours de travail.

En 2022, 50 104 heures ont été prestées par la Police Fédérale de la Route lors de ces escortes (contre 32 295 heures en 2021).



Gestion négociée de l'espace public

- Gestion de l'espace public : l'appui permanent de moyens spécialisés.
- Mission accomplie lors de plusieurs événements de grande envergure.
- Rien n'échappe à l'hélicoptère.

“Forte augmentation de toutes sortes d'événements dans l'ère post-Covid”



“2022 était notamment placée sous le signe de la préparation du procès d'assises sur les attentats terroristes de 2016. Afin de mener à bien cette mission, plus de 100 membres du personnel des différentes entités de la Direction générale de la police administrative (DGA) ont été (et sont) mobilisés lors de chaque journée d'audience, en étroite collaboration avec des membres du corps d'intervention et avec l'aide de la Police Locale et, bien entendu, de la zone de police Bruxelles CAPITALE Ixelles, qui assure la direction de cet événement.

Pour ce procès exceptionnel, la Direction de sécurité publique (DAS) et les Unités spéciales (DSU) ont mis sur pied un dispositif particulier afin de contrer tout usage malveillant de drones.

En 2022, la Police des Chemins de Fer (SPC) s'est concentrée sur les actions éclair IMPACT visant la consommation de drogues dans un certain nombre de stations de métro et, en collaboration avec la zone de police de Bruxelles-Nord, sur la problématique à la gare du Nord de Bruxelles. Un team d'appui a par ailleurs été mis sur pied au sein de la SPC afin de lutter contre les pickpockets et le transport d'argent noir et de drogue sur les lignes ferroviaires internationales.

À l'issue de la crise sanitaire, il y a eu une forte augmentation de tous les types d'événements, pour lesquels les différentes directions de DGA étaient toujours prêtes à fournir un appui spécialisé.

Pour la Police Aéronautique (LPA), le déconfinement a par ailleurs entraîné une augmentation considérable du nombre de passagers dans les aéroports.

Au niveau de la sécurité routière, la Police Fédérale de la Route (DAH) a constaté quelques différences notables par rapport à 2021 : près de 50 % d'excès de vitesse supplémentaires ont été constatés, tandis que le nombre d'infractions liées à l'utilisation du GSM au volant a connu une légère tendance à la baisse. Deux fois plus d'éthylotests ont été effectués en 2022, ce qui s'est malheureusement traduit par une augmentation de plus de 50 % des contrôles positifs.”

COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE WALD THIELEMANS

Directeur général de la police administrative

Renforts aux zones de Police Locale

Afin d'organiser un service d'ordre pour gérer un événement (manifestation, match de football, festival...), une zone de Police Locale peut faire appel à deux types de renforts non spécialisés :

- celui d'autres zones de Police Locale : dans le langage policier, cela s'appelle la "capacité hypothéquée", c'est-à-dire le mécanisme de solidarité entre les zones de police en matière de renforts pour des missions de police administrative ;
- celui de la Police Fédérale, par l'entremise des corps d'intervention (CIK) des directions déconcentrées de coordination et d'appui (DCA) et de la Direction de la sécurité publique (DAS), qui constituent ensemble la Réserve fédérale d'intervention.

En 2022, 53,7 % des renforts aux zones de police ont été fournis par la "capacité hypothéquée" et 46,3 % par la Police Fédérale.

Dans le cadre des missions de renfort au profit des zones de police, 514 membres des treize corps d'intervention ont presté un total de 321 060 heures ; 475 membres de DAS ont presté 25 406 heures dans ce cadre.



[Voir plus sur Instagram](#)

1 017 mentions J'aime

belgianfederalpolice

Training, again and again.

#FTXcamp #field #training #exercice #federalpolice

Voir les 11 commentaires

Ajouter un commentaire...



Success Story

Ambiance festive à Binche pour le Tour de France

Le 7 juillet, la sixième et plus longue étape de la 109^e édition du Tour de France, avec pas moins de 219,9 km, a traversé deux provinces de notre pays : le Hainaut et Namur. Cette étape a en effet emmené les coureurs de Binche, où pas moins de 81 500 visiteurs étaient venus assister à l'événement, à Longwy, en France.

La Direction de coordination et d'appui (DCA) du Hainaut jouait le rôle de *Gold Commander*, ce qui signifie que la responsabilité finale de l'organisation de cet événement majeur lui incombait. Cette coordination impliquait notamment la mise en place des dispositifs fixes destinés à canaliser la circulation le temps du passage de la course sur un itinéraire déterminé, la coordination de l'escorte motorisée, la prise des mesures particulières en matière de sécurisation de l'événement et l'appui aux zones de police sollicitant des mesures de renfort.

La DCA du Hainaut a pu compter sur l'appui de la DCA de Namur et de quatre zones de la Police Locale : la zone de police Anderlues/Binche/Lermes, la zone de police Botte du Hainaut, la zone de police 3 Vallées et la zone de police Hermeton et Heure. En tout, environ 380 policiers de la Police Locale et de la Police Fédérale ont été mobilisés. La sécurisation, l'accueil, l'hospitalité, la mobilité, la circulation, l'aspect judiciaire, la coordination, la gestion de la communication, le dispositif d'information et la gestion négociée de l'espace public constituaient leurs principales missions.

“Le Tour de France est fantastique, mais faire le tour du dispositif mis en place par la Police Intégrée ne l'est pas moins. Je rappelle notre mission qui est de ‘... contribuer à la qualité de vie dans la société’. Au vu de la ferveur des milliers de spectateurs, nous pouvons dire que nous l'avons parfaitement accomplie. Je vous en remercie !”



PREMIER COMMISSAIRE DIVISIONNAIRE MARC DE MESMAEKER
Commissaire général de la Police Fédérale



Engagement de moyens

En 2022, les directions de la Direction générale de la police administrative (DGA) ont fourni un renfort lors de 540 événements organisés sur le territoire belge. Il s'agit entre autres des événements liés au procès des attentats de Zaventem et Maelbeek, de matchs de football, de courses cyclistes, de sommets européens et de l'OTAN, de festivals, de carnivals, de manifestations...

Au total, 8 972 personnes de la DGA ont été engagées, issues entre autres de la Direction de la sécurité publique (DAS), de la Police Fédérale de la Route (DAH), de la Direction de la protection (DAP), de la Direction de sécurisation (DAB), de la Police des Chemins de Fer (SPC), de la Police de la Navigation (SPN) et de la Police Aéronautique (LPA).



Success Story

Réunions au sommet à Bruxelles

Une trentaine de chefs d'État et de gouvernement, parmi lesquels le président américain Joe Biden, étaient présents à Bruxelles les 24 et 25 mars 2022 en marge des sommets organisés à divers niveaux (OTAN, G7, UE) dans le contexte du conflit ukrainien. La Police Intégrée a fait montre d'un engagement à la mesure de l'événement, que ce soit avant, pendant et après ces sommets.

L'appui à la zone de police Bruxelles-CAPITALE Ixelles, qui était le *Gold Commander* de la sécurité, peut se résumer par quelques chiffres :

- 387 et 249 membres du personnel des corps d'intervention et de la Direction de la sécurité publique (DAS) de la Police Fédérale ;
- 105 et 104 membres du personnel de la Direction de la police aérienne (LPA) ;
- 78 et 26 membres du personnel de la Direction de sécurisation (DAB) ;
- deux fois 159 membres du personnel de la Police Fédérale de la Route (DAH/WPR) ;
- 796 et 277 membres du personnel des zones de police sur tout le territoire belge, et deux fois 18 motards de la Police Locale.

À cela s'ajoute l'engagement de moyens spécialisés de la Police Fédérale :

- 17 teams chiens explosifs et 10 teams chiens de patrouille (DACH) ;
- 4 sections de la police à cheval, 8 arroseuses, 2 bus pour les personnes appréhendées, 4 lock-on teams, 8 véhicules blindés et 3 véhicules de commandement (DAS) ;
- des hélicoptères de l'appui aérien (DAFA) ;
- des teams drones de la Direction de coordination et d'appui de Bruxelles (DCA) ;
- 102 dispositifs d'escorte (DAP) ;
- les Unités spéciales (DSU).

Les directions de coordination et d'appui de Bruxelles et Hal/Vilvorde, et la Direction des opérations de police administrative (DAO) ont également assuré le suivi et la coordination des opérations. Outre le déploiement important des services de police fédéraux et locaux, la Défense et des équipes de la Gendarmerie française, composées de teams spécialisés dans la protection contre des attaques de drone, sont également venues en renfort.



L'appui en sécurité publique : focus sur la DAS

La Direction de la sécurité publique (DAS) fournit un appui spécialisé (police à cheval, arroseuse, team vidéo ...) aux zones de police, permettant ainsi de prévenir ou de résoudre des situations violentes et/ou potentiellement dangereuses en termes de sécurité publique.

L'appui, tant spécialisé que non spécialisé, fourni par la DAS a nécessité l'engagement de 499 membres du personnel pour l'ensemble de ces missions.

Réserve fédérale d'intervention pour les événements non planifiés (appui non spécialisé)

Engagement quotidien (moyenne) en membres du personnel

- 2018 : 62
- 2019 : 81
- 2020 : 92
- 2021 : 101
- 2022 : 90

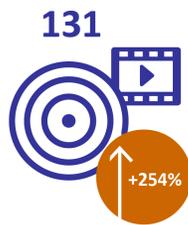
Services d'ordre de la police à cheval



heures prestées

- 2018 : 365
- 2019 : 326
- 2020 : 226
- 2021 : 207
- 2022 : 179

Team vidéo



Missions

Missions :

- 2018 : 105
- 2019 : 136
- 2020 : 46
- 2021 : 37*
- 2022 : 131

* La diminution de l'engagement de ce team était due à la crise sanitaire (moins d'événements "classiques").

Arroseuses



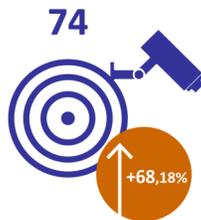
Missions

Missions :

- 2018 : 659
- 2019 : 669
- 2020 : 331
- 2021 : 501
- 2022 : 605

Caméras fixes temporaires (ARGOS)

Baptisé "ARGOS", du nom de ce géant grec aux cent yeux répartis sur la tête et le corps, cet appui technique a plus d'une fois prouvé sa plus-value et son efficacité depuis sa mise en service en 2018. Le dispositif Argos est lui aussi utilisé la plupart du temps dans le cadre d'événements de grande ampleur, ce qui explique la forte diminution enregistrée en 2020.



Missions

Missions :

- 2018 : 48
- 2019 : 58
- 2020 : 6
- 2021 : 44
- 2022 : 74



BePad : partager des informations dans l'intérêt de l'ordre public

BePad est un programme d'encodage pour la gestion d'événements, de personnes, de groupements et de phénomènes qui présentent (ou peuvent présenter) un intérêt ou un risque pour l'ordre public (sécurité, tranquillité, salubrité et propreté publiques).

BePad centralise toutes les données administratives de la Police Fédérale et de la Police Locale et les met à la disposition de tous. Le but est de permettre à tout le monde de travailler avec un seul et même programme permettant d'harmoniser la saisie, la gestion et le partage d'informations. Les doublons sont ainsi évités. Tous les policiers ont accès à cette application.

	2018	2019	2020	2021	2022
Nouveaux événements créés	47 536	46 166	33 748	33 710	37 896
Nombre total d'événements	151 036	197 202	230 950	264 660	302 556

L'hélicoptère, un atout dans les airs

L'appui aérien (DAFA) est également engagé dans des missions d'ordre public. De là-haut, de précieuses informations sont transmises en temps réel aux équipes au sol.

Missions hélicoptère	2018		2019		2020		2021		2022	
	Nombres	Heures prestées								
Football	56	157	56	134	5	15	16	33	31	77
Événements de masse (festivals...)	64	114	58	127	16	52	18	56	64	127
Appui aux pompiers et à la protection civile lors de catastrophes (incendies...)	28	19	10	11	41*	39	21	55**	42	53
Manifestations	35	62	36	60	57	82	24	46	15	26
Protections VIP (sommets européens...)	65	113	40	56	23	27	49	60***	32	44
Total	248	465	200	388	142	215	128	250	184	327

* Cette augmentation significative peut s'expliquer par la sécheresse et la chaleur auxquelles nous avons été confrontés au printemps et en été. DAFA a été davantage sollicité pour éteindre des incendies à l'aide du "Bambi bucket" (réservoir d'eau suspendu à un hélicoptère ou avion).

** Forte progression étant donné les interventions réalisées lors des inondations de juillet.

*** Forte augmentation due au sommet de l'OTAN et à la visite du Président des Etats-Unis, Joe Biden.



Equipes spécialisées

- 50 ans d'interventions spécialisées pour les Unités spéciales
- La Police Technique et Scientifique, experte dans de nombreux domaines.
- De beaux résultats rapides pour le hackathon FAST.

Cinquante ans d'Unités spéciales

En 2022, la Direction des unités spéciales (DSU) a fêté son [50e anniversaire](#). Les événements survenus lors des Jeux olympiques de Munich en 1972 ont été l'élément déclencheur qui a conduit les autorités à "créer une force capable de lutter contre cette nouvelle vague de criminalité." C'est dans ce contexte que le groupe Diane vit le jour. Aujourd'hui, la DSU est une unité de police dont l'efficacité est reconnue au niveau international.

Lors d'une visite qu'il lui a rendue l'année passée à l'occasion de son jubilé, sa Majesté le Roi Philippe a remis à DSU un étendard en signe de reconnaissance de ses valeurs et traditions telles que le courage, l'esprit d'équipe, la disponibilité, l'altruisme et le sens du devoir.

La devise de la DSU est *Ultima Ratio*, ou "dernier recours". Les Unités spéciales n'interviennent que lorsque les moyens classiques de la police s'avèrent insuffisants pour résoudre un problème. La contrainte constitue le moyen ultime ; la première arme est la négociation. DSU n'agit jamais de sa propre initiative, mais toujours à la demande d'autres services de police.

L'entité participe à des missions d'appui pour recueillir des preuves sur des auteurs, faciliter leur interception et permettre aux enquêteurs de conclure leur enquête. Elle effectue également des missions de surveillance et de protection. DSU intervient aussi pour gérer et résoudre des situations de crise présentant un risque élevé de violence, telles que des prises d'otages, des enlèvements, des Fort Chabrol ou encore des opérations de grande envergure comme les émeutes dans les prisons.

Pour mener à bien leurs missions, les Unités spéciales peuvent compter sur du personnel expert et spécialisé dans différents domaines (intervention/arrestation, observation, technique, undercover).

DSU est constituée d'unités centrales à Bruxelles et d'unités décentralisées à Gand, Anvers, Charleroi et Liège. La direction est basée à Bruxelles. Les différentes unités peuvent être déployées de manière autonome ou combinée. À titre d'exemple, la composante offensive peut travailler seule ou conjointement avec les composantes technique, observation et d'autres encore. Les unités centrales et décentralisées peuvent également travailler de manière autonome, combinée ou intégrée.

Situation de crise	2018	2019	2020	2021	2022
Fort Chabrol*	37	41	58	48	45
Prises d'otages	5	3	3	4	3
Enlèvements	7	8	12	15	11
Extorsion	5	4	3	3	7
Perquisitions renforcées	174	185	209	252	215

* Situation dans laquelle une ou plusieurs personnes détenant des armes se retranchent et refusent de se rendre à la police.

Techniques particulières de recherche

En 2022, le team BTS (bijzondere technieken/techniques spéciales) de la Direction des opérations de police judiciaire (DJO) a ouvert 623 nouveaux dossiers d'observation nationaux, coordonné 25 infiltrations et formulé des avis dans 90 dossiers sous embargo.

La Direction des unités spéciales (DSU) met en œuvre des techniques particulières de recherche.

Spécialités	2019	2020	2021	2022
Observations*	732**	1218	1214	1092
Appui opérationnel technique (NTSU)	294	105	845**	764
Undercover Team (dossiers)	40	28	36	36
Interceptions (conversations téléphoniques et données) en temps réel dans le cadre d'enquêtes judiciaires	8 839	7 724	8 168	6 967
Observations (p. ex. métadonnées via des antennes) en temps réel dans le cadre d'enquêtes judiciaires	1 193	2 142	1 263	1 807

*Un nouveau mode de comptage est utilisé depuis 2022 (nombre d'opérations effectuées)

**Chiffres d'avril à décembre 2019.

***Cette augmentation s'explique par l'utilisation croissante de nouvelles technologies.



Appui aérien

Hélicoptère (RAGO)	2018	2019	2020	2021	2022
Arrestations et arrestations après poursuite	160	179	79	80	147
Véhicules volés récupérés	1	6	1	1	1
Targets infrarouges scannés	348	407	422	302	391
Scannings infrarouges positifs	84	106	147	71	110
Incidents laser	9	5	3	2	3
Assistances contrôles	284	243	135	91	65
Assistances perquisitions	432	511	464	584	415
Photos	139	117	173	65	71
Vidéos	200	264	211	163	232
Transmissions d'images	496	534	380	312	495

Drones	2019	2020	2021	2022
Missions opérationnelles	88	55	51	28*
Heures de vol	95	60	66	36
Arrestations (passeurs)	-	-	9	4**

* La diminution du nombre de missions est due à la mise hors service de deux drones.

** Le nombre de missions en lien avec la problématique de la migration de transit a baissé, surtout à la côte.



Le flair de nos chiens policiers

La Direction d'appui canin (DACH), qui comptait 153 chiens policiers fin 2022, a mené de nombreuses interventions spécialisées.

Nombre d'interventions	2018	2019	2020	2021	2022
Teams pisteurs	1 441	1 375	1 552	1 485	1 347
Teams drogues (actifs + cash et passifs)	3 221	3 290	2 009	1 963	2 294
Teams restes humains	74	51	44	65	74
Teams foyers d'incendie	408	386	288	185	174
Teams chiens migration	59	57	44	119	865*
Teams chiens explosifs	4 301	4 716	3 502	3 718	3 714

* Pour 2022, les interventions de SPC ont également été comptabilisées, contrairement aux années précédentes.



Le centre de certification de la Police Fédérale seul compétent pour évaluer les chiens détecteurs d'explosifs dans les aéroports

Depuis 2017, le centre de certification de la Direction d'appui canin (DACH) de la Police Fédérale est l'unique centre de certification agréé en Belgique par la Direction générale Transports aériens (DGTA) pour les chiens détecteurs d'explosifs. Son agrément a été prolongé de cinq ans en avril 2022.

La Direction d'appui canin dispose, à son niveau, de 21 chiens détecteurs d'explosifs dûment entraînés, prêts à accomplir leur devoir pour la Police Intégrée. Par ailleurs, des chiens détecteurs d'explosifs sont également employés dans le secteur aérien par des sociétés de gardiennage privées. Afin de garantir la qualité de leur travail, il est impératif que ces chiens et leurs maîtres disposent d'un certificat officiel, qu'ils peuvent obtenir auprès du [centre de certification de DACH à Neerhespen](#).

Chaque année, entre 1 100 et 1 200 examens sont organisés dans le cadre de divers modules. Les taux de réussite sont élevés. Pour le test consistant à détecter l'odeur du TATP, un module qui est d'ailleurs organisé par DACH elle-même par mesure de sécurité, le taux de réussite approche les 100 %. Pour les autres modules, ce pourcentage oscille autour des 82 %. Chaque année, DACH délivre un certificat à quelque 160 teams de détection d'explosifs.



L'appui technique de la Police de la Navigation

Les moyens techniques de la Police de la Navigation (SPN) sont mis en œuvre par du personnel spécialement formé à cet effet et intégré dans une section spécifique appelée TST (Technical Support Team).

En raison de la crise du covid, ces moyens techniques ont été déployés dans une moindre mesure en 2020 et 2021, car de nombreuses actions n'ont pas été autorisées ou n'ont pu être mises en place.

Pour un certain nombre de moyens de détection, les chiffres relatifs à l'année 2022 sont à nouveau sensiblement inférieurs à ceux des années précédentes, puisque l'activité liée à la migration de transit dans les ports maritimes belges a été moindre (en raison notamment d'un déplacement de la problématique vers le nord de la France avec les *small boats*), ce qui a également conduit à une diminution des ressources déployées.

Nombre d'actions	2018	2019	2020	2021	2022
Sonar à balayage latéral	142	108	55	55	46
Détecteur CO ₂	337	329	280	246	28
Mobile trace > HTDS*	63	53	20	15 (HTDS)	25 (HTDS)
• Vidéoscope	21	14	13	18	7
• Drones (nouveau en 2022)	/	/	/	/	15
• Autres moyens de détection (détecteurs de métaux, caméras, lunettes de vision nocturne, etc.)	231	107	71	54	19

* Depuis 2021, le dispositif HTDS (*Hi-Tech Detection System*) remplace le système "mobile trace". Le HTDS est un appareil permettant de détecter aussi bien les stupéfiants que les explosifs. Un *swab* (échantillon de prélèvement composé d'une matière absorbante) est appliqué sur les mains de l'individu, le volant, le levier de vitesse... et est ensuite introduit dans l'appareil. Ce dernier se met à chauffer à l'intérieur, ce qui permet d'analyser les matières prélevées sur le *swab*. Si la présence de matières explosives ou de produits stupéfiants est confirmée, une alarme retentit sur l'appareil, qui communique le nom de la matière détectée.



Technique et expertise en appui à l'enquête

Analyse comportementale

Sur la base de leur expertise scientifique (psychologie, criminologie, sociologie...), les analystes comportementaux (GAC) travaillant au sein de la Direction centrale de la police technique et scientifique (DJT) offrent un appui aux enquêteurs à travers trois missions principales :

- expertise en matière d'auditions ;
- analyses (profils, menaces...);
- *assessments* dans des dossiers nécessitant une approche multidisciplinaire en partenariat avec la Direction centrale des opérations de police judiciaire (DJO).

Nombre de dossiers pour lesquels les analystes comportementaux ont fourni un appui	2019	2020	2021	2022
Expertise auditions	155	131	91	88
Analyses	39	21	27	17
Entretiens d'évaluation (<i>assessment</i>)	9	2	6	7
Total	203	154	124	112

Détection de mensonges

Les experts utilisent une technique d'interrogation spéciale qui permet de déterminer si une personne ment ou dit la vérité en analysant ses réactions psychophysiques. 2022 se caractérise par un retour à la situation d'avant la pandémie de Covid-19.

	2019	2020	2021	2022
Nombre de tests de polygraphie	271	77	47	226
Nombre de résultats mensongers	104	15	9	63
Nombre d'aveux	33	1	1	4

Analyse de faits de mœurs

Les analystes de cette section encodent les faits relatifs aux crimes à motivation sexuelle dans la base de données nationale d'experts ViCLAS (*Violent Crime Linkage Analysis System*). Leur expertise et leur appui incluent la recherche de liens potentiels entre un nouveau fait et ceux déjà encodés.



Centres de prise en charge des violences sexuelles : un rôle de coordination pour la Police Fédérale

Un [Centre de prise en charge des victimes de violences sexuelles \(CPVS\)](#) est un service au sein d'un hôpital auquel toute victime de violence sexuelle peut s'adresser en permanence pour des soins médicaux, une aide psychologique, un examen médico-légal, un dépôt de plainte auprès de la police si elle le souhaite – avec l'aide d'inspecteurs spécialement formés en matière de mœurs – et, enfin, un suivi.

Depuis leur création, les centres de prise en charge des violences sexuelles (CPVS) ont initié une vraie révolution du travail policier. Il existe désormais un nouveau type d'audition policière : l'audition d'une victime de violences sexuelles prise dans un CPVS. Seuls des policiers dûment formés peuvent procéder à ce type d'audition.

Il s'agissait, au départ, d'un projet pilote mené à Gand, Bruxelles et Liège sous la coordination de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Il existe à présent des CPVS à Anvers, Charleroi, Gand, Roulers et Louvain.

Le Centre de prise en charge des violences sexuelles de Louvain a ouvert ses portes le 15 juin 2022. La Direction de coordination et d'appui (DCA) de Louvain a été étroitement associée à la préparation et à la mise en œuvre de cette initiative. Une feuille de route détaillée (en ce compris une formation) a été élaborée afin de guider les policiers entrant en contact avec des victimes de violence sexuelle. La DCA de Louvain a également coordonné la sélection de 36 inspecteurs des mœurs avec l'appui du service Sciences comportementales de la Police Fédérale et en collaboration avec le Provinciaal Instituut voor Vorming en Opleiding (PIVO). Elle continue de jouer un rôle dans le fonctionnement du CPVS en assurant sa coordination administrative.

La collaboration entre les nombreux services œuvrant au sein des CPVS est d'une efficacité impressionnante.

Portraits-robots et reconstitutions faciales

La section ROBOT dispose de portraitistes qui, en plus de la réalisation de portraits-robots, maîtrisent d'autres techniques, comme la reconstitution faciale (2D & 3D). Pour réaliser les portraits-robots, les portraitistes utilisent aujourd'hui, en plus de leur crayon, des outils performants comme des tablettes numériques.



Portraits-robots

	2019	2020	2021	2022
Portraits-robots	386	213	163	171
Dessins post-mortem	-	5	6	4
Reconstitutions faciales	-	5	2	3

	2019	2020	2021	2022
Nombre total de demandes traitées	444	234	188	178

Fraude à l'identité et faux monnayage

Une équipe de la Police Judiciaire Fédérale – l'Office central pour la répression des faux (OCRF) de la Direction de la police technique et scientifique (DJT) – est spécialisée dans la fraude à l'identité à l'aide de faux documents et dans le faux monnayage.

Faux documents

L'équipe d'experts a analysé 57 395 documents d'identité ou de voyage dans le cadre de la problématique de la fraude à l'identité (contre 57 611 en 2021).

Quelque 40 833 documents (contre 43 268 en 2021) ont été analysés dans le cadre de la procédure européenne de prévention de la fraude ; 186 d'entre eux se sont avérés être des faux (contre 589 en 2021).

Par ailleurs, 12 551 permis de conduire ont été contrôlés (contre 10 318 en 2021), dont 249 ont été reconnus faux et déclarés non valables (contre 696 en 2021).

Les 4 011 autres documents analysés sont issus de contrôles aux frontières et de saisies chez des faussaires.

Faux monnayage

Nombre de faux billets détectés	2019	2020	2021	2022
Euros	46 088	56 968	60 105	89 119
Devises étrangères	515	1 497	23 083*	1 012

* Dans un seul dossier, la Police Judiciaire Fédérale de Liège a pu saisir 22 227 faux billets de 100 dollars américains.



Success Story

Le nouveau passeport belge est l'un des meilleurs du monde

Pour élaborer le nouveau passeport belge – qui est disponible depuis février 2022 –, le Service Public Fédéral (SPF) Affaires étrangères a collaboré de façon rapprochée avec l'Office central pour la répression des faux (OCRF) de la Direction de la police technique et scientifique (DJT). Le 28 juin, ce nouveau passeport a été proclamé "Meilleur nouveau passeport de l'année 2022" lors d'une conférence internationale à Tallinn. Une belle reconnaissance de l'expertise des membres de l'OCRF !

Outre ses éléments de sécurité, ce passeport se distingue également par son design unique, puisqu'il est illustré avec des héros de bande dessinée belges.

Le passeport belge est également considéré comme l'un des meilleurs au monde dans le classement [Nomad Passport Index](#).

Identification : faire parler les morts

En dehors des catastrophes, le Team DVI (Disaster Victim Identification) intervient également dans l'identification des victimes en général. Il relève aussi de nouveaux défis tels que le *necrosearch* (archéologie médico-légale) et le MTD (Moeilijk Terrain/Terrain Difficile) afin de trouver des solutions en cas d'identification difficile de victimes décédées.

Le DVI se compose d'un noyau permanent au sein de la Direction de la police technique et scientifique (DJT) et d'un pool DVI dont le personnel est réparti sur l'ensemble du pays.

En 2022, le team DVI a effectué 157 interventions, dont 117 ont abouti à une identification.

DVI	2020	2021	2022
Intervention	149	131	157
Ont conduit à une identification	93	100	117



Laboratoires de police technique et scientifique

Les laboratoires de police technique et scientifique offrent un appui spécialisé aux services d'enquête de la Police Locale et de la Police Fédérale, à travers notamment les prélèvements, les analyses et les comparaisons de traces.

12 856



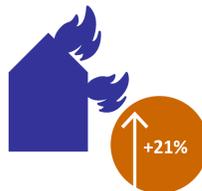
Vols

563



Braquages et autres vols avec violence

703



Incendies (volontaires et accidentels)

583



Meurtres et homicides

313



Suicides

1 109



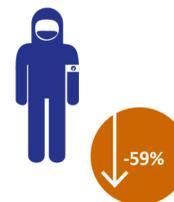
Décès suspects

161



Faits de mœurs

2 323



Autres (drogues, accidents de la route, faux documents, etc.)

Appui dans le cadre d'enquêtes (nombre de dossiers)	2019	2020	2021	2022
Vols	20 286	13 163	10 318	12 856
Braquages et autres vols avec violence	1 161	769	542	563
Incendies (volontaires et accidentels)	1 117	820	578	703
Meurtres et homicides	562	535	483	583

Appui dans le cadre d'enquêtes (nombre de dossiers)	2019	2020	2021	2022
Suicides	400	366	322	313
Décès suspects	1 390	1 358	1 158	1 109
Faits de mœurs	229	182	173	161
Autres (drogues, accidents de la route, faux documents, etc.)	2 137	2 571	5 708	2 323



Le FAST, une unité spécialisée dans la recherche des criminels en fuite

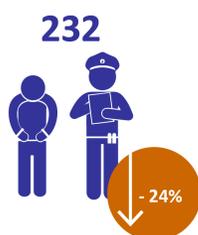
En 2022, 144 nouveaux dossiers belges ont été ouverts et ont abouti à 44 arrestations (31 %). Le nombre de dossiers internationaux ouverts s'élève quant à lui à 34 ; ceux-ci ont permis l'arrestation de 27 personnes (79 %).

La nouvelle méthode de travail prévue par la circulaire COL 8/2021 a par ailleurs été mise en œuvre, se traduisant par une baisse de 33 % du nombre de dossiers "exécution de la peine" ouverts (soit, en chiffres absolus, une diminution de 1 550 à 1 052 dossiers).

La circulaire COL 8/2021 du Collège des procureurs généraux sur la recherche de personnes en fuite et de personnes évadées définit la répartition des tâches entre le Fugitive Active Search Team de la Direction des opérations judiciaires (DJO/FAST) et les autres services de police (Police Locale et autres unités de la Police Fédérale). Elle précise également les tâches essentielles de DJO/FAST et apporte des explications sur l'exécution des principales tâches opérationnelles du team.

Quelques chiffres :

- au total, 232 criminels en fuite ont été appréhendés, dont 79 en Belgique ;
- le FAST est à l'origine de 55 de ces arrestations ;
- trois de ces fugitifs figuraient sur la liste [Most Wanted de la Belgique](#).



Criminels en fuite appréhendés



Le hackathon FAST conduit à 8 arrestations

Le mercredi 30 mars 2022, le FAST (Fugitive Active Search Team) de la Police Judiciaire Fédérale a organisé un « hackathon » en collaboration avec le ministère public. L'événement a réuni durant une journée des spécialistes de divers services de police et de sécurité autour d'un objectif : rechercher une

quarantaine de criminels en fuite en utilisant des renseignements issus de sources ouvertes (open source intelligence), principalement des sites Internet et des médias sociaux.

Cette [première édition du hackathon FAST](#) a été un réel succès : huit criminels en fuite ont été mis sous les verrous.

Outre ces huit arrestations, le projet a valu aux collègues du Fugitive Active Search Team de la Police Fédérale le CPL Award 2022 du meilleur projet de réseau et partenariat. Le Circle of Police Leadership (CPL) octroie ces récompenses à des personnes qui se sont montrées exceptionnellement actives au sein de la police ou à des zones de police ou des services ou directions de la Police Fédérale qui ont réalisé des projets remarquables. Selon le CPL, *“jamais auparavant autant d’experts n’avaient été réunis physiquement pour rechercher intensivement des criminels en fuite pendant une journée. Des équipes d’enquête composées de manière unique se mettent au travail avec des forces combinées, chacune à partir de son propre savoir-faire, de ses connaissances et de son expérience, avec pour résultat des résultats fantastiques”*.



Sécurité en ligne

- Deux visages pour incarner la prévention de la cybercriminalité.
- Les Forensic Centers, un atout précieux pour les enquêteurs.
- Les Computer Crime Units au cours de projets européens.



Deux visages “cyber” pour le grand public

La “cybercriminalité comme service” semble être le concept de 2022. Le principe est que les cybercriminels offrent leurs services à d’autres organisations criminelles contre rémunération. Ceci leur permet de mener elles-mêmes des cyberattaques sans aucune connaissance technique. De cette manière, les organisations criminelles peuvent agir plus fréquemment et de manière plus ciblée. Par exemple, elles s’attaquent de plus en plus à des entreprises et organisations spécifiques plutôt qu’à des utilisateurs aléatoires. Ces attaques sont tellement professionnalisées que les conséquences pour les victimes ont également augmenté.

Parmi les formes de cybercriminalité, le ransomware semble connaître, en 2022, la hausse la plus notable, surtout à l’automne. Plusieurs exemples nous sautent directement à l’esprit : certaines (grandes) villes, une zone de police ou des hôpitaux ont déjà été victimes de ce phénomène l’année dernière. Les criminels visent alors spécifiquement des entreprises ou des organisations possédant des données sensibles et remplissant une fonction critique.

Le phishing reste, par ailleurs, la forme la plus populaire de l’escroquerie sur Internet. Il s’agit du moyen le plus efficace pour les cybercriminels de s’emparer d’informations sensibles telles que les données personnelles et les données de connexion. Ce faisant, les auteurs ciblent de plus en plus les appareils mobiles tels que les téléphones portables ou les tablettes. Ils utilisent également des techniques toujours plus sophistiquées qui rendent encore plus difficile la distinction entre les vrais et les faux e-mails et sites web.

Le dernier [Moniteur de sécurité \(2021\)](#) en date, une enquête menée auprès de 100 000 Belges, montre également à quel point la criminalité informatique est omniprésente. En revanche, le phishing, l’escroquerie sur Internet et le piratage informatique font partie de la catégorie des faits criminels les moins signalés.

Il est d’une importance capitale de miser sur la prévention, de faire preuve de prudence et d’investir dans la sécurisation des systèmes informatiques. Cela peut se faire, par exemple, en mettant en œuvre une authentification à deux facteurs et une politique de mot de passe solide, en se tenant au courant des mises à jour logicielles et en éduquant les citoyens sur la manière de se protéger contre la cybercriminalité.

Concernant ce dernier point, la Police Fédérale peut compter sur deux ambassadeurs experts en cybersécurité. Le visage et la voix d’Olivier Bogaert sont déjà bien connus du public francophone depuis longtemps : au travers de ses chroniques *Surfons tranquille*, le commissaire de la Federal Computer Crime Unit (FCCU) prodigue des conseils depuis des années en matière de cybersécurité. Côté néerlandophone, un nouveau visage a fait son apparition en 2022 : le commissaire Christophe Van Bortel, de la Regional Computer Crime

Unit (RCCU) d'Anvers. Leur rôle est de partager simplement et efficacement l'expertise de la Police Judiciaire Fédérale dans le domaine de la lutte contre la cybercriminalité au grand public.



Federal Computer Crime Unit

La FCCU a rédigé 47 procès-verbaux initiaux et a ouvert 16 nouveaux dossiers propres. Elle a par ailleurs fourni un appui forensique dans 41 dossiers.

Un dossier marquant concernait l'enquête sur un cybercriminel qui lançait des attaques dites "DDoS" (*Distributed Denial of Service*). L'opération internationale au cours de laquelle ont été mobilisés des services des Pays-Bas, le FBI des États-Unis et une Joint Cybercrime Action Taskforce (J-CAT) a débouché sur un mandat d'arrêt émis à l'égard du suspect principal belge.

Lorsqu'ils mènent une attaque DDoS, les cybercriminels inondent de demandes le site web qu'ils ciblent à partir de plusieurs ordinateurs, souvent piratés, rendant ce dernier temporairement indisponible. Les serveurs s'en trouvent surchargés et le site devient inaccessible. Les auteurs emploient souvent un "*botnet*", un large réseau d'ordinateurs (ou d'autres appareils connectés à Internet) infectés par un malware, permettant aux cybercriminels de les utiliser pour mener leurs attaques.

L'année 2022 a été marquée par une progression des cas d' [attaques DDoS de grande ampleur](#) en Belgique.

Quick Reaction Force

La Quick Reaction Force (QRF) est composée de membres des différentes Computer Crime Units (fédérales comme régionales) possédant l'expertise nécessaire pour enquêter sur la cybercriminalité dans des environnements réseau complexes. La QRF peut être mobilisée pour récolter des éléments de preuve à la suite de cyber incidents graves, par exemple.

Au cours d'une journée de recyclage organisée en octobre 2022, les experts en la matière ont discuté des incidents qui s'étaient produits, partagé leur expertise technique et examiné comment améliorer le fonctionnement de la QRF.

Forensic Centers

Les Forensic Centers sont entrés en action en 2022. Ce projet, qui s'inscrit parfaitement dans la stratégie DGJ 3.0 visant à soutenir l'innovation et la digitalisation, et à les intégrer de façon durable dans le fonctionnement de la Police Judiciaire Fédérale, a été déployé à la fois à l'échelle nationale (FCCU) et à l'échelon des PJF (RCCU).

Au niveau national, le Forensic Center est implanté au sein de la FCCU de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC). Les membres des autres entités d'enquête centrales de la Police Judiciaire Fédérale peuvent profiter de solutions matérielles et logicielles adaptées et compatibles avec les outils utilisés au sein de la FCCU, afin d'analyser les données extraites par cette dernière, d'en tirer les éléments les plus pertinents pour l'enquête en cours et de bénéficier, si nécessaire, d'une assistance de membres de la FCCU.

Réseau Ransomware

Le réseau Ransomware a vu le jour fin 2022. Ce forum réunit (mensuellement) des spécialistes de chaque Computer Crime Unit (CCU) autour de la table afin de mieux échanger les informations. Le but initial est d'assurer un meilleur suivi du phénomène du ransomware. Par ailleurs, les enquêteurs sont amenés à collecter et à partager des informations et explications au sujet de récents faits et tendances en matière de cyberattaque.

Un ransomware est un malware qui bloque un ordinateur et/ou des données qui y sont stockées. Les criminels réclament alors de l'argent (une rançon) pour rendre l'ordinateur et/ou les données à nouveau accessibles.

Rôle prédominant de la FCCU dans les projets EMPACT

En 2022, la FCCU s'est aussi engagée à participer à des cyber projets au niveau international (*Cyber Attack against Information Systems*) dans le cadre d'EMPACT (*European Multidisciplinary Platform Against Criminal Threats*). EMPACT est un réseau de collaboration structuré et multidisciplinaire mis en place pour lutter contre la criminalité internationale grave et organisée. Il est piloté par les États membres et bénéficie du soutien des institutions, organes et instances de l'Union européenne.

La FCCU a notamment mis à la disposition d'un projet néerlandais la base de données qu'elle a elle-même conçue, grâce à laquelle des applications de traitement de données peuvent être développées. Les spécialistes réseau de la FCCU continuent de participer activement à ce projet.

La Belgique copilote également un projet français visant à identifier et lutter contre des prestataires de services financiers criminels. Ce projet rejoint une initiative de la *Joint Cybercrime Action Taskforce* (J-CAT), piloté par la Belgique, et dont le but est d'établir un dossier dans le cadre de l'*International Ransomware Response Model* (IRRM).



Success Story

CyberAid, un nouvel outil fruit d'une collaboration exceptionnelle

CyberAid est un outil exclusivement accessible aux membres de la Police Intégrée et à certains magistrats. Il a pour objectif d'apporter des réponses immédiates aux questions posées dans le cadre des missions de police par les infractions commises sur Internet ou via Internet.

L'organisation de CyberAid sous forme d'un site (SharePoint) permet à la fois d'identifier une infraction liée à l'informatique et de rapidement déterminer les éléments à relever pour poursuivre l'enquête. Il présente aussi les informations nécessaires à un bon relevé de traces numériques et à leur exploitation, notamment au travers de demandes de réquisitoires.

L'intérêt est principalement porté sur l'identification de l'infraction et sur la manière d'acter la plainte, mais aussi sur la gestion des réquisitoires.

La réalisation de ce nouveau point d'entrée unique est le fruit d'une collaboration exceptionnelle et continue entre les zones de la Police Locale et les services de la Police Fédérale. CyberAid répond à un vrai besoin, comme le

confirme son utilisation quotidienne à travers tout le pays. Les chiffres des consultations sont éloquentes : depuis le lancement début 2022 jusqu'au 31 janvier 2023, il y a eu 418 000 visites sur le site par 14 000 visiteurs uniques.

Le site est suivi par un groupe de pilotage, ce qui permet de garantir une mise à jour régulière et une grande exhaustivité quant aux sujets abordés.

Les réactions des utilisateurs constituent la meilleure preuve de la plus-value qu'apporte CyberAid. Eric Laverdeur, inspecteur à la zone de Police Locale Vesdre, témoigne : *“Régulièrement, je conseille ce site aux collègues. Soit dans le but d’y trouver toutes les informations nécessaires pour transmettre un réquisitoire à une société (adresse e-mail, informations utiles à reprendre sur le réquisitoire, etc.) soit pour le Flowchart qui permet d’aider les collègues à déterminer assez rapidement et en quelques clics le ou les articles de loi à reprendre pour rédiger le PV. L’outil se veut vivant et est régulièrement mis à jour. Les responsables de CyberAid sont très réactifs lorsque nous leur communiquons des mises à jour, permettant ainsi d’en faire profiter rapidement l’ensemble des collègues de la Police Intégrée.”*



Recherche sur Internet

La section i2-IRU (Internet Referral Unit) de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC) enquête sur les activités illégales (propagande terroriste, incitation à la haine, *fake news*, etc.) sur Internet et bloque les sites et/ou les contenus en collaboration avec les fournisseurs d'accès à Internet et les plates-formes web. Cette mission a considérablement été réduite par rapport à 2021 pour des raisons de capacité.

Détection et blocage de sites/contenus en ligne	2021	2022
IRU - Terrorisme	367 (183 retraits)	10 (1 retrait)
IRU - Hate speech	232 (31 retraits)	5 (2 retraits)
IRU - Fake news	82 (16 retraits)	8 (3 retraits)
IRU - Covid-19	105 (28 retraits)	17 (1 retrait)

Parallèlement à la détection et au blocage de contenus en ligne sur la base d'une évaluation policière, la section i2-IRU fournit un appui aux unités d'enquête. Le nombre de dossiers a diminué en 2022.

872



dossiers

Appui d'i2-IRU aux enquêtes (nombre de dossiers)	2020	2021	2022
Terrorisme	244	286	200
Information	151	134	97
Fraudes	194	144	75
Vols	32	23	19
Tentatives de suicide	69	65	62
Abus sexuel sur mineurs	53	52	68
Traite des êtres humains	35	36	25
Stupéfiants	57	42	48
Ordre public	97	47	24
Haine en ligne	47	30	41
Cybercriminalité	37	40	33
Armes	20	25	16
Disparitions	23	20	34
Hormones	15	11	1
Meurtres	16	20	18
Patrimoine	6	4	2
Fake news (appel à émeute, faux médicaments)	2	2	2
Revenge porn	1	12	16
Mœurs	/	/	11*
Gestion escroqueries (phishing par e-mail) du type "brigade des mineurs"	/	89	80
Total	1 099	1 082	872

* Il s'agit d'une nouvelle rubrique depuis 2022.

Terrorisme, extrémisme, radicalisme

- Focus sur le financement.
- Traquer les explosifs et les précurseurs.
- Les *Behaviour Detecting Officers* (BDO) actifs sur la scène internationale.

Image de la menace et suivi

Le service central Terrorisme de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC/Terro) surveille de près, avec ses partenaires de la chaîne de sécurité, les idéologies, groupements et entités.

2022 a été marquée par une série de menaces principalement adressées à l'encontre d'organismes publics, commissariats et membres du personnel de police, aéroports, communautés religieuses, hôpitaux, intérêts diplomatiques et festivals.

Les menaces et incidents visant des postes diplomatiques et intérêts étrangers (Israël, Chine, Russie, Italie, etc.) sont bien souvent la conséquence de situations (géo)politiques.

Les menaces sont formulées aussi bien en ligne (via des canaux comme Telegram, Twitter, Snapchat, TikTok) qu'en dehors (par téléphone). Après enquête, il apparaît souvent qu'elles ont émané de suspects présentant l'un ou l'autre trouble mental.

Certaines d'entre elles se sont déclinées sous la forme de jets de bombes incendiaires ou de cocktails molotov. La plupart des auteurs ont agi seuls, de manière impulsive et avec des moyens limités.

Le 10 novembre 2022 a eu lieu l'agression mortelle à Schaerbeek, au cours de laquelle l'inspecteur Thomas Monjoie, de la zone de police Bruxelles Nord, a perdu la vie. Le suspect, un détenu radicalisé remis en liberté, avait cherché de l'aide un peu plus tôt dans la journée. L'incompréhension et la colère ayant submergé la communauté policière face à cet acte de violence gratuite a entraîné [un énorme élan de solidarité bleue](#). À la suite de la commission parlementaire du 14 novembre 2022 sur l'attaque qui a visé les deux policiers – lors de laquelle un collègue de Thomas a été blessé –, le commissaire général de la Police Fédérale a mis sur la table une série de pistes visant à améliorer la collaboration entre la police, la justice et les services de secours, et s'inscrivant dans la lutte contre la violence envers la police.

Bien qu'une progression de l'extrémisme de droite soit clairement observable dans notre pays, se marquant par un nombre croissant de sympathisants et d'entités à surveiller, une recherche plus active d'armes et d'activités préparatoires, une internationalisation et des synergies entre hooligans et gangs de motards, la Belgique est restée épargnée par des incidents graves. Intégrée dans un réseau d'experts européens, DJSOC/Terro cherche entre autres à faire la lumière sur les financements d'organisations d'extrême droite.

Plusieurs incidents ont pu être imputés à la mouvance d'extrême gauche et anarchique dans notre pays. Ces faits étaient principalement liés au changement climatique, au capitalisme, aux réseaux de communication 5G et aux installations militaires. Dans un même temps, on a pu constater que les membres de ces groupements sont mieux préparés à faire usage de la violence (contre la police) lors de manifestations. Ici aussi, ce phénomène est marqué par une internationalisation, une professionnalisation et un sentiment "anti-establishment" croissants.

La menace djihadiste/salafiste fait aujourd'hui encore l'objet d'un suivi continu étant donné la propagande qui circule en la matière et la radicalisation d'individus isolés qui y est liée. Les islamologues de DJSOC/Terro ont apporté leur aide et leur expertise dans divers dossiers d'enquête.

Le Front Office de DJSOC/Terro assure la coordination quotidienne des messages entrants. L'année dernière, celui-ci en a reçu 80 062 au total, soit 400 e-mails par jour en moyenne.

Le Back Office, quant à lui, concentre ses opérations sur l'*intelligence* (par région : Flandre, Bruxelles, Wallonie), l'analyse et le fonctionnement par programme. Ce service a traité et envoyé 58 059 messages l'année dernière, soit 242 par jour.

De plus, DJSOC/Terro traite tous les messages classifiés et internationaux d'Europol et d'Interpol. De même, le service participe à divers forums et plates-formes de concertation et se réunit régulièrement avec des partenaires, tels que la Sûreté de l'État (VSSE) et l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM).

Point de contact national précurseurs et Bomb Data Center

Le service central Terrorisme de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC/Terro) assure un rôle d'expertise en matière d'explosifs.

Ce service héberge deux points de contact :

- le Bomb Data Center (BDC) national ;
- le point de contact Précurseurs - Explosifs artisanaux.

L'acquisition d'une vue d'ensemble et d'une vision de ce phénomène s'inscrit dans un triple objectif :

1. signaler à un stade précoce les tendances et évolutions, tant sur le plan national qu'international ;
2. formuler des conseils concernant les explosifs et les précurseurs ;
3. apporter un appui dans les recherches.

L'année dernière, les points de contact ont traité un total de 260 messages opérationnels. Afin de satisfaire à la demande de développement d'une image de ce phénomène, la collecte d'informations est scindée en trois volets principaux : explosifs (136 messages), précurseurs (42 messages) et explosifs CBRN (82 messages).

Grâce à son expertise et aux informations qu'il rassemble, DJSOC/Terro est en mesure d'informer et d'appuyer les services de la Police Fédérale et de la Police Locale au sujet des matières retrouvées et de la fabrication d'explosifs (artisanaux).



La Police Fédérale porte le projet européen Bullseye

Le projet européen Bullseye est une initiative commune de la Police Fédérale et du Centre de crise national (NCCN), dont le champ d'action couvre l'approche des explosifs chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRNe). La situation en Russie et en Ukraine a fait prendre conscience à chacun qu'une menace CBRN pouvait être plus réelle qu'on ne le pensait de prime abord.

L'idée de ce projet est de mettre en place des procédures harmonisées permettant d'accélérer les actions d'urgence, tant préventives que réactives, aux attentats terroristes utilisant des substances CBRN. Des directives concrètes - amplement testées dans le cadre du projet - permettront aux ambulanciers, aux membres de la Police Intégrée, à la protection civile, aux pompiers, à diverses unités spécialisées dans les matières CBRN et autres d'être mieux préparés à l'avenir.

La Police Fédérale est l'un des huit partenaires clés issus de cinq États (Belgique, Pays-Bas, Pologne, Espagne et Slovaquie) et apporte sa contribution dans deux parties du projet : la Direction d'appui canin (DACH) pour la détection d'explosifs CBRN et de précurseurs, et la Direction centrale de la police technique et scientifique (DJT) pour l'analyse de traces (CSI) et l'identification de victimes (DVI).

La Direction de la coopération internationale (CGI) coordonne, quant à elle, la participation de la Police Fédérale à ce projet européen. Initialement lancé en 2019, le projet devait aboutir en 2022, mais la crise du coronavirus est venue gripper le processus. Bullseye est prolongé jusqu'à avril 2023.

Behaviour Detecting Officers

Le service central Terrorisme de la Direction de la lutte contre la criminalité grave et organisée (DJSOC/Terro) assure la coordination du développement et de l'évolution des formations et des techniques pour la Police Intégrée, et contribue à la mise en œuvre de ces dernières dans le fonctionnement opérationnel des différentes entités.

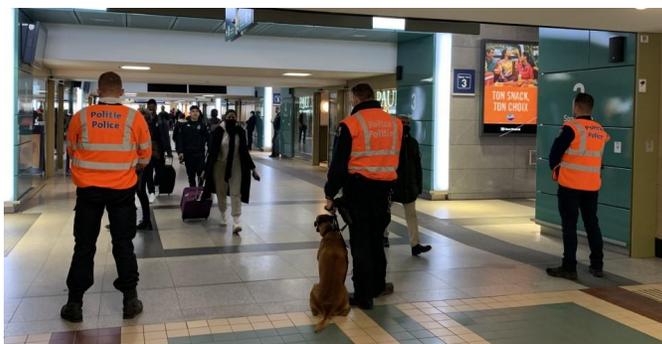
Concrètement, cela demande :

- de former un maximum le personnel de police opérationnel de première ligne dans les techniques de reconnaissance du comportement ;
- de partager un maximum les connaissances des techniques et d'offrir les possibilités de les utiliser dans l'ensemble des entités et services de la Police Fédérale et de la Police Locale ;
- de partager son expertise au travers d'une collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux.

En 2022, la formation *Behaviour Detecting Officer* (BDO) a été dispensée à 509 membres de première ligne. Ce chiffre ne prend pas en compte les membres du personnel de la Police Aérienne, qui acquièrent cette compétence durant leur formation de base. Cela porte donc le total à 2 635 policières et policiers ayant suivi la formation BDO coordonnée par DJSOC. À cela s'ajoute 837 membres du personnel de la Direction de sécurisation (DAB) formés en la matière dans le cadre de leur formation de base.

L'année dernière, aucun nouveau formateur BDO n'a été formé ; 228 membres de la police disposent déjà d'un brevet de formateur BDO.

Par ailleurs, le BDO s'inscrit dans un plan de collaboration signé le 13 décembre 2022 par la Police Fédérale et les Directions générales de la Sûreté nationale et de la Surveillance du Territoire et la Gendarmerie royale du Maroc. S'en est d'emblée suivie, le même mois en Belgique, une session BDO destinée aux représentants de la police et aux services de sécurité marocains. Par ailleurs, une délégation de formateurs BDO belges s'est rendue à Rabat afin de préparer une formation *train-the-trainer* due pour 2023.



Screening

Avis et attestations de sécurité

Le *screening* consiste en une vérification de sécurité dans le but de délivrer un avis ou une attestation de sécurité. Il doit permettre à certaines personnes de se rendre dans des lieux "sensibles" en vue d'y effectuer un travail ou d'y occuper un poste spécifique.

Avis et attestations	2019	2020	2021	2022
Aéroports	20 068	15 491	19 956	22 500
Autorité nationale de sécurité (ANS)	6 569	5 507	5 901	14 001
Divers	6 488	3 368	4 355	4 235
Militaires	4 993	7 337	27 672	32 442
Agence fédérale de contrôle nucléaire (AFCN)	4 994	4 519	3 018	3 431
Engagements Police Intégrée	5 916	3 437	6 628	10 890
Appui zones de police	578	295	338	294
Distinctions honorifiques	20 207	13 181	14 971	3 244
Total	69 813	53 135	82 739	91 037

L'année 2022 a confirmé l'augmentation du nombre de screenings effectués préalablement à l'engagement de candidats policiers et civils (CALog), ainsi que de ceux demandés par la Défense. Le nombre de dossiers générés par l'ANS retrouve un volume légèrement supérieur à la période précédant la crise sanitaire.

Habilitations de sécurité

Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale qui, en raison de leur fonction, ont ou doivent avoir accès à des données classifiées ou des locaux, lieux de réunions classifiés, doivent disposer d'une habilitation spécifique. Ces "habilitations de sécurité" ont pour but de protéger les informations sensibles en limitant leur disponibilité.

Habilitations de sécurité octroyées	2019	2020	2021	2022
Confidentiel	10	76	52	8
Secret	753	713	732	681
Très secret	195	247	259	209
Total	958	1 036	1 043	898

En 2022, 70 % des demandes (initiales ou de renouvellement) d'habilitation provenaient de membres de la Police Fédérale.

Sécurité économique et sociale

- Les équipes d'enquête multidisciplinaires (MOTEM) pour une lutte efficace contre la fraude sociale.
- Grand succès pour les actions "flex"!

Approche de la fraude sociale et fiscale : les MOTEM

La collaboration entre la Police Judiciaire Fédérale et les services spécialisés au sein des MOTEM (Multidisciplinair Onderzoeks Team Enquêtes Multidisciplinaires) constitue un outil important dans la lutte contre la fraude sociale et fiscale.

S'agissant de la fraude sociale, ce phénomène a un impact grave non seulement sur les victimes, mais aussi sur l'économie et les pouvoirs publics. La fraude sociale fausse la concurrence et pousse les entreprises honnêtes hors du marché. Les pouvoirs publics perdent des centaines de milliers, voire des millions d'euros, de cotisations sociales.

En 2022, la lutte contre la fraude sociale a été stimulée par l'organisation d'un parcours de formation en ligne composé d'une dizaine de modules. Ce parcours de formation a été développé en étroite collaboration avec l'Institut de formation judiciaire (IFJ) et le Service d'information et de recherche sociale (SIRS) au profit des autorités judiciaires, des différents services d'inspection (SPF ETCS, ONSS, INASTI et les services d'inspection régionaux), ainsi que de la Police Intégrée.

Les MOTEM peuvent également être déployés lors d'actions de contrôle sur le terrain. Ainsi, le dimanche 13 novembre 2022, une [action de grande envergure \(NL\)](#) a eu lieu à Kalken, sur le parking des poids lourds le long de la E17, sous la coordination de la Police Fédérale de la Route de Flandre orientale. L'ensemble des camions présents sur le parking, 129 au total, ont été minutieusement contrôlés. Ces contrôles se sont déroulés sous l'œil attentif de l'Auditorat du travail et du parquet, en collaboration avec de nombreux partenaires, dont la PJF Flandre orientale et les services d'inspection sociale participant à l'opération dans le cadre des MOTEM.

Avec ce type d'actions, la police, la justice et les services d'inspection veulent sensibiliser le secteur du transport et vérifier dans quelle mesure la législation en vigueur est respectée. Ces contrôles contribuent par ailleurs à contrer la concurrence déloyale dans le secteur. Les sociétés de transport qui respectent la loi ne devraient en effet pas subir la concurrence déloyale d'entreprises qui s'abstiennent de réaliser les investissements nécessaires pour leur personnel.



Approche administrative de la fraude sociale et économique

Dans la lutte contre la criminalité organisée et les phénomènes de sécurité, une approche administrative proactive existe aux côtés de l'approche pénale réactive. L'approche administrative vise à ébranler la criminalité organisée au moyen d'un pilier supplémentaire (en plus des piliers judiciaire, policier et financier traditionnels) : le pilier administratif.

Trois centres d'information et d'expertise d'arrondissement (CIEAR d'Anvers, du Limbourg et de Namur) travaillent sur la base de cette approche.



Success Story

Action "flex" dans le Limbourg contre la criminalité liée aux magasins de nuit

Le 11 juin 2022, une action de contrôle coordonnée ("flex") a été menée dans une dizaine de commerces, notamment des magasins de nuit, sur le territoire de la zone de police Kanton Borgloon (Alken, Borgloon, Heers, Kortessem et Wellen). Cette action, réalisée en concertation avec le parquet, a bénéficié de l'appui du CIEAR du Limbourg. Elle a permis de constater diverses infractions sociales et en matière de sécurité incendie.

Les contrôles portaient notamment sur la sécurité des locaux, les conditions de travail ainsi que les réglementations relatives au registre de la population et à l'aménagement du territoire. Aucun des dix commerces contrôlés n'était en conformité avec les prescriptions légales en matière de sécurité incendie. Plusieurs infractions aux règles d'urbanisme ont également été relevées. Les propriétaires ont été sommés de mettre leur bien en ordre.

L'inspection du travail a constaté des infractions aux lois sociales, principalement en matière de Dimona, de documents sociaux, de travail à temps partiel et d'abus de primes Covid. Le SPF Économie a dressé des PV et émis des avertissements concernant le marquage des prix. Le SPF Santé publique a, quant à lui, confisqué de nombreux produits cosmétiques, cigarettes électroniques et produits du tabac non conformes. Dans le cadre de la législation sur les accises, la douane a saisi des produits tels que du tabac pour pipes à eau. Tous les procès-verbaux ont été transmis au parquet du Limbourg et à l'Auditorat du travail d'Anvers.

Lors de cette action "flex" coordonnée, l'équipe de contrôle interdisciplinaire se composait notamment de représentants des pompiers de la zone Zuid-West Limbourg, de l'Inspection du travail, de l'Office national de sécurité sociale (ONSS) et de la douane. Le CIEAR du Limbourg et la zone de police Kanton Borgloon étaient présents en renfort.

Le CIEAR intervient en appui des autorités communales dans leur approche administrative de la criminalité organisée. Il peut s'agir par exemple de faits d'exploitation, de trafic d'êtres humains, de fraude à grande échelle ou de faits de blanchiment ou impliquant des marchands de sommeil. Les actions "flex" doivent permettre que cette criminalité ne s'installe pas dans le tissu local.

Le partenariat international comme clé du succès

- Beau bulletin pour la Belgique lors de l'évaluation Schengen!
- Une coopération internationale renforcée.
- Élection d'un Belge à un important poste international.

Bon bulletin pour la coopération policière dans le cadre de l'évaluation Schengen

En mai 2022, la Commission européenne a reçu le rapport de l'évaluation Schengen en matière de coopération policière menée dans notre pays en juin 2021. Les conclusions générales du rapport sont positives. L'équipe d'évaluation a constaté que *"la Belgique gère efficacement et activement la coopération policière internationale, remplissant les obligations de l'acquis Schengen dans ce domaine"*, et *"qu'elle fait preuve d'un haut niveau d'engagement dans les projets opérationnels internationaux auxquels elle participe"*.

En outre, l'équipe d'évaluation Schengen qualifie le traité de coopération policière du Benelux (conclu le 23 juillet 2018 et régulièrement appliqué et élargi depuis lors, voir ci-dessous) d'*"accord le plus ambitieux en matière de coopération policière dans l'espace Schengen"*.

Accords bilatéraux et multilatéraux

Le 1er juin 2022, le traité bilatéral de coopération policière avec le Maroc est entré en vigueur. L'importance de ce traité, qui s'applique à toutes les formes majeures de criminalité organisée et de terrorisme, réside principalement dans le fait qu'il fournit une base juridique solide pour les échanges bilatéraux d'informations entre les services de police belges et marocains, avec les garanties nécessaires en matière de protection de données à caractère personnel et d'informations classifiées. Par ailleurs, ce traité comporte également une série de dispositions relatives à la nomination et au déploiement d'officiers de liaison bilatéraux.

En 2022, la Police Fédérale a conclu des *Memoranda of Understanding* avec le ministère de l'Intérieur des Émirats arabes unis, la *Royal Thai Police* et le *Department of Special Investigation* du ministère thaïlandais de la Justice. Ces accords visent à renforcer la coopération avec nos services partenaires dans les pays concernés à travers l'échange d'informations, l'organisation de formations et le partage de bonnes pratiques.

Mise en œuvre de la nouvelle réglementation l'UE

Malgré les retards sensibles dans la suite des travaux en 2022, la Police Fédérale a continué à préparer la mise en œuvre, selon un calendrier quelque peu modifié, de plusieurs réglementations de l'Union européenne, tels que le *système d'entrée/sortie* et d'autres éléments des règlements d'interopérabilité, ainsi que les nouveaux règlements SIS (relatifs à l'utilisation du *Schengen Information System*). Ces préparatifs s'inscrivent dans le cadre d'un mécanisme de mise en œuvre multidisciplinaire et visent, entre autres, à mieux harmoniser les différents systèmes d'information européens et à permettre des échanges entre les banques de données.

En outre, la Police Fédérale a continué à contribuer activement, au besoin en collaboration avec la Police Locale, aux négociations au sein des forums compétents de l'UE dans le cadre du règlement Europol adapté (en vigueur depuis juin 2022), de la proposition de screening aux frontières extérieures, de l'Artificial Intelligence Act, du règlement Prüm II, de la recommandation du Conseil sur la coopération policière opérationnelle et de la directive sur l'échange d'informations (en vue de remplacer la décision-cadre suédoise ; entrée en vigueur prévue en mai 2023).

Nouveaux représentants au sein d'Europol et d'Interpol

La Police Fédérale a désigné un représentant supplémentaire au quartier général d'Europol à La Haye en 2022. Cette personne participe à la *Drugs Liaison Task Force*, mise en place en avril 2022 au sein d'Europol, pour renforcer l'échange d'informations en temps réel sur les dossiers liés à la drogue.

Depuis le 1er juillet 2022, la Police Fédérale met un expert à la disposition du secrétariat général d'Interpol à Lyon dans le cadre du projet I-CORE, qui vise à améliorer l'échange international d'informations et de signalements via le canal Interpol.



Peter De Buysscher élu vice-président d'Interpol

Le premier commissaire divisionnaire Peter De Buysscher, directeur de la coopération policière internationale (CGI) de la Police Fédérale, a été élu vice-président Europe du comité exécutif d'Interpol pour un mandat de trois ans. Auparavant, Il représentait déjà la Belgique au sein du conseil d'administration d'Europol. Peter De Buysscher continue par ailleurs à assumer ses fonctions de directeur de CGI.

Depuis 1957, plus aucun Belge n'avait occupé un poste aussi élevé au sein d'Interpol. La police belge renforce ainsi sa place sur la carte mondiale. En tant que vice-président pour l'Europe, Peter De Buysscher est assisté par deux autres vice-présidents (Amérique et Afrique). Tous les trois travaillent sous la présidence d'Ahmed Naser Al-Raisi, des Émirats arabes unis (Asie).

Le commissaire général de la Police Fédérale, Marc De Mesmaeker, qui a accompagné Peter De Buysscher en tant que chef de délégation à l'Assemblée générale de Delhi, a déclaré : *"Ce résultat électoral montre clairement que la police belge joue un rôle important, voire prépondérant, dans la coopération policière internationale et qu'elle est appréciée dans le monde entier pour son rôle dans l'approche transnationale des questions de sécurité. La désignation du directeur de CGI représente également une énorme plus-value pour Interpol : Peter excelle là où la Belgique excelle souvent : la perspicacité et la sensibilité internationales. De par ses nouvelles et importantes responsabilités en tant que vice-président au sein du comité exécutif d'Interpol, il créera encore plus de valeur ajoutée opérationnelle pour les fonctionnaires de police sur le terrain, dans le monde entier."*



Franchir la frontière française sans soucis

La formation "Franchir la frontière sans soucis" vise à familiariser les policiers avec les particularités du travail policier dans les pays voisins (respectivement les Pays-Bas et la France) afin que les actions de police transfrontalières se déroulent le plus harmonieusement possible.

Dans le cadre de la formation concernant les interventions transfrontalières avec la France, une deuxième session *train-the-trainer* a eu lieu à l'académie de police de Namur en mars 2022 (la première avait été organisée dans le Hainaut l'année précédente). Vingt-deux candidats formateurs de Namur et du Luxembourg, dont un collègue français, ont suivi cette formation de trois jours. Une troisième et dernière session pour vingt candidats formateurs de la province de Flandre occidentale a été organisée en mai 2022 à l'école de police de Flandre occidentale (WPS) à Bruges.

En prévision du nouveau traité Benelux, la Police Fédérale, la Landelijke Politie et la Koninklijke Marechaussee (Pays-Bas), ainsi que la police du Grand-Duché de Luxembourg, ont déjà commencé à préparer une nouvelle formation commune sur la coopération policière transfrontalière l'année dernière.



Gestion civile des crises et coopération avec ENABEL

En 2022, des membres de la Police Fédérale ont travaillé en tant qu'experts antiterrorisme pour les délégations de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine (EUDEL Sarajevo), en Indonésie (EUDEL Jakarta) et au Liban (EUDEL Beyrouth).

En outre, la Police Intégrée – via la Direction de la coopération policière internationale de la Police Fédérale (CGI) – a mis au total de neuf membres du personnel (dont sept de la Police Fédérale) à la disposition des missions de gestion civile des crises de l'Union européenne (au Niger, au Mali, en Irak et en Ukraine) et des Nations Unies (Force de police permanente basée à Brindisi). En participant à ces missions, la Belgique entend aider les autorités locales à faire face à la menace terroriste et à d'autres défis en matière de sécurité dans ces régions.

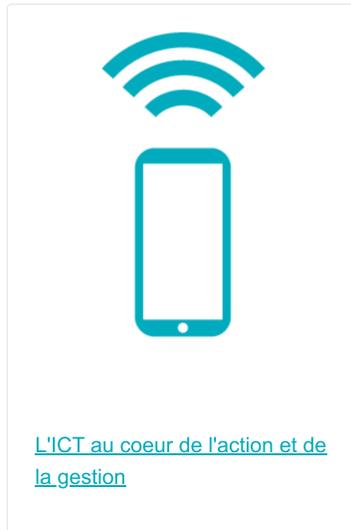
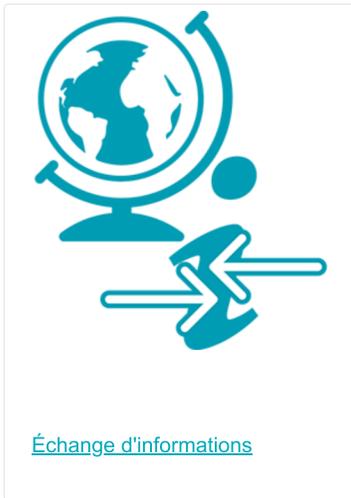
Pour la même raison, la Police Intégrée a poursuivi la mise en œuvre de projets de l'Agence belge de développement ENABEL visant à renforcer les services de sécurité au Burkina Faso et au Bénin. De plus, depuis début 2022, la police belge participe à un projet de coopération entre ENABEL et le ministère de l'Intérieur et les services de police marocains en matière de lutte contre les violences faites aux femmes. Des experts de la police belge fournissent des conseils stratégiques et organisationnels aux partenaires marocains du projet.

Gestion de l'information



[Home](#) / Gestion de l'information

- L'information est peut-être bien l'instrument de travail le plus important de la police.
- C'est elle qui constitue la base de l'action policière, et non l'inverse ; une gestion de l'information fluide et efficace est essentielle pour lutter contre la criminalité et assurer la sécurité publique.
- Les défis dans le domaine de la gestion de l'information sont nombreux : l'innovation technologique et une numérisation pointue doivent rendre l'échange d'informations et le travail policier plus rapides, plus ciblés, plus efficaces et, surtout, plus mobiles.



Échange d'informations

- 583 974 signalements et messages internationaux canalisés.
- Une première à l'aéroport : un "hit" grâce aux empreintes digitales.
- 3 millions d'appels traités par les centrales d'urgence.

Échange international d'informations : Single Point of Operational Contact

Le *Single Point of Operational Contact* (SPOC) de la Police Fédérale est le centre névralgique de l'échange international d'informations policières et des signalements internationaux pour notre pays.

Le SPOC traite l'ensemble des messages en provenance et à destination de services de police étrangers, que ce soit dans le cadre d'enquêtes, de l'ordre public ou de la sécurité. Tous les signalements internationaux passent également par ce service : individus recherchés par des services de police belges ou étrangers, signalements de personnes disparues, de véhicules volés, ou demandes à des collègues étrangers de contrôler ou de localiser telle ou telle personne. Ces communications passent toutes par des canaux sécurisés, comme le canal SIENA d'Europol ou l'application 24/7 d'Interpol.

Le SPOC, qui compte plus de 100 membres du personnel, est 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7 à la disposition des services de police étrangers qui ont une demande à adresser à leurs collègues belges, ou inversement. Outre le siège principal situé à Bruxelles, le SPOC comprend aussi trois centres communs rassemblant la police et les douanes, installés à Tournai, Luxembourg et Kerkrade (NL). Ces centres permettent d'échanger des informations portant sur la coopération policière dans les régions frontalières.

En 2022, le SPOC a traité 583 974 messages (via Interpol, Europol, Schengen, les officiers de liaison) en provenance ou à destination des services de police belges.

Cette année, le nombre de messages SIENA (Secure Information Exchange Network Application, une application d'Europol permettant l'échange d'informations opérationnelles) a augmenté de 36,7 % par rapport à l'année dernière, soit 83 074 messages en 2022 contre 60 770 en 2021.

L'échange d'informations concerne des messages opérationnels (dans le cadre de dossiers d'enquête, de mesures concernant des personnes ou des véhicules, etc.) qui sont enregistrés et traités par le SPOC via Interpol, Europol, les officiers de liaison, les services de police belges ou étrangers, etc.

Le partage d'informations en matière de criminalité organisée s'intensifie. Qu'il s'agisse de criminels en fuite figurant sur la liste Most Wanted de la Police Fédérale et pouvant être arrêtés à l'étranger, de la collecte d'informations sur un suspect étranger dans un dossier belge de stupéfiants ou du démantèlement d'un trafic international d'armes, le SPOC constitue à chaque fois un maillon crucial.

Phénomènes transfrontaliers

Top 5 des délits traités qui relèvent de la compétence d'Europol et sur lesquels le SPOC a échangé des informations :

	2019	2020	2021	2022
1.	Trafic de drogues	Vol et vol qualifié	Vol et vol qualifié	Trafic de drogues
2.	Vol et vol qualifié	Trafic de drogues	Trafic de drogues	Vol et vol qualifié
3.	Fraude et escroquerie	Fraude et escroquerie	Fraude et escroquerie	Fraude et escroquerie
4.	Immigration illégale	Blanchiment d'argent	Blanchiment d'argent	Blanchiment d'argent
5.	Criminalité automobile	Immigration illégale	Immigration illégale	Immigration illégale

Signalements internationaux

La Belgique a effectué 9 486 signalements de personnes dans le Schengen Information System (SIS). Par ailleurs, 11 446 "hits" ont été enregistrés dans notre pays par rapport à des signalements SIS étrangers.

	2018	2019	2020	2021	2022
SIS*	6818	7596	9227	6530	9486
Interpol**	1828	2028	2927	2438	2178
Totaal	8646	9624	12 154	8968	11 664

* SIS : Schengen Information System. Système par lequel des signalements internationaux sont diffusés dans la zone Schengen.

** Interpol : permet de diffuser des signalements (diffusions ou notices) internationaux en dehors de la zone Schengen.

Les signalements internationaux constituent une forme particulière d'échange d'informations : le service de police signalant transmet des informations mais, en même temps, demande qu'une mesure soit prise dans son intérêt propre. Les principales mesures qui peuvent accompagner un signalement international sont les suivantes :

- l'arrestation d'une personne ;
- le refus d'entrée ou de séjour sur le territoire ;
- la localisation et/ou protection d'une personne disparue ;
- la localisation aux fins d'une procédure judiciaire ;
- le contrôle spécifique ou discret, avec ou sans contact immédiat avec le SPOC ;
- la saisie.

Pour l'instant, ces signalements sont toujours effectués manuellement. Les signalements dans le SIS à des fins de "saisie" sont générés automatiquement à chaque fois que la police effectue un encodage dans la Banque de données nationale générale (BNG).

Hits

Un *hit* signifie qu'il y a une correspondance (match) avec une entité signalée internationalement pour laquelle une mesure a été demandée. L'entité ayant réalisé la correspondance peut avoir pris la mesure ou pas.

• Hits belges sur signalements internationaux étrangers

	2018	2019	2020	2021	2022
Schengen Information System (SIS)	8830	11 738	8691	8093	10 074

• Hits étrangers sur signalements internationaux belges

	2018	2019	2020	2021	2022
Schengen Information System (SIS)	6056	7370	4573	4956	3946



Success Story

Une première à l'aéroport : un "hit" grâce aux empreintes digitales

La bonne collaboration entre la Police Aéronautique de Bruxelles-National (LPA BruNat) et les collègues du *Single Point of Operational Contact* (SPOC) a permis d'aider les policiers de l'aéroport à gérer au mieux une situation inédite et de procéder à l'arrestation d'un suspect.

En novembre 2022, une personne a été retrouvée et arrêtée grâce à ses empreintes. Il s'agit d'une première pour l'aéroport de Zaventem ! Lors de son arrivée en Belgique, cette personne a été contrôlée car elle provenait de l'extérieur de l'espace Schengen. On vérifie, dans ce cas, si l'identité de la personne est connue dans les bases de données policières belge et internationales, notamment le SIS et Interpol. La vérification de son identité n'a rien révélé de suspect. Cependant, dans certaines circonstances, les empreintes digitales de la personne peuvent également être comparées avec les empreintes contenues dans les bases de données policières.

Et à cette étape, le système a donné un résultat positif : un signalement pour arrestation existait dans le SIS. Un mandat d'arrêt avait été émis contre elle par les autorités françaises. C'est la comparaison de ses empreintes digitales qui a permis son arrestation. Le suspect utilisait en effet une autre identité que celle qui avait été signalée par les autorités françaises.

Le SIS permet de signaler des personnes recherchées par la police sur la base de leur identité, en y ajoutant également une photo ou des empreintes digitales. Les policiers européens peuvent donc contrôler une personne à la fois sur la base de son identité, mais également en comparant ses empreintes digitales. Sans la comparaison des empreintes, le suspect aurait pu continuer son chemin sans être inquiété.

Traduction

Pour satisfaire les impératifs liés à la messagerie opérationnelle internationale en termes de langues, le SPOC dispose d'une section Traduction qui traduit, dans les délais impartis, les messages à caractère opérationnel (c'est-à-dire liés à un dossier de police judiciaire ou administrative) envoyés par les services de police belges et étrangers principalement via Schengen, Interpol, Europol et les officiers de liaison.

	2018	2019	2020	2021	2022
Traductions réalisées*	15 284	13 774	11 718	10 591	9922
Traductions réalisées*	33,5%	34%	37%	41,5%	44,5%

*La quasi-totalité des traductions concerne des dossiers opérationnels.

**Les traductions concernant des dossiers FLASH sont à traiter dans l'heure.



SIS Recast : les gains d'efficacité au cœur de l'expansion du Schengen Information System (SIS)

La révision (recast) du SIS pour les signalements internationaux doit permettre aux services de police d'obtenir des résultats encore meilleurs dans les dossiers opérationnels revêtant une dimension internationale.

SIS Recast permettra aux services de police de signaler un plus large éventail d'entités dans le SIS. Outre les personnes et les véhicules, des équipements informatiques (ordinateurs, smartphones, etc.), du matériel industriel, des moteurs de bateaux, etc. Peuvent désormais faire l'objet d'un signalement.

Par ailleurs, le SIS se voit doté de fonctionnalités complémentaires et des autorités autres que les services de police nationaux auront également accès à la base de données, notamment Europol, Eurojust, Frontex, l'Administration générale des Douanes et Accises et certains services de la Direction d'immatriculation des véhicules (ceux chargés de l'immatriculation des voitures, entre autres, y avaient déjà accès).

Pour l'entrée en service de SIS Recast (en mars 2023), la Direction de la coopération internationale (CGI) a pris plusieurs initiatives l'année dernière. En octobre 2022, 16 formateurs ont été formés selon le principe "train the trainer". La brochure de référence pour les signalements internationaux a fait l'objet d'une importante mise à jour en vue de l'entrée en service de SIS Recast. Afin d'anticiper les questions des utilisateurs finaux concernant le nouveau SIS, une FAQ a été placée en ligne.

SIRENE pour les suppléments d'information

SIRENE est l'acronyme de *Supplementary Information Request at the National Entries*.

Chaque pays utilisant le Schengen Information System dispose d'un bureau SIRENE en charge des signalements (alerts) internationaux. Ces bureaux ont pour tâche de valider ou de fournir des informations supplémentaires concernant ces signalements.

	2019	2020	2021	2022
Formulaires envoyés par SIRENE Belgique	15 349	12 927	35 428	16 338
Formulaires reçus par SIRENE Belgique	42 267	52 328	58 531	38 191

	2019	2020	2021	2022
Nombre total de formulaires traités	57 616	65 255	93 959	54 529

Échange d'informations et rôle-clé des arrondissements

En matière de gestion de l'information opérationnelle, le niveau arrondissemental joue un rôle-clé grâce aux services d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD). Les SICAD réunissent les centres d'information et de communication provinciaux (CIC), qui réceptionnent et traitent les appels d'urgence, et les carrefours d'information d'arrondissement (CIA).

Appels d'urgence

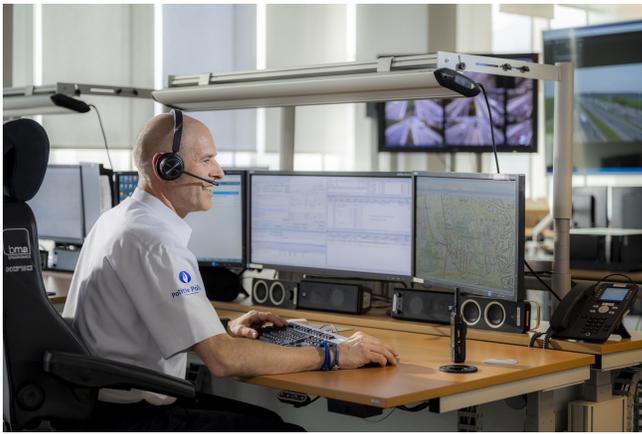
Les appels urgents de la population via les numéros 101 ou 112 (y compris les appels transférés par le 100/112 et les appels provenant de certaines alarmes et de la Banque nationale) sont réceptionnés par les centres d'information et de communication (CIC).

Les appels non urgents sont tous les autres appels reçus, par exemple celui d'une zone de Police Locale ou d'un dépanneur qui téléphone directement à un dispatcher d'un CIC via le numéro de son poste de travail.

En 2022, le nombre d'appels vers les CIC a augmenté de 200 000 par rapport aux années Covid que furent 2020 et 2021. On retrouve donc l'ordre de grandeur de trois millions annuel de la période pré-Covid.

	Total															
	2019		2020		2021		2022		2019		2020		2021		2022	
Flandre occidentale	212 201	190 012	191 482	209 493	12 580	11 770	12 190	12 435	224 781	201 782	203 675	221 928				
Flandre orientale	250 749	235 004	242 036	268 807	10 558	10 468	11 159	11 237	261 307	245 472	253 195	280 044				
Anvers	317 192	281 660	295 843	359 552	98 787	80 043	81 224	78 899	415 979	361 703	377 067	408 451				
Limbourg	161 673	149 429	148 504	153 823	16 506	12 461	12 570	12 406	178 179	161 890	161 074	166 229				
Brabant flamand*	183 194	164 024	165 060	183 742	18 680	16 266	15 367	15 775	201 874	180 290	180 427	199 517				
Bruxelles	443 932	361 199	355 798	391 416	35 312	32 939	38 457	43 681	479 244	394 138	394 255	435 097				
Brabant wallon	82 922	74 978	71 566	82 993	18 766	19 083	16 533	18 322	101 688	94 061	88 099	101 315				
Hainaut	462 495	412 056	375 611	400 057	16 374	16 029	16 816	17 413	478 869	428 085	392 427	417 470				
Namur	155 594	146 443	141 676	146 706	15 493	14 676	14 616	14 783	171 087	161 119	156 292	161 489				
Liège*	365 564	341 041	347 208	350 561	77 912	79 362	81 946	77 486	443 476	420 403	429 154	428 047				
Luxembourg	69 415	66 382	61 622	64 838	19 541	17 957	17 197	17 148	88 956	84 339	78 819	81 986				
Total	2 704 931	2 422 228	2 396 409	2 611 988	340 509	311 054	318 075	289 585	3 045 440	2 733 282	2 714 484	2 901 573				

* Pour les arrondissements d'Hal-Vilvorde et d'Eupen, qui ne disposent pas de leur propre CIC, les appels arrivent respectivement au CIC de Louvain (responsable de tout le Brabant flamand) et au CIC de Liège (responsable des arrondissements de Liège et d'Eupen).



Une réussite pour les Astrid User Days

Après deux ans d'absence, les spécialistes des secours et de la sécurité publique se sont à nouveau retrouvés les 18 et 19 mai au Louvexpo de La Louvière pour l'édition 2022 des Astrid User Days. ASTRID est l'opérateur télécom utilisé par les services d'urgence et de sécurité.

Une soixantaine d'exposants venant de toute l'Europe y ont exposé les nouveautés technologiques en matière de communications critiques, dispatching, géolocalisation, etc.

La Police Fédérale et la zone de Police Locale de La Louvière y étaient présentes avec plusieurs véhicules et tools à découvrir, et un stand de recrutement pour ceux qui souhaitent se lancer dans une carrière policière. Les visiteurs ont notamment pu découvrir les accessoires audio d'une moto de la Police de la Route, l'outil de simulation radio TETRAsim, permettant un e-learning des radios TETRA (une norme développée en Europe pour la communication radio numérique de la voix et des données), le système de caméras fixes temporaires Argos et celui relatif à la reconnaissance automatique des plaques d'immatriculation (ANPR).



Success Story

Alarme harcèlement : alerter la police grâce à un simple bouton

Le 14 mars 2022, la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, Annelies Verlinden, et le ministre de la Justice, Vincent Van Quickenborne, ont présenté conjointement l'alarme harcèlement à Audenarde, un outil précieux dans la lutte contre la violence intrafamiliale et sexuelle. Il s'agit d'un bouton relié via Bluetooth à l'app 112 sur le smartphone de la victime. Lorsqu'il est pressé, ce bouton alerte directement le dispatching de la police au centre d'information et de communication de l'arrondissement (CIC). Le 101 peut alors immédiatement identifier la victime, la géolocaliser et envoyer rapidement une patrouille sur les lieux.

La Police Fédérale, qui coordonne les centres d'information et de communication (CIC), responsables du dispatching, a considéré sa participation à ce projet comme une priorité vu la plus-value qu'il apporte dans la lutte contre ces formes de violence.

Les premiers tests en Flandre orientale et occidentale ont été un succès. À terme, l'alarme harcèlement sera étendue à l'ensemble du pays.

Protection des données à caractère personnel

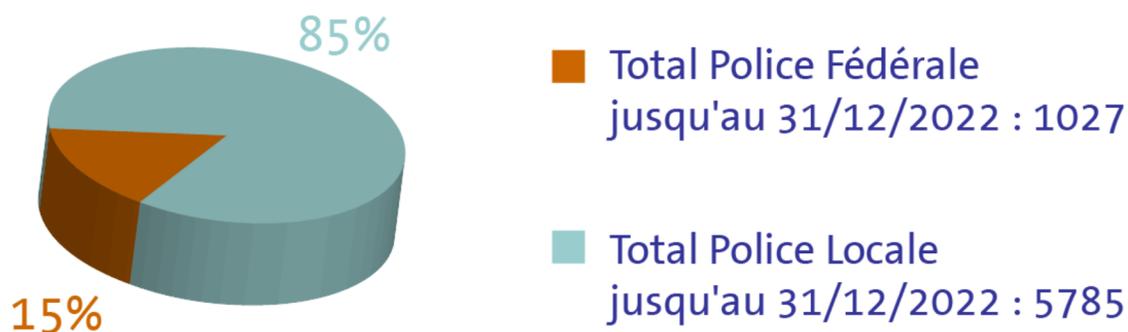
En 2022, diverses actions ont été menées par la Police Fédérale pour garantir la sécurité et la protection des données à caractère personnel.

Ainsi, le service Information Security & Privacy Office du Commissariat général (CG/ISPO) a entre autres :

- participé à l'analyse et la mise en œuvre de propositions d'adaptations législatives et normatives (loi sur la protection des données, loi sur la fonction de police, loi sur la police intégrée, les arrêtés royaux et directives, etc.) pour se conformer à la réglementation sur la protection des données (16 projets de textes légaux/réglementaires) ;
- été mobilisé dans le cadre de 32 avis de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC) ;
- assuré le suivi des demandes d'accès indirect aux banques de données policières via le COC (24 dossiers pour lesquels CG/ISPO a été associé) et effectué les analyses préalables à une éventuelle réforme de l'accès indirect ;
- été impliqué dans 10 incidents et brèches de sécurité ;
- rédigé la politique de sécurité de l'information décrivant le cadre général et les principes directeurs en la matière pour la Police Intégrée.

RegPol, le registre regroupant tous les traitements de la Police Intégrée, continue d'être alimenté activement et, au 31 décembre 2022, il comptait plus de 6 812 traitements enregistrés, dont 1 027 (15 %) effectués par la Police Fédérale.

Statistiques RegPol



L'ICT au cœur de l'action et de la gestion

- Accent sur l'appui digital.
- Cross Border Exchange, une réussite.
- Le procès-verbal électronique (E-PV) est une réalité.

Transformation digitale : i-Police et la police du futur



Le projet i-Police remplacera environ quatre-vingts applications différentes (comme ISLP, FEEDIS, BNG). i-Police rassemblera toutes les informations actuellement dispersées dans différentes banques de données sur une seule et unique plateforme d'information intégrée, avec une nouvelle BNG (Banque de données nationale générale) plus riche en informations qu'auparavant. Cette plateforme d'information sera le fondement par excellence de l'ensemble du projet i-Police.

L'année 2021 s'est clôturée par l'attribution du marché i-Police. C'est l'aboutissement d'une procédure de marché intensive, qui doit sa réussite à la collaboration et aux contributions de nombreux experts techniques et fonctionnels, et collaborateurs de terrain expérimentés.

En 2022, deux projets pilotes ont été lancés pour poser les fondations d'i-Police. Ils se sont focalisés d'une part sur l'échange d'informations avec les instances internationales (Schengen, Interpol, Europol) et d'autre part, sur la compilation d'informations pour la fonction d'Intelligence Led Policing (police guidée par l'information). Pour ce deuxième projet, les techniciens ont étudié comment i-Police peut employer les fonctions de tableau de bord, d'analyses de réseaux et de recherche pour mieux utiliser les nombreuses données dont nous disposons en tant que service de police.

Les policiers de terrain, qui devront utiliser les outils i-Police au quotidien, sont fortement impliqués dans les projets. Leurs feedbacks et besoins sont pris en compte afin d'encore mieux assurer la sécurité des citoyens.

“i-Police est un défi immense”

“i-Police est un défi immense. La contribution de collaborateurs de terrain est essentielle à l'aboutissement de ce projet. D'un autre côté, le projet va aussi changer le travail sur le terrain et permettre de prêter un meilleur appui à nos collaborateurs. La réalité opérationnelle, la formation et l'appui ne seront plus concevables sans le digital.”



PREMIÈRE CONSEILLÈRE DOMINIQUE VAN RYCKEGHEM
directrice générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR)



Success Story

Fin de cavale pour l'escroc britannique

Robert Hendy-Freegard, escroc britannique notoire, a été arrêté par des membres de la Police Fédérale de la Route (DAH) le 2 septembre à Grand-Bigard, quelques jours après avoir fui la France.

Dès le début des années 90, ce roi de la manipulation cherchait à s'enrichir en se faisant passer pour un agent secret. En 2005, il sera arrêté et condamné à la prison à perpétuité pour enlèvements, tromperie et vols. Pas moins de 19 chefs d'accusation sont retenus contre lui. Mais deux ans plus tard, la Justice revoit sa peine. Il est libéré : ses victimes n'auraient pas été séquestrées et étaient libres de s'enfuir.

L'escroc prend alors la fuite vers la France. C'est là que dans le cadre de ses activités, la gendarmerie française se rend à son domicile fin août. Face au contrôle d'identité, le suspect s'enfuit en voiture, blessant au passage deux gendarmes. Un mandat d'arrêt européen est alors émis à son encontre.

Le 2 septembre 2022 vers 16h, la Police Fédérale de la route (WPR) de Flandre orientale est informée par le réseau d'informations frontalières (GIN = Grens Informatie Netwerk) de la présence sur son territoire d'un véhicule signalé dans le *Schengen Information System* (SIS). Assez rapidement, le véhicule est détecté par les caméras ANPR sur l'autoroute E40 en direction de Bruxelles.

Le coordinateur de la WPR Flandre orientale oriente immédiatement les équipes de façon à pouvoir intercepter le véhicule. Trois équipes de la cellule Patrouille et Surveillance (CPS) Flandre orientale sont également envoyées, ainsi qu'une équipe de motards du Poste de circulation de Wetteren. Le véhicule sera finalement intercepté sur l'autoroute E40 à Grand-Bigard en direction de Bruxelles, et le conducteur sera arrêté.

La détection rapide de cette 'figure médiatique' ainsi que sa localisation ont été rendues possibles grâce à l'usage adéquat des réseaux d'informations existants et des moyens techniques mis à disposition (FOCUS et ANPR).

Bouclier national de caméras (ANPR)

Le bouclier national de caméras ANPR (*Automatic Number Plate Recognition*, ou reconnaissance automatique de plaques d'immatriculation), relie l'ensemble des caméras ANPR à un système de gestion central (AMS – ANPR Managed Services) permettant à la police de réagir rapidement au passage de criminels, sur base d'un numéro de plaque signalé. Le réseau ANPR reprend également les radars tronçons.

L'AMS offre trois fonctionnalités de base :

- radars tronçons dans le cadre de la sécurité routière ;
- traitement de hits à partir de listes noires à des fins d'intervention ;

- appui aux enquêtes de recherche.

Fin décembre 2022, le nombre d'utilisateurs policiers ayant accès à l'AMS s'élevait à 19 699, soit une hausse de 30 %. Le nombre de caméras connectées à l'AMS est passé à 1 786, ce qui représente une augmentation de 16 %. Quant au nombre de radars tronçons homologués et traités par les centres régionaux de traitement des amendes routières (CRT), il est lui passé à 281, soit une hausse de plus de 35 %. Cette dernière augmentation a été rendue possible par la mise en service d'un nouveau serveur AMS dédié au traitement des radars tronçons.



Success Story

Une personne disparue retrouvée grâce à l'ANPR

Le 6 août 2022, une personne disparue, âgée de 82 ans et souffrant de troubles de la mémoire, a été signalée par la Police Locale d'Ans/Saint-Nicolas. Grâce aux différents *hits* ANPR constatés au niveau du Service d'information et de communication de l'arrondissement (SICAD) de Liège, le véhicule de la personne a pu être localisé. Le dispatcher au sein du SICAD a pu orienter les équipes sur le terrain. La personne a été retrouvée en bonne santé à Grand-Bigard par une équipe de la Police Locale. Le système ANPR ne sert donc pas qu'à traquer les criminels et les fuyards !

Liens digitaux renforcés avec la Justice

Cross Border Exchange : un taux de succès de 99 % !

Cross Border Exchange (CBE) est un module intégré dans les applications policières en matière de perception immédiate (PI), liées aux infractions de roulage. Dans ce cadre, la Police Intégrée constate et verbalise les résidents belges ou européens (notamment pour des infractions liées à la vitesse constatées par des caméras et des radars tronçons), puis transmet l'information à la Justice via un flux électronique. Celle-ci se charge par la suite de l'impression et de l'envoi de ces perceptions immédiates ainsi que du suivi de leur paiement. Depuis 2021, la signature et le cachet numériques (y compris la *MultiFactor Authentication* ou MFA) ont été intégrés dans ce système.

En 2022, Cross Border Exchange a de nouveau atteint un taux de succès de 99 %, avec un nombre de dossiers qui ne cesse de croître.

Tous les deux ans, l'Institut européen d'administration publique (IEAP) récompense les projets les plus innovants, efficaces et co-créatifs des entités publiques au niveau local, régional et national/européen. Cette année, **CrossBorder Exchange** a été nommé dans la catégorie "**Digital Public Administration**", pour la plus grande fierté de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI).

Nombre	2019*	2020	2021	2022
PV créés	6 300 000	5 801 781	5 819 503	5 896 523
PV transmis vers la BNG judiciaire	2 160 000	2 190 253	1 983 847	2 157 935
Perceptions immédiates	2 270 000	2 088 910	1 957 245	1 791 250
Renseignements enregistrés	5 500 000	4 995 666	5 043 089	5 478 687
Documents produits	13 260 000	11 745 608	11 663 555	12 337 957
Auditions enregistrées	1 450 000	1 228 335	1 266 219	1 344 166
Personnes physiques enregistrées	/**	24 935 159	24 986 764	25 870 043

* Pour une raison technique, les chiffres de 2019 ont été arrondis.

** Chiffre non disponible.



Success Story

Le procès-verbal électronique (E-PV) est une réalité

Le procès-verbal électronique (E-PV) est une version digitale au format PDF du procès-verbal papier. Depuis avril 2022, la police met ses perceptions immédiates en matière de

circulation à la disposition des services de la Justice. Ceux-ci reçoivent une version électronique de la perception immédiate et peuvent la transmettre au citoyen par mail. Toute personne qui commet une infraction au code de la route recevra désormais son amende routière dans sa boîte mail.

BNG/CROSS : pour un meilleur suivi des signalements

L'application BNG/CROSS permet d'effectuer, dans la Banque de données nationale générale (BNG), des signalements et désignements de personnes en matière de police judiciaire.

En 2022, les développements de CROSS Véhicules et Objets et Cross Rapport ont commencé.

Cross Véhicules et Objets permettra d'effectuer, dans la BNG, des signalements et désignements de véhicules et objets dans le cadre d'un dossier judiciaire.

Cross Rapport permettra de faire un rapport policier sur base duquel il sera possible de mettre à jour la BNG, tant au niveau d'informations judiciaires qu'administratives.

Enfin, la première version de Cross Arrest est entrée en phase de test. Avec cette application, nous serons donc en mesure de rassembler les dossiers d'arrestation des individus en un seul endroit.

PacOs : codes-barres sur les pièces à conviction pour un suivi plus efficace

PacOs est l'application servant à la gestion des pièces à conviction de façon digitale avec des codes-barres. Fin 2020, PacOs couvrait 55 % du territoire belge. L'application a été déployée au niveau national en 2021, tant au niveau de la Police Intégrée que de la Justice.

	2019	2020	2021	2022
Saisies judiciaires	1565	53 440	163 682	215 262
- Pièces à conviction saisies (total)	6445	50 802	430 182	484 818
- au sein de la Police Intégrée	2953	18 043	153 613	185 066
au sein de la Justice	3492	32 759	276 659	299 752

* Au près des tribunaux de première instance, de l'Organe central pour la saisie et la confiscation, de l'Institut national de criminalistique et de criminologie.



Success Story

'MyPolice-Belgium, une application pour faciliter la vie des citoyens

[MyPolice-Belgium](#) est une application qui permet aux citoyens d'entrer plus facilement en contact avec la police et de trouver aisément toutes les informations utiles.

L'utilisateur dispose de différents onglets avec les numéros d'urgence, les avis de disparition, le formulaire de déclaration en ligne, les nouvelles locales, les nouvelles fédérales, un lien vers le site de recrutement Jobpol.be...

Il suffit de choisir sa langue et sa commune, et "MyPolice" fait le reste. L'application interagit avec l'ensemble des informations disponibles sur les sites internet des zones de la Police Locale (plus de 90 % des zones s'y trouvent) et de la Police Fédérale. MyPolice-Belgium est disponible dans le store Google Play et l'Apple Store depuis le 19 décembre 2022. Cinq mois après son lancement, l'application compte 17 000 utilisateurs et obtient un score de 4,5 étoiles.

Chaque utilisateur peut transmettre ses remarques pour l'améliorer. Le but étant qu'elle corresponde au mieux aux souhaits des citoyens !

Statistiques policières et Moniteur de sécurité

Le site avec la criminalité enregistrée fait peau neuve

En décembre 2022, le nouveau site web des statistiques de la Police Intégrée a été mis en ligne.

Grâce à ce site web, les citoyens peuvent trouver en un seul endroit les données sur les thèmes de la sécurité autour desquels opèrent les services de la Police Intégrée en Belgique. Le site web présente donc les statistiques policières officielles en matière de criminalité enregistrée, de circulation et de morphologie des services de police, ainsi que les résultats du Moniteur de sécurité des précédentes années.

[Envie d'y jeter un œil ?](#)

Résultats du Moniteur de sécurité 2021

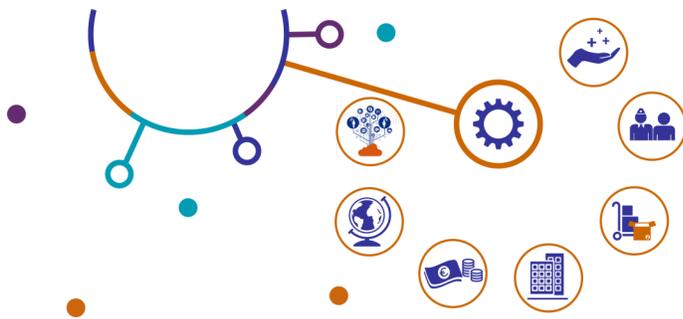
Une enquête à grande échelle a eu lieu en 2021 : le Moniteur de sécurité. Cette enquête est un outil pour obtenir des informations sur la victimisation, le comportement de signalement et divers sujets liés à la sécurité, tels que les éventuels problèmes de quartier, le sentiment d'insécurité et la satisfaction à l'égard du travail de la police en Belgique.

En participant à cette enquête, la population belge peut donner son opinion sur la politique de sécurité.

Au cours de l'année 2022, près de 100 000 réponses au Moniteur de sécurité ont été traitées. La numérisation des questionnaires papier par un partenaire externe a duré près de six mois. L'équipe de la Direction de l'information policière et des moyens ICT (DRI) de la Police Fédérale a ensuite pris le relais pour procéder au traitement statistique et à l'analyse. En octobre, les zones de la Police Locale disposaient de leurs résultats. Les résultats au niveau national ont été peaufinés en décembre.

Les [résultats](#) sont disponibles sur le nouveau site web des données statistiques de la Police Fédérale.

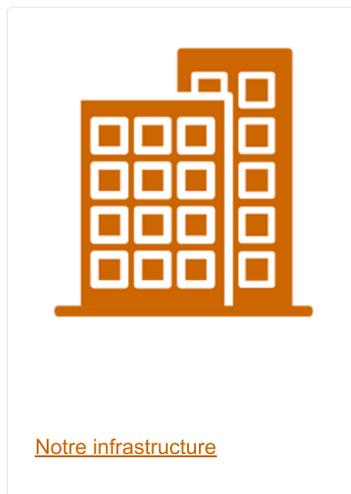
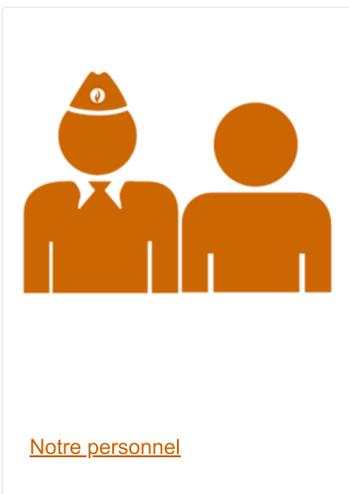
[Envie d'y jeter un œil ?](#)



La Police Fédérale, une organisation

[Home](#) / La Police Fédérale, une organisation

- En date du 31 décembre 2021, la Police Fédérale employait au total 13 965 personnes, dont 10 658 membres du cadre opérationnel (Ops) et 3 307 membres du personnel civil (CALog).
- Le nombre total d'achats de véhicules a considérablement augmenté.
- La campagne "Respect mutuel", dont l'initiative émane du SPF Intérieur, entend faire passer un message positif concernant la police et d'autres métiers de la sécurité, dont les principes essentiels sont le respect mutuel, la connaissance réciproque, l'ouverture de dialogue et la confiance.



Nos valeurs

- La solidarité, une seconde nature pour notre organisation.
- Rôle fédérateur de l'innovation.
- Un *serious game* autour des questions d'intégrité.

États généraux de la police

Plus de vingt ans après la réforme des polices, la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique, Annelies Verlinden, a pris l'initiative en 2021 d'organiser les États généraux de la police (#SEGPoI). La police doit en effet évoluer avec la société pour continuer à remplir au mieux son rôle de prestataire de services aux citoyens. La ministre a donc invité les services de police et ses nombreux partenaires à mener une réflexion sur les besoins futurs de l'organisation et à formuler des pistes concrètes pour l'avenir.

Durant deux ans, les partenaires clés du #SEGPoI – le Centre for Policing and Security (CPS), le Circle of Police Leadership (CPL), le Centre d'études sur la police (CEP), ainsi que la Police Fédérale – ont œuvré, dans le cadre de tables rondes, de séminaires, de journées d'étude et d'ateliers, à la formulation de propositions visant à préparer du mieux possible la police aux nombreux défis de demain. La Police Fédérale a joué un rôle moteur en ce qui concerne des thématiques comme l'intégrité, la diversité, le recours à la force/violence par et contre la police, la synergie avec les partenaires, la coopération policière internationale, etc.

Lors des nombreux événements organisés dans ce cadre, ce sont plus de 1 000 personnes qui se sont rassemblées pour réfléchir, débattre et (ré)inventer.

Les constats et pistes de réflexion nés de cette démarche ont été rassemblés dans un [plan pour la police du futur](#).

Un Mission Statement empreint de valeurs

Les valeurs que la Police Fédérale met en avant dans son [Mission Statement](#) sont les suivantes :

- l'intégrité
- le respect
- l'ouverture d'esprit
- la flexibilité
- l'esprit de service
- la fierté

La Police Fédérale prend des initiatives afin de sensibiliser son personnel à ces valeurs et attirer son attention sur les différents domaines dans lesquels elles peuvent être appliquées. Par ailleurs, elle entend continuer à construire un environnement de travail favorisant la solidarité et la diversité, où le personnel se sent respecté et voit son engagement professionnel reconnu.



La solidarité dans les bonnes comme dans les mauvaises périodes

Le décès soudain de Thomas Monjoie a suscité une vague bleue de solidarité. L'inspecteur de la zone de police Bruxelles-Nord a été tué au cours d'une intervention le 10 novembre 2022. La perte de ce collègue, la manière dont elle s'est produite et la violence de cet acte nous ont frappés droit au cœur.

Le vendredi 18 novembre, la Police Intégrée a rendu hommage à Thomas de manière professionnelle et sereine, mais surtout solidaire et digne. Des milliers de policiers de la Police Locale et de la Police Fédérale, ainsi que des représentants de services de police étrangers, ont formé une impressionnante haie d'honneur le long du trajet du cortège funèbre, entre le funérarium et le

cimetière, en hommage à Thomas et en signe de soutien et de sympathie envers sa famille et ses proches. Partout en Belgique, plusieurs services de police ont pris des initiatives afin d'exprimer leur tristesse, leur sympathie, leur soutien et leur solidarité.

Les nombreuses actions organisées chaque année au sein de la Police Intégrée sont la preuve que la solidarité n'est pas une notion éphémère qui ne se manifeste que lors d'événements douloureux. De nombreux membres du personnel de la police organisent des actions caritatives pour Kom op tegen Kanker, Viva for Life, le Télévie, De Warmste Week ou encore d'autres causes plus modestes.

En mai 2022, la Direction de la communication (CGC) de la Police Fédérale a lancé un site thématique afin de centraliser et de mettre en lumière les actions de solidarité.

Au sein de la Police Intégrée, *Police for Solidarity* est sans nul doute l'action de solidarité la plus importante et la plus visible qui soit mise sur pied par la Police Fédérale et la Commission Permanente de la Police Locale, avec le soutien du Service social. Après une interruption de deux ans, cette course-relais organisée a retrouvé le chemin du Stade Roi Baudouin. La fête fut grandiose. Quelque 3 000 participants et 81 équipes de coureurs étaient présents. Leur objectif principal : contribuer à la bonne cause, mais aussi se retrouver à nouveau entre membres du personnel des services de police locaux et fédéraux.

La Police Fédérale joue la carte de l'innovation

Grâce un travail d'analyse prospective visant à identifier les évolutions sociétales et les nouveaux développements technologiques ayant un impact sur la police, ainsi qu'à l'organisation d'un atelier World Café auquel ont participé plus de 70 membres du personnel, la Police Fédérale a pu élaborer un projet de stratégie d'innovation. Après sa validation par le Comité de direction en 2023, cette stratégie constituera le cadre dans lequel l'approche de l'organisation en matière d'innovation sera développée au cours des prochaines années.

Le service Innovation a déployé une énergie considérable pour mettre en relation, à l'échelle nationale et internationale, des collègues qui travaillent sur des thématiques identiques ou sont à la recherche d'un soutien humain ou financier supplémentaire pour développer et mettre en œuvre des initiatives innovantes. Quelques exemples d'initiatives prises dans ce cadre :

- mise en relation d'unités de terrain spécifiques avec divers Technology Interest Groups (TIG) du European Network for Law Enforcement Technology Services (ENLETS) : *Financial Investigation (accent sur les cryptomonnaies)*, *Public Order*, *C-UAS*, *Operational Centers*, *Procurement*, *Digital Workplace*...
- mise en relation d'unités de terrain spécifiques avec les Core Groups du EU Clearing Board : *Speech to text transcription tools*, *Darknet monitoring tools* et *Online policing* ;
- participation active du service Innovation au *Strategic Group on Horizon Scanning and Technology Foresight* du EU Clearing Board. Un projet a par ailleurs été présenté à cet effet, en collaboration avec la France, dans le cadre d'Horizon Europe ;
- direction active de l'*eXtended Reality Coregroup* du EU Clearing Board par le service Innovation et la Police Judiciaire Fédérale (PJF) du Limbourg. Ce Coregroup réunit neuf pays de l'Union européenne qui travaillent sur le premier use case, un stand de tir virtuel ;
- contribution intense du service Innovation aux travaux des réunions StraTalks d'INTERPOL, qui développent notamment un document de réflexion sur la police du futur (2030), une capacité *Horizon Scanning and Technology Foresight*, ainsi qu'un guide sur les processus de digitalisation au sein des services de police.

En 2022, une série d'initiatives en matière d'innovation ont été prises en partie grâce à un budget spécialement dédié à cette fin. À titre d'exemple, des projets de formation ont été soutenus (applications de réalité virtuelle, sensibilisation à l'innovation), des outils ont été acquis pour optimiser les constatations sur le terrain (scanning 3D d'accidents de la route, descentes de police virtuelles sur des scènes de crime, drones) et des applications de traitement de données ont été mises en place.

En septembre a été officiellement inauguré le premier et unique "eXtended Reality Lab", qui accueille des équipes de la Police Fédérale et de la Défense afin de collaborer à diverses applications virtuelles. Dans ce cadre, une première initiative a consisté à créer une *Shooting House*, au sein de laquelle les Forces spéciales de la Défense et les Unités

spéciales de la Police Fédérale peuvent se préparer à des missions spécifiques de manière virtuelle mais fidèle à la réalité.

La Police Intégrée et Kazerne Dossin

La Police Intégrée collabore avec Kazerne Dossin depuis 2014 afin de donner aux policiers et policières de demain des formations en lien avec la diversité, les relations internes et le bien-être au travail.

Dans le cadre d'un programme baptisé "Holocauste, Police et Droits de l'homme" (HPDH), quatre formations distinctes – élaborées en partenariat avec UNIA, le Centre interfédéral pour l'égalité des chances – sont dispensées aux participants :

- Accompagnateur "Holocauste, police et droits de l'homme"
- Holocauste, police et droits de l'homme (Faire face aux dilemmes)
- Holocauste, police et droits de l'homme à destination des dirigeants. Appréhender concrètement l'intégrité dans mon service
- Polarisation : une menace ou une aubaine pour la police ?



Success Story

Kazerne Dossin fête ses 10 ans d'existence

En 2022, Kazerne Dossin, à Malines, a fêté son dixième anniversaire en tant que mémorial, musée et centre de documentation sur l'Holocauste et les droits de l'homme.

La formation "Holocauste, police et droits de l'homme" (HPDH) y est dispensée depuis neuf ans déjà. Dominique Van Ryckeghem, directrice générale de la gestion des ressources et de l'information de la Police Fédérale, a concouru à la création du projet HPDH : *"En ces temps de polarisation et de guerre, la formation HPDH offre de précieux éléments pour mieux comprendre certains phénomènes, comme la pression du groupe et les dilemmes éthiques."*

En 2020, Kazerne Dossin et la police avaient renouvelé l'accord de coopération qui les lie autour de ce projet. Celui-ci a également reçu le soutien d'Annelies Verlinden, la ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique : *"Le racisme et la discrimination n'ont leur place ni dans notre société, ni à la police. L'intégrité et la diversité sont des pierres angulaires de notre service au citoyen. C'est pourquoi la collaboration entre la Police Fédérale et Kazerne Dossin est si importante. Nous devons continuer d'investir – et nous le ferons – dans le respect, la confiance et la compréhension mutuels."*

Les accompagnateurs de la formation sont issus du monde policier et ont été directement formés à cet effet à Kazerne Dossin. Certaines de ces personnes sont des collègues pensionnés. À l'automne 2022, un nouveau groupe de quatorze collègues a entamé la formation "accompagnateur HPDH", un signal clair que le monde policier est engagé et motivé pour soutenir ce projet unique.

Formation "Holocauste, police et droits de l'homme"

Entre 2014 et 2022, 13 773 membres du personnel de la police ont suivi la formation "Holocauste, Police et Droits de l'homme" (HPDH), certains en tant qu'aspirants dans le cadre de la formation de base, d'autres en vue d'un recyclage en cours de carrière.

	2018		2019		2020		2021		2022	
Formations	Sessions	Personnes formées								
Utilisateurs	93	1636	129	2390	40	530	57	697	119	1768
Dirigeants	2	23	1	8	/*	/	/*	/	/*	/

Formation "Polarisation" : une menace ou une aubaine pour la police ?

Les attentats de Bruxelles en 2016 ont provoqué un véritable bouleversement au sein de la Police Intégrée. Ces événements ont à nouveau mis en évidence l'importance de reconnaître et de comprendre la polarisation de notre société, mais surtout d'y faire face. La cellule Diversité de la Police Fédérale a développé une formation d'une journée consacrée à cette thématique.

En 2022, 267 personnes y ont participé, contre 314 en 2021. D'après les résultats des évaluations, les participants sont satisfaits de la formation et des connaissances qu'ils y ont acquises.



Faire face aux dilemmes policiers : un *serious game*

L'intégrité est l'une des valeurs centrales des services de police. Cette valeur essentielle est d'ailleurs mise en avant comme valeur fondamentale dans notre Code de déontologie. Chaque membre du personnel se doit d'agir conformément aux valeurs et normes applicables, ainsi qu'aux règles y afférant. Cependant, ce n'est pas toujours aussi simple sur le terrain, car nous sommes tous confrontés à des dilemmes éthiques.

Face à un questionnement éthique, pour toute décision prise, il en résulte toujours un "coût moral" à assumer. Il faut donc être pleinement conscient des conséquences possibles de ses choix, non seulement pour soi-même, mais aussi pour les autres parties prenantes.

Le "*serious game*" hybride, développé à la police, vise précisément à entraîner les membres du personnel à prendre des décisions lorsqu'ils sont confrontés à des dilemmes éthiques. Au moyen d'un jeu de plateau et d'un module numérique complémentaire, cette initiative a pour but de sensibiliser les (futurs) collaborateurs et collaboratrices de la police aux questions d'intégrité, à provoquer des débats en groupe sur des situations délicates et à promouvoir les comportements éthiques de façon ludique.

Alors qu'il venait à peine d'être terminé, le projet Faire face aux dilemmes policiers, a *serious game* a déjà remporté deux prix prestigieux l'année dernière.

Les Publica Awards mettent en lumière des projets inspirants émanant du secteur public. Le 18 mars, le *serious game* s'est vu décerner le prix du public dans la catégorie "Safety & security".

Le 7 octobre, il a en outre reçu le CPL Award du "meilleur projet d'intégrité". Décernés par le Circle of Police Leadership, les CPL Awards mettent à l'honneur des projets remarquables réalisés au sein de la police belge.

L'année dernière, le *serious game* a été intégré dans la formation de base des aspirants. Plusieurs écoles de police (Paulo et Pivo) l'utilisent déjà activement. Le *serious game* a également été développé du côté francophone. L'équipe CG/Integrity du Commissariat général de la Police Fédérale en assure la coordination.

Respect mutuel : une thématique à l'ordre du jour et en image tout au long de l'année

En 2022, le calendrier de la Police Fédérale était placé sous le signe du respect mutuel. Cette thématique trouve son origine dans deux initiatives : la campagne Respect, lancée en interne en 2019 pour rappeler à chacune et chacun l'importance de respecter ses collègues, et la campagne mise en place par le Service public fédéral (SPF) Intérieur en novembre 2021 pour promouvoir le respect mutuel entre les citoyens et les métiers de la sécurité. Le message est le suivant : "C'est en apprenant à mieux se connaître l'un l'autre que l'on peut se respecter davantage".

Les 12 photos du calendrier ont été exposées aux Jardins de la Couronne, l'un des bâtiments principaux de la Police Fédérale à Bruxelles. Chacune d'entre elles montre un "check" à l'aide du poing, symbole de la campagne "Respect mutuel", dans différentes situations.

Le thème annuel du calendrier a servi de fil conducteur en 2022 à une campagne de communication menée en interne et sur les médias sociaux.

Chaque année, la Police Fédérale met en avant le thème de "l'inclusion des personnes porteuses d'un handicap", en marge de la Journée internationale des personnes handicapées. En montrant comment l'inclusion de ces hommes et femmes la renforce, notre organisation met en exergue l'importance de leur intégration. Il reste toutefois un long chemin à parcourir. Un arrêté royal prévoit que les personnes porteuses d'un handicap doivent constituer 3 % de l'effectif du personnel au sein de chaque organisation fédérale. Dans le cas de la Police Fédérale, seul le personnel civil (CALog) est concerné. Ce chiffre est en hausse : Il est passé de 0,16 % en 2019 et 2020, à 0,51 % en 2021, puis à 0,53 % en 2022.



Protocoles de coopération avec Womenpol et Rainbow Cops

Ce n'est pas un hasard si le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes, a été retenu pour la signature d'un protocole de coopération entre la Police Fédérale, la Police Locale et l'asbl Womenpol, le Réseau des femmes policières belges. Ce protocole est un engagement de principe par lequel les partenaires visent une collaboration plus structurelle. Il implique notamment une collaboration plus poussée entre Womenpol et l'Académie nationale de police (ANPA), le service Proleader et la cellule Diversité de la Direction générale de la gestion des ressources et de l'information (DGR) de la Police Fédérale. La Police Fédérale facilitera les activités de Womenpol. Une concertation sera par ailleurs organisée régulièrement entre Womenpol, la Police Fédérale et la Commission Permanente de la Police Locale.

L'objectif commun est de veiller à une ouverture d'esprit chez toutes et tous afin de permettre la diversité dans l'ensemble des composantes de l'organisation, dans le but de rendre celle-ci encore meilleure. La Police Intégrée doit être le reflet de la société, mais pas par l'instauration de quotas ou d'une politique de discrimination positive.

Depuis le 17 mai 2022, les policiers LGBTQIA+ (lesbiennes, gays, bisexuel·le·s, transgenres, queers, intersexué·e·s, asexuel·le·s) bénéficient également d'une reconnaissance officielle interne à travers un protocole entre les Rainbow Cops, le SPF Intérieur, la Police Fédérale et la Commission Permanente de la Police Locale, signé à l'occasion de la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie. Ce protocole est un signal fort : celui d'une Police Intégrée qui entend représenter une société diversifiée, fondée sur le respect mutuel.

Le protocole précise notamment que l'asbl Rainbow Cops Belgium LGBTQIA+ Police peut utiliser les canaux et moyens de communication de la Police Fédérale pour communiquer ses initiatives nationales, ainsi que l'infrastructure de cette dernière pour l'organisation de ses assemblées, réunions, journées d'étude et formations.

Transparence et rendre compte : les questions parlementaires

Le Parlement, dans sa fonction de contrôle, dispose entre autres de la possibilité de poser des questions – écrites ou orales – aux membres du gouvernement.

Pour ce qui concerne les questions relatives au fonctionnement de la Police Fédérale, les ministres de tutelle reçoivent notre appui, via les secrétariats administratifs et techniques (SAT), en vue de la préparation des réponses.

En 2022, 1 200 questions parlementaires orales et écrites concernant la Police Fédérale ont été adressées aux ministres de tutelle (1 369 en 2021).

Notre personnel

- 14 068 collaborateurs au service des autorités et de la population.
- Un label en matière de bien-être, ressources humaines et sport.

Effectif de la Police Fédérale

L'analyse de l'effectif de la Police Fédérale à la date du 31 décembre 2022 par rapport au 31 décembre 2021 indique que le déficit (manque de personnel par rapport à la capacité prévue) du personnel opérationnel reste relativement stable (15,60 % en 2021 contre 15,40 % en 2022). Le déficit de personnel administratif et logistique a légèrement diminué (3,81 % en 2021 contre 2,15 % en 2022).

	Hommes				Femmes				Total			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
Cadre Opérationnel												
Commissaire divisionnaire	160	175	169	159	16	23	24	25	176	198	193	184
Commissaire	927	858	828	772	129	137	144	155	1 056	995	972	927
Inspecteur principal	2 328	2 331	2 354	2 294	409	414	463	474	2 737	2 745	2 817	2 768
Inspecteur	4 125	4 208	4 272	4 253	1 161	1 221	1 318	1 365	5 286	5 429	5 590	5 618
Agent de police	9	8	5	4	14	14	12	12	23	22	17	16
Assistant de protection	37	29	22	21	/	/	/	/	37	29	22	21
Agent de sécurisation	401	522	580	686	23	91	115	146	472	613	695	832
Assistant de sécurisation	332	311	301	278	49	48	48	48	381	359	349	326
Coordonnateur de sécurisation	4	4	3	3	/	/	/	/	4	4	3	3
Cadre administratif et logistique												
Niveau A	263	260	277	291	452	448	500	523	715	708	777	814
Niveau B	362	364	381	398	518	531	587	596	880	895	968	994
Niveau C	417	427	455	467	710	699	745	756	1 127	1 126	1 200	1 223
Niveau D	228	219	222	212	158	151	140	130	386	370	362	342
Total	9 593	9 716	9 869	9 838	3 687	3 777	4 096	4 230	13 280	13 493	13 965	14 068

	Hommes				Femmes				Total			
	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022	2019	2020	2021	2022
Cadre Opérationnel												
Différence	Hommes: -0,31%				Femmes: +3,17%				Total: +0,73%			

Explication du tableau ci-dessus

Ces chiffres représentent, à la date du 31 décembre 2022, le personnel des trois directions générales et du Commissariat général de la Police Fédérale, à l'exclusion des membres du personnel engagés sur les crédits du Fonds de la sécurité routière ainsi que des aspirants agents de sécurisation n'ayant pas réussi leur formation et se trouvant détachés dans l'attente d'une nouvelle formation. Ne sont pas non plus compris dans ces chiffres : le personnel prévu par financement alternatif (détachés auprès des Comités P et R, etc.), le personnel d'entretien, les aspirants, le personnel du Secrétariat social (SSGPI), le personnel de l'Horeca, le personnel de l'Inspection générale (AIG) et de l'Organe de contrôle de l'information policière (COC), les membres du personnel détachés auprès de la Police Locale contre paiement, le personnel des secrétariats administratifs et techniques (SAT), de l'Organe de coordination pour l'analyse de la menace (OCAM) et du SHAPE, ainsi que les membres du personnel ayant opté pour une non-activité préalable à la pension.



Activités du Service médical au profit de la Police Intégrée

Le Service médical est chargé de l'organisation et de l'exécution d'activités d'expertise, d'administration, de contrôle et de conseil médicaux. Les membres du personnel de la Police Fédérale et de la Police Locale peuvent se rendre dans les centres médicaux provinciaux (CMP) afin d'y consulter un médecin curatif. Ces activités sont réalisées par des médecins externes, qui utilisent les infrastructures existantes mais organisent les consultations en gestion propre.

Consultations	2018	2019	2020	2021	2022
Contrôle et conseil*	10 052	11 217	4 321	5 403	6 821
Médecine curative**	11 893	9 012	5 519	3 618	2 177
Missions opérationnelles***	334	352	170	329	417
Prises en charge d'urgence	118	75	47	28****	47
Total pour les centres médicaux provinciaux (CMP)	22 487	19 447	10 010	9 378	9 928

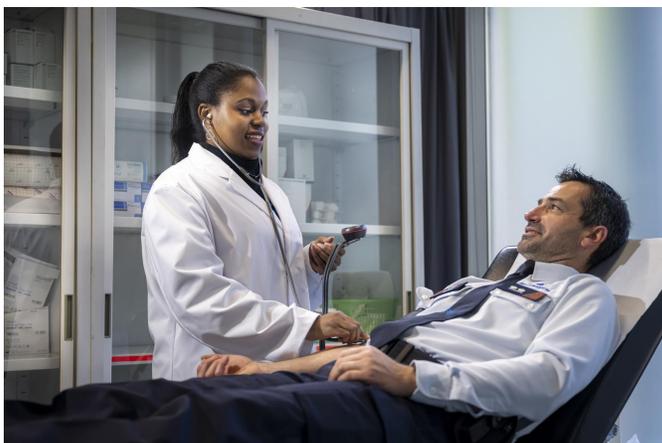
* Conseil et contrôle : sont effectués par le même médecin. Le mode d'enregistrement pour le suivi, la consultation, la préparation et le contrôle peut varier d'un CMP à l'autre.

** Médecine curative : est assurée par des médecins gérant leur agenda de manière autonome. La médecine curative n'est plus organisée par le

Service médical. C'est pourquoi nous ne disposons pas de toutes les statistiques pour ces consultations.

*** Le Service médical propose son appui pour les activités ou les exercices à risques (maintien de l'ordre, exercices Molotov, Unités spéciales...).

**** Forte diminution en raison du travail à domicile et de l'annulation des épreuves sportives dans le cadre de la pandémie.



Activités du Stressteam

Le Stressteam de la Police Fédérale travaille tant pour la Police Fédérale que pour la Police Locale.

De nombreuses zones de la Police Locale disposent également de leur propre Stressteam/service de prévention, ou collaborent avec des services de prévention externes et/ou des équipes d'assistance provinciales. C'est pourquoi les chiffres sont moins élevés pour la Police Locale.

Interventions/entretiens* pour des problématiques psychosociales

Appui du Stressteam à la Police Fédérale	2018	2019	2020	2021	2022
Intervention de crise	247	187	171	262	218
Débriefing émotionnel	15	15	10	26	13
Trauma	217	333	490	495	421
Burn-out	422	504	580	591	451
Dépression	164	212	260	192	102
Violence contre les policiers	35	187	40	70	64
Covid-19**	/	/	52	13	0

* Une intervention équivaut à un rendez-vous ou à un long entretien téléphonique.

** Interventions/entretiens en lien avec la Covid-19, par exemple pour des faits de violence envers la police dans le contexte du contrôle des mesures Covid.

Appui du Stressteam à la Police Locale	2018	2019	2020	2021	2022
Intervention de crise	54	56	96	104	168
Débriefing émotionnel	30	23	19	5	9
Trauma	42	51	82	71	89
Burn-out	21	37	143	64	20
Dépression	3	3	30	6	3
Violence contre les policiers	20	56	87	63	109

Appui du Stressteam à la Police Locale	2018	2019	2020	2021	2022
Covid-19*	/	/	4	4	0

* Interventions/entretiens en lien avec la Covid-19, par exemple pour des faits de violence envers la police dans le contexte du contrôle des mesures Covid.

Le nombre d'interventions ciblées du Stressteam n'est pas prévisible et est dans une large mesure lié aux événements et incidents, en particulier pour ce qui est de l'aspect "burn-out" et trauma.

Bien-être et prévention (CGWB) au profit de la Police Fédérale

La Direction interne pour la prévention et la protection au travail (CGWB) de la Police Fédérale a pour mission d'assister l'employeur, les dirigeants et les membres du personnel dans l'application de la réglementation relative au bien-être des travailleurs. Elle est également impliquée dans toutes les mesures et activités de prévention.

CGWB compte dans ses rangs des conseillers en prévention disposant d'une spécialisation (sécurité du travail ou safety, médecine du travail, aspects psychosociaux, ergonomie, hygiène du travail). La direction gère également le réseau des personnes de confiance.

Formations et sensibilisation au profit de la Police Fédérale

Campagnes/Sensibilisation/Formations	2019	2020	2021	2022
Publications Prevention InfoNews (newsletter pour la Police Fédérale)	7	12	12	13
Publications PolNews (articles site web interne police)	27	29	20	16
Sessions d'information sur les différents aspects du bien-être au travail	28	71	22	28
Formations données sur les différents aspects du bien-être au travail	47	45	48	58

Dossiers individuels concernant les aspects psychosociaux de la Police Fédérale

245 membres du personnel de la Police Fédérale ont introduit une demande informelle d'assistance psychosociale auprès des personnes de confiance et des conseillers en prévention spécialisés.

Procédures informelles*	2019	2020	2021	2022
Avis	84	90	77	97
Entretiens	79**	66	83	92
Interventions auprès d'un tiers	14	16	26	29
Conciliations	14	15	16	27
Sous-total	191	187	202	245

Procédures formelles***

Collectives	/	1	2	1
Individuelles risques psychosociaux	/	0	0	1
Individuelles pour faits de violence/harcèlement moral ou sexuel au travail	13	9	11	7
Sous-total	13	10	13	9

Registre des faits de tiers****

Violence physique	/	4	13	6
Violence psychique	/	3	1	1

Harcèlement moral au travail	12	0	1	0
Harcèlement sexuel au travail	0	0	0	0
Violence physique & psychique et autres*****	1	12	12	5
Sous-total	13	19	27	12
Total	204	216	242	266

* Les interventions informelles ont pour but de rétablir un climat de travail serein en écoutant le travailleur concerné, en le conseillant et en le recevant en entretien pour l'accompagner dans la résolution de sa problématique, en intervenant éventuellement auprès d'un tiers impliqué dans la problématique (collègue, chef) ou en organisant une conciliation.

** Affinage des statistiques : il y a une différence entre les conseils et les entretiens. Chaque demandeur reçoit un conseil. Si ce conseil est suffisant, le demandeur ne sera pas reçu en entretien.

*** En cas de procédure formelle, les risques psychosociaux identifiés dans la situation sont décrits dans un rapport à l'employeur et des mesures de prévention et de protection sont proposées afin de résoudre le problème mentionné dans la demande et d'éviter qu'il ne se reproduise.

**** En cas de violence, de harcèlement moral ou sexuel au travail de la part d'un tiers, le travailleur concerné peut informer, anonymement ou pas, son employeur via le registre de faits de tiers.

*****Violence physique & psychique et autres : reprend l'ensemble des points repris ci-dessus.



Success Story

La Police Fédérale du Limbourg fière de son label *Sportbedrijf*

À l'occasion du gala des CPL Awards décernés par le Circle of Police Leadership le 7 octobre 2022, le prix du public est revenu à la Direction de coordination et d'appui de la Police Fédérale du Limbourg. Un beau couronnement pour le projet "Duurzaam omgaan met menselijk kapitaal" ("Utilisation durable du capital humain"), qui met en avant la gestion des talents et une politique dynamique en matière de santé. Le projet comprend notamment une offre collective de sports, qui a valu à ses initiateurs de se voir décerner le label très convoité de [Sportbedrijf](#) par Sport Vlaanderen, le département des sports de l'administration flamande, l'été dernier.

Il s'agit d'une forme de reconnaissance pour les employeurs qui investissent dans la santé de leurs collaborateurs. La Police Fédérale du Limbourg, et plus précisément la Direction de coordination et d'appui (DCA) et la Police Judiciaire Fédérale (PJF), qui partagent les mêmes bâtiments, dispose d'une large offre collective de sports, avec l'appui de Sport Vlaanderen mais surtout avec des ressources propres.

L'organisation des activités sportives s'inscrit dans le cadre de la politique en matière de sport de la Police Fédérale. Les collègues sont encouragés à profiter de leur "heure de sport" pour favoriser au maximum l'équilibre vie professionnelle/vie privée en participant à des sessions collectives.

Surveillance médicale de la santé des travailleurs

Le service Médecine du travail assure les missions liées à la surveillance de la santé des membres de la Police Fédérale. À cet effet, le service est composé de conseillers en prévention, de médecins du travail, d'infirmières et de collaborateurs administratifs.

	2019	2020	2021	2022
Travailleurs soumis à au moins une évaluation de santé périodique annuelle	12 700	12 994	14 158	14 403
Travailleurs sur un poste de sécurité	6 415	3 572	3 057	2 369
Travailleurs sur un poste de vigilance	247	187	173	147
Travailleurs avec un risque particulier	1 308	766	611	522

	2019	2020	2021	2022
Catégories spéciales (handicapés, jeunes, stagiaires, élèves, étudiants, travailleuses enceintes ou allaitantes, intérimaires, ALE)	40*	8	9	3
Total	8 010	4 533	3 850	3 041

* Un plus grand nombre d'étudiants ont été engagés et l'encodage du type de travailleur est également plus précis grâce à l'amélioration du programme de suivi MedWAN.

Sécurité du personnel

Le service *Safety* assure les missions liées au domaine de la sécurité au travail. À cet effet, le service est composé de conseillers en prévention sécurité qui entreprennent toutes sortes d'actions dans ce domaine.

	2019*	2020	2021	2022
Activités d'analyse <i>Rapport circonstancié pour accident de travail grave, mesures indicatives, dossier d'achat, observation</i>	477	399	252	377
Formulation d'avis <i>Analyses des risques, demandes de matériel (DMAT), commission d'évaluation du matériel (CEM), soumission, dossier de prévention incendie, rapport de visite des lieux de travail</i>	473	650	604	913
Activités de collaboration <i>Rédaction d'analyses des risques des tâches et missions, commission, groupe de travail</i>	219	195	280	542
Traitement des accidents du travail en ce compris le travail d'analyse**	1 260	934	1 068	1 286
Activités aux Comités de prévention et de protection des travailleurs <i>(en ce compris celles du directeur)</i>	84	133	224	443

*Les rapports complétés par les conseillers en prévention/Safety ont été adaptés dans le courant de l'année 2021 afin d'obtenir une meilleure compréhension sur les types d'activités réalisées. Cependant, en 2019, nous ne différencions pas les analyses de risque pour des avis/recommandations, des participations aux analyses de risques.

** Un accident du travail implique qu'il y ait une possibilité d'incapacité de travail alors qu'un incident implique un événement ou un dysfonctionnement n'entraînant pas de blessure.

Activités vétérinaires au profit de la Police Intégrée

Nos fidèles auxiliaires à quatre pattes nécessitent aussi des soins. La Police Fédérale dispose à cet effet d'un service vétérinaire, qui soigne également certains chiens de nos collègues des zones de la Police Locale.

Consultations	2018	2019	2020	2021	2022
pour des chiens de la Police Fédérale	443	787	845	782	725
pour des chiens de la Police Locale	180	214	573	168	248
pour des chevaux	5 784	2 700	4 281*	3 912	875**
Consultations externes pour des chevaux réformés***	171	242	269	242	316
Total	6 578	3 943	5 968	5 104	2 164

* Cette augmentation est largement due à l'âge moyen des chevaux qui est aujourd'hui assez élevé. Des problèmes surviennent (arthrose, dentition). Cela demande de la rééducation et des contrôles réguliers.

** Les consultations de routine ne sont plus comptabilisées.

*** Les chevaux "retraités" ou "réformés" sont des chevaux qui, ne pouvant plus être engagés dans des missions, sont hébergés chez des personnes qui veillent sur eux durant leur retraite. Ils restent toutefois la propriété de la Police Fédérale.

Notre matériel

- Un travail sur mesure pour un service sur mesure.
- 12 724 110 euros d'investissements.
- Renouvellement du parc automobile.

Véhicules

En 2021, nous avons réalisé d'importants investissements dans des véhicules portant le striping et le logo de la police. En 2022, nous avons mis l'accent sur les véhicules anonymes.

Véhicules achetés	2020	2021	2022
Véhicules anonymes	278	384	194
Véhicules portant le logo de la police	157	208	31
dont des véhicules sur le budget spécial DAB (non récurrent)	27	27	0
dont des véhicules lourds (> 3,5 tonnes, dont des bus, des blindés, des arroseuses...)	4	1	1
dont des véhicules hybrides	30	52	3
Total	496	672	225

* Il ne faut PAS additionner les trois nombres pour obtenir le nombre total de véhicules. Les véhicules lourds sont en effet déjà comptabilisés dans les véhicules anonymes ou portant le striping de la police.

Véhicules de service à la Police Fédérale *	2020	2021	2022
Véhicules anonymes (Direction de sécurisation (DAB) non compris)	2 267	2 453	2 625
Véhicules portant le logo de la police	1 401	1 451	1 271
Véhicules lourds	110	110	111

* Il ne faut PAS additionner les trois nombres pour obtenir le nombre total de véhicules. Les véhicules lourds sont en effet déjà comptabilisés dans les véhicules anonymes ou portant le striping de la police.



Delfine Persoon baptise le nouveau navire SPN-01

Le 30 mai 2022, la Police de la Navigation (SPN) a officiellement baptisé son nouveau navire de patrouille, le SPN-01. La marraine n'est autre que Delfine Persoon, première inspectrice et championne du monde de boxe.

Le nouveau navire de la Police de la Navigation est équipé des technologies les plus modernes et de matériaux faciles d'entretien. De nombreuses mesures écologiques ont été intégrées dans sa conception. Ses moteurs fonctionnent ainsi avec du carburant à faible teneur en soufre et la consommation est bien plus faible que celle du précédent bateau de patrouille. Les moteurs

approvisionnement directement l'ensemble du navire en électricité et la chaleur qu'ils produisent est récupérée pour alimenter la majeure partie du chauffage à bord.



Success Story

Des véhicules adaptés aux besoins de nos chiens et de leurs maîtres

Le service Fleet de la Direction de la logistique a lancé un projet en 2022 qui vise à équiper les nouveaux véhicules de la Direction d'appui canin (DACH).

43 des nouveaux véhicules doivent tous être équipés pour répondre aux impératifs opérationnels des différentes unités canines : opérationnalité et confort pour les maîtres et pour les chiens, en tenant compte des nécessités techniques et budgétaires. Un enjeu d'aménagement de taille !

Grâce à la coopération interne de notre service Fleet et la Direction d'appui canin, de nouvelles synergies ont été créées. Elles ont permis d'accroître l'expertise et le savoir-faire de chacun.

Opérationnalité, benchmarking, enthousiasme, sécurité, ergonomie et confort des hommes et des animaux sont les maîtres mots de ce projet.



Armes et munitions

En matière d'armement individuel (arme à feu, matraque télescopique, spray, menottes, accessoires...), nous avons dépensé 1 627 360 euros au profit de la Police Fédérale.

Achats d'armes et de munitions *	2020	2021	2022
Armes individuelles	1 288	0**	0
Montant	512 907 €	139 269 €	/
Munitions	5 560 000 cartouches	4 538 000 cartouches	6 216 000 cartouches
Montant	945 544 €	781 476 €	1 369 268 €
Grenades, gaz lacrymogène et fumigènes (armement particulier) - Montant	189 828 €	53 324 €	111 273 €
Montant			
Lance-grenades "Cougars" - Montant	/	15 791 €	/
Montant			
Matraques + accessoires	3206	3477	5665
Montant	144 807 €	122 702 €	213 348 €
Peppersprays + accessoires	13 426	7715	3412
Montant	204 824 €	155 754 €	44 743 €
Accessoires	339 741 €	278 456 €	141 266 €

* Non comptabilisées : Unités spéciales (DSU) et Académie nationale de police (ANPA).

**Il n'y a pas eu de commande d'armes individuelles, mais bien pour des pièces de rechange.



Notre infrastructure

- Une présence sur 143 sites.
- Rénovation en cours.
- Responsabilité sociale de l'entreprise, aussi dans l'aménagement de l'infrastructure.

En tout, la Police Fédérale dispose de 143 sites sur le territoire belge.

Dépenses engagées par la Police Fédérale	2018	2019	2020	2021	2022	Evolution
Énergie (électricité, gaz, eau, mazout)	€ 8 684 410	€ 8 481 796	€ 6 443 110	€ 8 257 805	€ 24 239 421**	+193%
Frais d'entretien et d'aménagement, et location des infrastructures	€ 6 858 048	€ 7 960 413	€ 8 319 150	€ 9 237 866	€ 11 229 865	+22 %*
Total	€ 15 542 458	€ 16 442 209	€ 14 762 260	€ 17 495 671	€ 35 469 286	+102%*

* La Police Fédérale offre des solutions partielles lorsque la Régie des bâtiments n'est pas en mesure d'apporter rapidement une solution. Le cas échéant, la Police Fédérale veille à stabiliser la situation jusqu'à ce que la Régie des bâtiments puisse apporter une solution structurelle.

** La crise énergétique de 2022 a également entraîné une hausse des frais de consommation pour la Police Fédérale.

Rénovation et aménagement des bâtiments de la Direction des unités spéciales et de la Police Judiciaire Fédérale de Namur

Le 14 novembre 2022, la Régie des bâtiments a commencé la rénovation et l'aménagement d'un bâtiment de la Direction des unités spéciales de la Police Fédérale, au complexe de Witte de Haelen, à Bruxelles.

Ces travaux représentent un investissement de quelque 17 millions d'euros pour la rénovation d'un bâtiment d'une surface d'environ 4 654 m². C'est plus de la moitié d'un terrain de football, avec plusieurs étages, bien sûr. Le challenge de cette rénovation sera de répondre au mieux aux besoins spécifiques de cette direction.

Ce projet s'inscrit dans une perspective de développement durable, avec installation de panneaux solaires, utilisation de matériaux à haute performance énergétique, etc. L'objectif est d'atteindre une performance de niveau "très basse énergie".

En plus de ces rénovations, une nouvelle sécurisation périmétrique sera mise en place sur l'ensemble du complexe.

Dans l'arrondissement judiciaire de Namur, suite à la fusion des arrondissements judiciaires de Namur et Dinant en 2014, et à la répartition de la Police Judiciaire Fédérale (PJF) et de la Direction de la coordination et de l'appui (DCA) sur quatre sites (deux dinantais et deux namurois), un audacieux dossier de regroupement sur les deux sites namurois avait été mis en chantier dès novembre 2018. La période covid a engendré un retard considérable, mais l'année 2022 a vu cet important projet se réaliser.

Cette réussite intervient au terme de nombreuses étapes successives : une étude de faisabilité par la consultation de tous les collaborateurs, un important travail de communication, l'adoption de mesures d'accompagnement social, le rafraîchissement de la majorité de nos locaux et la réorganisation de tous les services avec répartition sur deux sites.

La concrétisation de ce projet n'a été rendue possible que par l'investissement de tous dans un réel partenariat entre la Police Fédérale et la Régie des bâtiments.

À Liège, la Police Judiciaire Fédérale (PJF) rencontre d'importants problèmes d'infrastructure. Fin 2022, différents blocs des sites de la rue Saint-Léonard et de la rue du Palais n'étaient plus accessibles car ils nécessitent des interventions.



Déménagement vers le Haras de Wisbecq, une nouvelle ère pour la cavalerie

Le 2 décembre 2022, une page importante et historique a été tournée dans l'histoire de la cavalerie. Après plus d'un siècle de présence de la cavalerie à Bruxelles, tout le personnel et les chevaux ont quitté la caserne d'Etterbeek pour le nouveau site : le Haras de Wisbecq à Rebecq, dans le Brabant wallon. Ce nouveau lieu moderne offre de nombreux avantages.

Bien-être animal

Dans la caserne de Witte de Haelen à Etterbeek, il n'y avait aucune prairie pour les chevaux, ni à proximité vu l'environnement urbain. Il n'y avait qu'une seule piste couverte pour les 110 chevaux de la cavalerie et les écuries du complexe étaient vétustes.

Le Haras de Wisbecq s'étale sur une superficie de 15 hectares. En plus des dix hectares de prairies, le domaine comprend deux pistes couvertes et 145 box répondant parfaitement à la réglementation en matière de bien-être animal.

Plus écologique

Le Haras de Wisbecq est pratiquement neutre en énergie, grâce aux 450 panneaux solaires, aux espaces intérieurs bien isolés et à la récupération, via les toits, d'un million de litres d'eau de pluie chaque année. La paille et le foin proviendront de la région, où l'agriculture est très présente.

En outre, fini les transports polluants de foin, paille et fumier ainsi que les déplacements des chevaux eux-mêmes en dehors de la capitale.

Moindres coûts (de fonctionnement)

Grâce aux mesures d'économie d'énergie, à la récupération de l'eau de pluie et à la proximité de terrains agricoles, les coûts de fonctionnement sont faibles.

Le Haras de Wisbecq est situé au sud-ouest de Bruxelles, le long de l'autoroute E429, et est facilement accessible. Amener les chevaux vers le point de départ d'une mission prendra donc en moyenne moins de temps et coûtera moins d'argent. La cavalerie fournit un appui aux zones de la Police Locale et aux services de la Police Fédérale partout en Belgique et doit donc effectuer de nombreux déplacements.

Libération d'espace à Etterbeek

Le déménagement de la cavalerie va libérer de l'espace dans la caserne d'Etterbeek. La Régie des bâtiments examine comment utiliser cet espace de la manière la plus utile et la plus efficace possible au profit des services de police et de sécurité.



Avis de sécurisation

La Direction de la logistique (DRL) de la Police Fédérale émet des avis de sécurisation et procède à des audits en matière d'infrastructure et de normes portant sur certains matériels ou sur des documents d'identité ou d'identification.

	2018	2019	2020	2021	2022
Dossiers au profit de la Police Fédérale	76	44	66	38	84
Dossiers au profit de la Police Locale	19	15	17	10	15
Gestion des cartes de légitimation et d'identification des membres de la police	2529	2198	1768	7945*	8663*
<i>pour la Police Fédérale</i>	892	742	607	5165	5803
<i>pour la Police Locale</i>	1637	1445	1161	2618	2860

* Forte augmentation en raison du remplacement d'anciennes cartes

Notre budget

- Un ballon d'oxygène fédéral pour le recrutement, le fonctionnement et l'investissement.
- 27 projets sponsorisés par l'Europe.

Budget global

Le budget, d'un montant de 2 556 228 000 euros (en dehors des crédits liés au terrorisme), est partagé entre la Police Fédérale et la Police Locale.

Les zones de la Police Locale ont deux principales sources de financement : les communes, d'une part, et l'État fédéral, d'autre part. La partie financée par le fédéral se compose en majeure partie de dotations fédérales et du Fonds de la sécurité routière (FSR).

En outre, un budget transversal de 252 millions est prévu. Ce budget GPI (Police intégrée) est un budget solidaire à la Police Fédérale et la Police locale. Ce budget sert à réaliser les projets communs et à renforcer l'appui de la Police Fédérale à la Police Locale.

Il est ventilé en cinq catégories :

- personnel ;
- fonctionnement ;
- investissement ;
- dotations ;
- subventions.

Police Fédérale	2019	2020	2021	2022
Personnel	813 689 000	920 463 000	917 951 000	1 084 340 229
Fonctionnement	90 653 860	94 743 000	98 029 835	143 966 812
Investissement	20 883 000	45 517 500	47 339 081	11 495 599
Dotations		/	/	/
Subventions	1 170 000	1 344 000	1 346 000	1 244 000
Total	926 395 860	1 062 067 500	1 064 665 916	1 255 687 590

Police Intégrée	2019	2020	2021	2022
Personnel	108 745 000	97 637 000	90 907 774	83 584 500
Fonctionnement	73 522 929	82 469 122	138 983 348	142 958 151
Investissement	6 559 657	10 877 445	32 551 962	11 495 599
Dotations	/	/	/	/
Subventions	13 986 000	14 149 000	14 231 000	14 233 000
Total	202 976 586	205 214 567	276 835 084	252 271 250

Police Locale	2019	2020	2021	2022
Personnel	/	/	/	/
Fonctionnement	/	/	/	/
Investissement	/	/	/	/
Dotations	947 998 000	957 585 000	917 333 000	1 017 469 000
Subventions	36 878 000	97 000 000	32 915 000	40 800 000
Total	958 060 000	984 876 000	1 054 585 000	1 058 269 000

Total	2019	2020	2021	2022
Personnel	922 434 000	1 018 100 000	1 008 858 774	1 167 924 729
Fonctionnement	164 176 789	177 212 122	237 013 183	286 924 963
Investissement	27 442 657	56 394 945	79 891 043	37 632 148
Dotations	947 998 000	95 585 000	917 333 000	1 017 469 000
Subventions	52 197 000	112 575 000	48 653 000	56 277 000
Total	2 114 248 446	2 321 867 067	2 291 749 000	2 566 227 840

Enveloppes pour investissements essentiels et besoins structurels

Depuis 2021, la police bénéficie d'une trajectoire de croissance qui se concrétise par l'injection annuelle d'une enveloppe budgétaire supplémentaire.

Une enveloppe budgétaire est un montant alloué à dépenser dans un domaine particulier. La police reçoit cette enveloppe pour investir dans ses opérations et ses projets.

Les enveloppes octroyées s'élèvent à :

Année	Montant supplémentaire
2021	+ 50 000 000 euros
2022	+ 70 000 000 euros
2023	+ 90 000 000 euros
2024	+ 100 000 000 euros

En 2022, ce sont 70 millions d'euros qui ont été libérés pour le renforcement global de la police voulu par l'accord de gouvernement.

Le gouvernement souhaite recruter 1 600 aspirants par an afin de fournir à la Police Locale et à la Police Fédérale les renforts nécessaires. Pour y parvenir, ce sont donc plus de 30,37 millions d'euros qui ont été dépensés pour la formation, l'équipement, les salaires et la campagne de recrutement, soulignant ainsi l'ambition d'avoir plus de bleu dans les rues.

En outre, le budget annuel alloué à la Police Fédérale ne peut pas financer tous les besoins. C'est pourquoi plus de 18 millions d'euros d'enveloppe budgétaire supplémentaire ont été alloués pour des besoins nécessaires tels que le renouvellement des équipements et du matériel, le renforcement du moteur salarial et le soutien au développement de l'expertise.

Enfin, ce sont 11,5 millions d'euros qui ont pu être consacrés à des (ré-)investissements tels que le renforcement de l'infrastructure ICT, la mise en œuvre du New Way of Working/Flexwork, la mise à niveau du parc automobile ou encore de nouvelles initiatives comme la sécurisation des cellules.

Des investissements ont également été réalisés dans les infrastructures actuelles et nouvelles, ainsi que dans les ressources ICT et le matériel non numérique.

Le 17 juin 2022, le Conseil des ministres a fixé les contours d'un système permettant d'orienter les crédits de personnel disponibles pour la Police Fédérale pour les prochaines années (jusqu'en 2024). Les moyens budgétaires ont ainsi été dégagés pour permettre un **remplacement 1 pour 1** à la Police Fédérale ainsi qu'un **renforcement supplémentaire de la capacité en personnel** de 195 membres du personnel pour la Police Judiciaire Fédérale (DGJ), 45 pour le Commissariat général (CG), et 150 pour la Direction générale de la police administrative (DGA).

Le financement européen, un levier pour davantage de moyens

En 2022, la Police Fédérale a obtenu des subventions européennes pour 27 de ses projets, représentant un montant total de 29 681 240 euros (montant total des projets : 39 263 193 euros). Des subventions ont donc été allouées à des projets axés sur l'amélioration et l'élargissement de l'échange international d'informations, les contrôles aux frontières, la lutte contre la cybercriminalité, le trafic de drogue international, la lutte contre la traite des êtres humains, ainsi que la lutte contre les abus sexuels sur mineurs en ligne et les réseaux criminels à haut risque (high risk criminal networks). Les subventions ont notamment permis le recrutement des profils techniques nécessaires, l'acquisition de matériel technique spécialisé et l'organisation de journées d'action et de réunions de concertation au niveau (inter)national.

La Police Fédérale participe également à neuf projets de partenaires externes bénéficiant d'un financement européen. Pour nos prestations et notre expertise dans le cadre de ces projets, nous avons reçu une subvention d'un total de 325 489 euros (budget total des projets : 327 845 euros). Il s'agit notamment de projets visant à lutter contre le trafic international de drogue, les abus sexuels sur mineurs en ligne et les *fake news*.

	2022
Projets avec la Police Fédérale en tant que partenaire de projet	9
Projets avec la Police Fédérale en tant que coordinateur	27
Subvention partenaire de projet	327 845 euro
Budget du projet partenaire de projet	325 489 euro
Subvention coordinateur	29 355 751 euro
Budget du projet coordinateur	38 935 348 euro

La forte augmentation de la subvention obtenue dans le cadre des projets coordonnés en 2022 (en 2021, le montant total des projets était de 1,24 million d'euros) est principalement due au fait que 2021 était une année de transition au cours de laquelle l'accent a été mis sur la préparation du nouveau budget pluriannuel de l'Union européenne. Les propositions de projets préparées en 2021 ont ensuite été introduites en 2022. Un montant a été alloué pour 17 projets nationaux dans le cadre du nouveau budget pluriannuel. Ces 17 projets, dont la plupart seront menés jusqu'à la fin de 2024, ont bénéficié d'une subvention de 28 623 111 euros (budget total des projets : 38 164 149 euros).



La police comme employeur

[Home](#) / La police comme employeur

- Le nombre de candidats qui se sont présentés pour le cadre opérationnel a légèrement augmenté.
- La procédure de sélection a été revue et rendue plus efficace ; un certain nombre d'épreuves ont été adaptées ou digitalisées.
- La Police Fédérale a lancé un nouveau projet pour des jeunes de 14 à 18 ans : *The Rookies*.



[Recrutement & sélection](#)



[Formation](#)

Recrutement et sélection au profit de la Police Intégrée

- L'employer branding, une préoccupation permanente.
- Partenariat avec des fédérations sportives autour de valeurs.
- Les Rookies, la relève assurée.

Tableau récapitulatif des recrutements

Le service Recrutement et Sélection de la Police Fédérale (DPRS) est responsable des recrutements externes pour le cadre opérationnel et le personnel civil de la Police Intégrée (Police Locale et Police Fédérale), ainsi que des examens de promotion interne.

Dans les tableaux ci-dessous, vous trouverez une série de données chiffrées pertinentes sur les procédures de recrutement et de sélection des différents groupes cibles concernés.

Recrutement externe	2020	2021	2022
Candidats pour le cadre opérationnel*	12 438	13 218	12 326
Lauréats pour le cadre opérationnel*	1 626	2 269	2 063
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	8 241	10 370	4 176
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	2 079	1 550	864
Total	24 935	27 407	19 429

* Ce nombre est moins élevé car il n'y a plus d'épreuve linguistique distincte. Le niveau de langue est désormais mesuré à l'aide des épreuves cognitives.

Recrutement interne	2020	2021	2022
Candidats pour le cadre opérationnel*	1 311	1 157	1 263
Lauréats pour le cadre opérationnel*	591	600	619
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	541	0**	304
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	92	0**	123
Total	2 536	1 757	2 309

* Ce nombre est moins élevé car il n'y a plus d'épreuve linguistique distincte. Le niveau de langue est désormais mesuré à l'aide des épreuves cognitives.

Total recrutement	2020	2021	2022	Evolution
Candidats pour le cadre opérationnel*	14 300	14 375	13 589	-5,78%
Lauréats pour le cadre opérationnel*	2 148	2 869	2 682	-6,97%
Candidats pour le cadre administratif et logistique (personnel civil)	8 782	10 370	4 480	-43,20%

Total recrutement	2020	2021	2022	Evolution
Lauréats pour le cadre administratif et logistique	2 171	1 550	987	-16,51%
Total	27 407	29 164	21 738	-34,16%

* Les candidats d'une année ne sont pas nécessairement les lauréats de cette même année.

Épreuves de sélection

Une description détaillée des épreuves de sélection pour les "fonctions en uniforme" et les "fonctions civiles" est disponible sur www.jobpol.be.

Total	2019	2020	2021	2022
Épreuves professionnelles	1 380	2 692	2 016	3 133
Épreuves sportives	15 271	8 306	10 246	15 129
Épreuves cognitives	13 709	13 040	12 031	16 305
Épreuves linguistiques	9 104	6 926	6 408	47*
Épreuves de personnalité	11 909	10 403	10 947	9 414
Enquêtes de moralité	4 471	2 607	3 307	5 634
Commissions	5 402	3 990	4 395	Pas d'application vu la nouvelle procédure de sélection
Délibérations	6 706	5 084	5 693	5 754

* Ce nombre est moins élevé car il n'y a plus d'épreuve linguistique distincte. Le niveau de langue est désormais mesuré à l'aide des épreuves cognitives.



Partenariat entre la police et Judo Belgium

Le respect, la bienveillance et l'usage minimal de la violence sont des valeurs que partagent les judokas et les policiers. Sous l'angle du recrutement, les judokas sont les candidats idéaux pour un emploi à la police. Judo Belgium et la Police Fédérale se sont associés autour de ces valeurs communes et d'une politique de recrutement. Ce partenariat va concerner l'ensemble des clubs de judo, la Police Intégrée et toute autre personne intéressée. Le thème de ce partenariat est Le respect partout et toujours. Le nouveau partenariat a été présenté le 5 octobre 2022 par Annelies Verlinden, ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique.

Concrètement, la collaboration entre la police et Judo Belgium consiste en des ateliers sur le respect et la maîtrise de la violence, des séances d'information sur le recrutement lors des grands événements de judo, des entraînements de judo et des policiers judokas jouant le rôle d'ambassadeur de leur sport et de leur emploi.

La collaboration judo-police fait partie d'une série de partenariats que la police conclut avec des organisations telles que Belgian Cycling, des ASBL comme Capital, des établissements d'enseignement, etc.



Communication et marketing

En ce qui concerne le recrutement de personnel pour le cadre opérationnel et les fonctions civiles, les postes vacants sont régulièrement portés à la connaissance du grand public via différents (nouveaux) canaux et moyens de communication.

Outils marketing	2018	2019	2020	2021	2022
Brochures et dépliants	40 000	69 000	/	10 000	117 000 flyers 20 000 brochures 1 090 affiches
Appels téléphoniques	/	20 985	41 984	56 530	57 833
E-mails (traités)	/	14 158	25 985	28 433	31 591
Visiteurs site web Jobpol	/	1 414 750	1 858 442	1 599 843	582 055
Messages via Facebook	2 925	3 782	2 551	3 978	pas d'application
Journées d'information dans les écoles de police	8	36	7	25	11
Followers sur la page Facebook de Jobpol	28 452	31 846	36 916	40 630	54 151
Abonnés à la page Instagram de Jobpol	/	/	6 936	8 816	10 900
Événements de recrutement (séances d'information, bourses à l'emploi, etc.)	293	265	214	574	720
Présence à d'autres événements (festivals, événements sportifs, etc.)	432	241	/*	/*	2 686

* En raison de la crise Covid, certains outils marketing n'ont pas été utilisés et des événements n'ont pas pu avoir lieu.



Des membres du personnel enthousiastes mettent en lumière les emplois spécialisés

Le 21 mai 2022, une centaine de membres du personnel de la Police Fédérale ont accueilli plus de 700 candidats intéressés par un emploi spécialisé à la Police Fédérale.

Vu la participation massive, cette première journée de recrutement, spécifiquement axée sur le large éventail d'emplois spécialisés à la Police Fédérale, a été un réel succès. Du samedi matin à la fin de l'après-midi, les

stands d'information grouillaient de candidats. Les ambassadeurs de la Police Fédérale ont présenté les possibilités de carrière et le contenu des fonctions spécialisées.

Les différentes démonstrations avec les chiens pisteurs, l'arroseuse, les cavaliers... se sont déroulées sous un soleil estival. Dans la salle de sport, les candidats se bouscuaient pour donner le meilleur d'eux-mêmes sur le parcours d'obstacles de l'épreuve sportive.



Village Policier et festivités du 21 juillet

Après une interruption de deux ans en raison de la crise sanitaire, le Village Policier, organisé à Bruxelles lors de la fête nationale, a repris ses quartiers, l'occasion de mettre de nouveau en évidence les nombreuses possibilités de carrière à la Police Intégrée. Afin d'informer et d'attirer des candidats potentiels, de nombreux ambassadeurs issus des rangs policiers se tenaient prêts sur la place Poelaert pour dialoguer avec d'éventuels futurs collègues.

Après deux ans d'absence, il y avait beaucoup de choses à voir et à mettre à l'honneur au Village Policier et sur la place des Palais lors du défilé : des anniversaires, notamment celui de la Direction des unités spéciales (DSU), les Rookies en stage à la Police Fédérale, les policiers décorés pour actes de courage et bien entendu les différentes démonstrations (drones, motards, prévention en matière de phishing et de cybersécurité, chiens policiers, gestion négociée de l'espace public, interventions sur la voie publique) et les différents stands d'information animés par des policières et policiers accueillants.

Le Village offre un condensé de l'univers policier. C'est une excellente occasion de mettre en lumière le large éventail de métiers attractifs au sein de la police, mais aussi un moment privilégié pour rencontrer les citoyens dans une ambiance décontractée et festive.



La première promotion des Rookies "diplômée"

Après une série de mercredis après-midis passés en immersion dans les différents domaines d'action de la Police Fédérale à raison d'une fois par mois pendant près d'un an, les Rookies, trente jeunes originaires des quatre coins de la Belgique, ont reçu, fin septembre 2022, leur diplôme des mains du premier commissaire divisionnaire Marc De Mesmaeker, commissaire général de la Police Fédérale. Une expérience dont ils se souviendront longtemps !

Le nouveau projet "The Rookies" est destiné à des jeunes de 14 à 18 ans et vise à renforcer les liens entre les jeunes et la police. Il permet à trente jeunes de découvrir au travers d'activités diverses le travail des entités de la Police Fédérale. Ce projet s'inscrit dans le cadre de la campagne "Respect mutuel", qui vise à rebâtir des ponts entre les métiers de la sécurité et les citoyens. Tel est l'objectif de "The Rookies".

L'appel à candidatures pour la deuxième édition des Rookies à la Police Fédérale a été lancé en octobre 2022. Les candidats sont nombreux ! Les jeunes stagiaires diplômés de la première promotion sont également disposés à parrainer les nouvelles recrues. L'enthousiasme et la satisfaction des jeunes comme des entités de la Police Fédérale en disent long et sont contagieux !



Formation au profit de la Police Intégrée

- Formation : retour au présentiel.
- Accent sur le leadership.
- Le CEPOL actif sur de nombreux fronts.

Formation de base

Sessions*	2018	2019	2020	2021	2022
Agent de police	4	4	2	3	3
Inspecteur	23	23	28	28	30
Inspecteur principal	10	10	10	10	12
Inspecteur principal avec spécialité particulière	2	2	2	2	2
Formation préparatoire cadre moyen	2	2	2	2	2
Commissaire	4	1	2	2	2
Formation préparatoire pour le cadre officier	2	1	2	2	2
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	4	2	2	2	3
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	21	14	9	14	9

* Nombre de sessions qui ont débuté.

Personnes formées*	2018	2019	2020	2021	2022
Agent de police	90	69	66	86	76
Inspecteur	1 136	1 168	1 133	1 116	1 518
Inspecteur principal	385	355	409	433	432
Inspecteur principal avec spécialité particulière	23	24	38	27	182
Formation préparatoire cadre moyen	39	47	25	25	25
Commissaire	110	154	118	120	152
Formation préparatoire pour le cadre officier	33	16	9	10	18
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	99	54	39	46	59
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	414	290	157	249	161

* Ces chiffres comprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation de base.

Personnes ayant réussi la formation*	2019	2020	2021	2022
Agent de police	34	21	82	103
Inspecteur	1 170	1 186	1 099	1 330
Inspecteur principal	389	346	408	432
Inspecteur principal avec spécialité particulière	42	16	27	**
Formation préparatoire cadre moyen	39	23	24	25
Commissaire	110	152	119	123
Formation préparatoire pour le cadre officier	33	15	10	26
Formation accélérée promotion sociale agent vers inspecteur	63	41	43	7
Cadre agents & assistants de sécurisation de police (DAB)	320	261	231	174

* Le nombre de personnes ayant réussi la formation peut différer du nombre total de personnes formées, dans la mesure où il comprend aussi des personnes ayant entamé leur formation au cours de l'année précédente.

** Le nombre d'inspecteurs principaux avec spécialisation particulière formés est repris dans le nombre d'inspecteurs principaux formés. Tous les inspecteurs principaux (y compris ceux avec spécialisation) suivent la même formation. Une formation complémentaire est ensuite organisée pour la spécialisation.



Nombre total de personnes formées

Le mouvement de rattrapage initié en 2021 au niveau des formations s'est poursuivi en 2022.

Les chiffres du tableau ci-dessous comprennent à la fois la formation de base et les autres formations. Pour les formations de base, les chiffres reprennent le nombre de personnes ayant commencé leur formation cette année. Pour les autres formations (de promotion, continuées, fonctionnelles, certifiées), il s'agit du nombre de personnes ayant terminé leur formation cette année.

Écoles	2018	2019	2020	2021	2022
ANPA (Berg, Bruxelles, Gand, Jumet, Vottem, Wilrijk)	23 778	25 923	14 626	34 377	34 238
Académie de police de Namur	3 918	4 402	2 035	2 930	4 088
APPH (Jurbise)	5 849	6 896	4 272	6 804	5 797
Campus VESTA (Anvers)	6 625	10 765	6 115	7 596	9 165
École de police de la province de Liège	4 224	6 169	2 051	5 789	5 442
ERIP-GIP (Bruxelles)	5 532	6 277	4 099	13 609	10 834

Écoles	2018	2019	2020	2021	2022
PAULO (Gand)	6 182	6 745	3 478	7 766	7 142
PIVO (Asse)	4 040	3 272	2 17	3 223	3 715
PLOT (Limbourg)	3 214	3 897	2 680	4 812	3 789
WPS (Zedelgem)	4 757	5 349	3 238	6 109	6 055
Total	68 119	79 695	44 769*	93 015	90 265

Brevet de direction : 68 futurs nouveaux commissaires divisionnaires

En 2022, 68 commissaires ont obtenu leur brevet de direction. Au terme d'un processus de formation de deux ans, les lauréats peuvent briguer une place de commissaire divisionnaire et faire valoir leur brevet de direction.

Pour obtenir ce brevet, les candidats ont assisté à des formations et exposés consacrés aux nouvelles évolutions sociétales et/ou aux nouvelles compétences en matière de management. Ils se sont penchés en groupe sur des questions complexes liées au monde policier, telles que la polarisation, le secret professionnel, la relation entre la police et les citoyens.

Parmi les nouveautés du parcours de formation, citons les visites d'entreprises. Les candidats ont en effet pu se rendre dans des entreprises connues pour leur culture organisationnelle participative et orientée vers l'humain, telles que Schoenen Torfs, Decathlon Belgium, Colruyt et Wilms Rolluiken NV pour les candidats néerlandophones. Les candidats francophones ont quant à eux rendu visite au SPF Mobilité, à NRJ Nostalgie et Odo, entre autres.

Aperçu des lauréats

	Lauréats néerlandophones	Lauréats francophones
Hommes	19	23
Femmes	15	11
Total	34	34

Offre de formations CEPOL

CEPOL, le Collège européen de police (*European Union Agency for Law Enforcement Training*), qui a pour objectif de favoriser la coopération européenne et internationale au travers de la formation, donne des formations sous différentes formes. Sur place, mais aussi par le biais de webinaires, cours et modules en ligne.

Les sessions portent sur plusieurs thématiques telles que l'exploitation sexuelle des enfants, le trafic de drogues, la criminalité environnementale (comme la lutte contre la pêche illégale), le dark web, les cryptomonnaies ou encore les crimes de haine ou de violence fondés sur le genre.

	2019	2020	2021	2022
Webinaires	261	839	682	428
Modules	6	127	107	187
Cours en ligne	54	35	28	202
Sur site	80	3	52	85

Coopération européenne : partage de l'expertise et des compétences liées aux techniques de conduite

La Police Fédérale participe à un projet d'échange de techniques de conduite automobile et moto entre formateurs de différents services de police européens.

En 2022, la Police Fédérale a invité ses partenaires européens à prendre part à une session de techniques de conduite en Belgique. Des candidats allemands, tchèques, polonais et lettons ont répondu présent. De tels projets policiers au niveau international permettent aux différents services de police d'échanger leurs techniques et expertise.